

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES CLAUSES D'IMPUTATION DE LA DOT
SUR
LES SUCCESSIONS DES PÈRE ET MÈRE CONSTITUANTS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Vendredi 4 Décembre 1925, à 2 heures

PAR

EMMANUEL PICHAUD

Avocat stagiaire près la Cour d'appel d'Orléans

Président : M. PIÉDELIÈVRE, Professeur

*Suffragants : { M. DEMOGUE, Professeur
 { M. PILON, Professeur*



ORLÉANS
IMPRIMERIE DU LOIRET

RUE DU BOURDON-BLANC, 37-39

1925

DES CLAUSES D'IMPUTATION DE LA DOT

SUR

LES SUCCESSIONS DES PÈRE ET MÈRE CONSTITUANTS

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES CLAUSES D'IMPUTATION DE LA DOT
SUR
LES SUCCESSIONS DES PÈRE ET MÈRE CONSTITUANTS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Vendredi 4 Décembre 1925, à 2 heures

PAR

EMMANUEL PICHAUD

Avocat stagiaire près la Cour d'appel d'Orléans

Président : M. PIÉDELIÈVRE, Professeur

*Suffragants : { M. DEMOGUE, Professeur
 { M. PILON, Professeur*

ORLÉANS
IMPRIMERIE DU LOIRET

RUE DU BOURDON-BLANC, 37-39

1925

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Bien que le Code civil n'impose pas aux parents l'obligation de doter leurs enfants, les constitutions de dots sont très fréquentes. Pothier, commentant l'article 281 de la coutume de Paris, n'écrivait-il pas déjà à l'adresse de ceux qui voulaient distinguer « marier » et « doter » : « La réponse est que, quoiqu'il puisse arriver quelquefois qu'on trouve à marier une fille sans lui donner aucune dot à un homme qui la prend sans dot pour sa beauté ou ses bonnes qualités, néanmoins, suivant ce qui arrive ordinairement, les père et mère donnent une dot à leurs enfants lorsqu'ils les marient, ne trouvant pas ordinairement à les marier sans leur en donner une plus ou moins considérable ; les lois ayant coutume de parler conformément à ce qui arrive ordinairement, lorsque la coutume dit en cet article les père et mère en mariant leurs enfants, elle est censée, par ces termes en mariant, suffisamment dire qu'ils leur ont donné une dot, sans qu'il fût besoin de le dire expressément, parce qu'ordinairement on ne les marie pas sans cela (1). »

On pourrait être tenté de conclure de cette fréquence que les constitutions de dots sont formulées, dans les contrats de mariage, en termes simples et clairs, consacrés par l'usage et dont l'interprétation, bien établie, ne donne lieu

(1) POTHIER, *Traité des donations*, part. III, art. 3, § 1^{er}, n^o 267.

à aucune controverse : il suffit d'ouvrir un recueil de jurisprudence pour constater qu'il en va tout autrement.

Notre dessein n'est pas d'examiner toutes les combinaisons qui s'offrent au choix des praticiens et de leurs clients, mais seulement d'étudier l'une d'elles, la plus fréquemment employée, il est vrai, et qui est connue sous le nom de « clauses d'imputation ». Le Code civil est muet sur ce genre de stipulations antérieures cependant, ainsi que nous le montrerons, à sa promulgation ; mais, par ailleurs, il ne limite pas étroitement le champ d'action des praticiens qui peuvent ainsi rechercher plus facilement les formules appropriées aux circonstances variées de la vie. Il faut bien avouer, du reste, que leur sagacité est fortement mise à l'épreuve par la difficulté de concilier les intérêts en cause.

Ajoutons, afin de bien délimiter notre sujet et éviter des répétitions inutiles, que nous nous placerons toujours, sauf indication contraire, dans l'hypothèse la plus fréquente et la plus pratique : celle d'une dot constituée à un enfant commun par ses père et mère.

Nous venons de dire que le Code civil ne paralyse pas l'initiative des parties ; prévoyant toutefois le cas où les père et mère, en dotant conjointement leur enfant, ne préciseraient pas la part incombant à chacun d'eux dans la dot, le Code, dans son article 1438 placé dans le chapitre de la communauté et dans son article 1544 inséré au chapitre du régime dotal, décide que la dot est alors censée constituée par chacun d'eux pour moitié.

Les parties auraient-elles intérêt à laisser jouer cette présomption ? La réponse à cette question justifie les recherches des praticiens, mais fait apparaître en même temps, dans la diversité des intérêts engagés, un obstacle presque insur-

montable à l'établissement d'une formule qui puisse donner satisfaction à tous.

C'est au décès du prémourant des donateurs que se manifestent les inconvénients de la présomption légale. Deux hypothèses extrêmes peuvent alors se présenter : la dot a été payée avant le décès ou, au contraire, elle est toujours due à cette époque. Il y a une troisième hypothèse, il est vrai, celle d'une dot payée seulement pour partie : la solution en est suggérée par les remarques faites sur les deux autres.

Si la dot a été payée entièrement avant le décès, le survivant des père et mère, qui est tenu d'en supporter personnellement la moitié, ne peut éviter, s'il ne s'est pas acquitté déjà en donnant quelques-uns de ses biens propres, de récompenser la communauté ou d'indemniser la succession de son conjoint des sommes qu'elles ont déboursées pour son compte. Bien plus, si la solidarité a été stipulée, il est tenu de rembourser au donataire la perte que pourra subir ce dernier par l'effet d'un rapport réel à ses cohéritiers d'une fraction de la moitié de dot constituée par le prémourant. Et il en sera ainsi alors même que la fortune personnelle du survivant sera peu importante et que, peut-être, sauf dans l'hypothèse du rapport réel, l'enfant doté recueillera dans la succession du prémourant un émolument considérable.

Si la dot n'a pas été payée du vivant des donateurs, le survivant ne se trouve pas libéré par le prédécès de son conjoint ; il est toujours débiteur personnel de moitié de la dot et peut même être poursuivi en paiement du tout, s'il y a eu solidarité ; et cela quelles que soient sa fortune et la part héréditaire de l'enfant doté.

En résumé, la constitution de dot conjointe des articles

1438 et 1544 n'est guère favorable au survivant des donateurs parce qu'elle expose celui-ci à voir ses ressources personnelles singulièrement diminuées et à devenir ainsi la victime de sa générosité.

Il faut ajouter le plus souvent d'ailleurs : victime involontaire. Quelle est, en effet, la principale préoccupation des parents lors du mariage ? Doter convenablement leur enfant, tout en conservant des ressources suffisantes pour ne point trop changer leur train de vie. Quant à l'importance de la dot, ils la fixent en considérant l'ensemble de leurs patrimoines, tant propres que commun, sans distinction ; et bien souvent, pour le choix des biens donnés, ils se soumettent moins à leur convenance personnelle qu'à celle du donataire.

C'est le décès de l'un des donateurs qui, en imposant une discrimination entre les différents patrimoines, modifie parfois profondément la situation du survivant astreint à supporter une charge non proportionnée à sa fortune.

Les praticiens devaient évidemment chercher à éviter ces funestes conséquences de la constitution de dot conjointe en insérant, dans les contrats de mariage, une clause ayant pour objet de décharger le survivant des donateurs. Il en allait de l'intérêt des enfants eux-mêmes : les parents doteraient d'autant plus largement que le survivant craindrait moins de se voir ruiner par une constitution de dot importante.

C'est pourquoi, même après la promulgation du Code civil, on continua d'employer une clause bien connue de l'ancien Droit, par laquelle les parties stipulaient que la dot était constituée en avancement de l'hoirie du prémourant des donateurs ou encore qu'elle était imputable pour la totalité sur la succession du prémourant d'eux. L'effet

de cette clause était de rendre le prémourant seul constituant et de décharger ainsi entièrement le survivant.

Le résultat cherché était atteint, mais si complètement qu'une autre partie avait souvent à en souffrir. Il faut prendre garde, en effet, que, dans notre matière, l'intérêt des donateurs n'est pas seul en jeu ; le donataire a le sien propre qui est de conserver sa dot et de ne pas en perdre une partie par l'effet d'un rapport réel à ses cohéritiers ; les enfants non dotés ou dotés moins généreusement ont aussi le leur, qui est de voir l'égalité rétablie le plus vite possible ; il n'est pas jusqu'aux créanciers de l'une ou de l'autre partie qui ne surveillent attentivement les opérations.

On aperçoit sans peine combien ces intérêts sont opposés et difficilement conciliables et quels inconvénients pouvait présenter la clause d'imputation imaginée : charger la succession du prémourant des donateurs du poids de la dot entière, c'était évidemment libérer le survivant et rétablir l'égalité entre les cohéritiers, mais c'était aussi, dans bien des cas, obliger l'enfant doté à un rapport réel qui le dépouillait d'une partie de sa dot. Par contre, les enfants non dotés n'avaient qu'à se louer d'un pareil système qui les remettait sur le pied d'égalité avec leurs frères et sœurs jusque-là plus favorisés.

Les praticiens voulurent-ils tenter la conciliation, ou, ce qui est plus probable, donnèrent-ils le pas à l'intérêt du donataire ? Quel que soit le motif du changement, la formule en usage fut modifiée et l'habitude fut prise de stipuler que la dot serait imputable d'abord sur la succession du prémourant et subsidiairement sur celle du survivant : on entendait par là que le survivant des donateurs n'était plus libéré que si l'émolument recueilli par le dona-

taire dans la succession du prémourant était au moins égal à la dot. Malheureusement, deux méthodes s'offraient pour obtenir ce résultat, si bien que, en apparence simple perfectionnement de la clause primitive, mais devant, en réalité, produire des effets très différents, la nouvelle clause donna lieu à des interprétations opposées, selon qu'on y voulut voir l'adoption de l'une ou de l'autre de ces méthodes.

Il est difficile d'entrevoir l'issue de ce conflit qui met aux prises la Jurisprudence et la Pratique, puisque, tout récemment, la Cour de cassation, approuvée par des civilistes éminents, a maintenu sa thèse, malgré les protestations de presque tous les auteurs appartenant au monde notarial.

Nous aurions mauvaise grâce à reprocher à ceux-ci d'avoir défendu, souvent avec fougue, une des créations les plus importantes de la « pratique extrajudiciaire notariale ». Qu'il nous soit permis cependant de ne point accepter entièrement leurs conclusions : nous admettons bien volontiers que le sens prêté par la Cour suprême à la clause d'imputation subsidiaire ne soit pas celui que lui donnaient la plupart des notaires qui l'inséraient dans un contrat, mais encore faut-il se demander si les termes juridiques qu'employaient ces derniers traduisaient bien leurs intentions ; ne peut-on leur reprocher, selon la pittoresque expression de M. Hugueney, « d'avoir versé le vin nouveau dans les vieilles outres ? » (1)

Dans les développements qui vont suivre, après avoir exposé les principes généraux de la matière et étudié le

(1) HUGUENEY, Note sous Cass. civ., 28 février 1922. — S. 1923, I, 145.

fonctionnement de la clause originaire dite clause d'imputation intégrale, nous essayerons, après avoir rendu sensible le malentendu qui existe entre la Jurisprudence et la Pratique quant à l'interprétation de la clause d'imputation subsidiaire, d'en chercher l'explication. Le choix à faire entre les diverses formules offertes au praticien en sera facilité.

DES CLAUSES D'IMPUTATION DE LA DOT

SUR

LES SUCCESSIONS DES PÈRE ET MÈRE CONSTITUANTS

PREMIÈRE PARTIE

GÉNÉRALITÉS

Dans cette première partie nous montrerons, dans un bref aperçu, comment sont nées les clauses d'imputation, puis nous en examinerons la validité et traiterons ensuite de leur interprétation.

CHAPITRE PREMIER

Développement historique.

L'ancien Droit n'ignorait ni la constitution de dot conjointe ni les clauses d'imputation destinées à en éviter les inconvénients.

Etudiant dans son *Traité de la Communauté* (4^e partie n^o 649) les divers cas de récompenses à raison des dots constituées aux enfants communs, Pothier examine un premier cas. « Le père et la mère ont doté conjointement un enfant commun et lui ont fourni une dot en effets de la communauté, sans qu'il soit dit pour quelle part chacune des parties entend y contribuer ; le père et la mère sont censés en ce cas avoir doté chacun pour moitié, et la femme ou ses héritiers, en cas de renonciation à la communauté, doivent récompense à la communauté de ce qui en a été tiré pour la moitié, dont elle a consenti de contribuer à cette dot ; de laquelle récompense on doit faire déduction sur les reprises que la femme ou ses héritiers ont à exercer contre la communauté. »

Après avoir montré que, dans le cas proposé, si la communauté a été acceptée par la femme ou ses héritiers, « il se fait en ce cas compensation de la somme que chacune des parties a tirée de la communauté pour cette dot », Pothier écrit : « Si néanmoins on avait ajouté au contrat de dotation la clause que la dot serait imputée en entier sur la succession du prédécédé, en ce cas le prédécédé serait censé avoir doté seul et avoir acquitté des deniers de la communauté sa dette propre, dont il était seul débiteur ;

en conséquence, au partage de la communauté, la dot entière serait précomptée sur la part appartenant à la succession du prédécédé ».

Il est facile de montrer comment est née cette clause qui était d'un usage fréquent dans les contrats de mariage de la fin du xviii^e siècle.

Pour atténuer la rigueur de son article 280, qui ne permettait le don mutuel entre époux communs en biens qu'à défaut d'enfants issus du mariage, la coutume réformée de Paris stipulait dans son article 281 que « père et mère marians leurs enfants peuvent convenir que leurs dits enfants laisseront jouir le survivant de leurs dits père et mère des meubles et conquests du prédécédé, la vie durant du survivant pourvu qu'ils ne se remarient. Et n'est réputé tel accord avantage entre les conjoints. »

Les parties qui ne pouvaient utiliser cette clause de laisser jouir parce que les conditions imposées par l'article 281 n'étaient pas toutes remplies atteignaient le même but en stipulant que « arrivant le décès de l'un ou l'autre des père et mère, l'enfant ne pourra demander au survivant ni compte ni partage des biens de leur communauté ». Un arrêt du Parlement du 31 août 1679 (1) avait validé cette stipulation.

Qu'arrivait-il si la clause de laisser jouir ou celle de ne demander ni compte ni partage venait à être annulée ou ne pouvait recevoir effet par la faute d'un enfant non doté ou de l'enfant doté lui-même ? La condition mise par le survivant des père et mère à sa donation n'étant pas exécutée, la donation elle-même tombait pour la portion constituée par le survivant, à qui l'enfant doté devait la restituer.

(1) *Journal du Palais*, tome II, p. 83.

Deux procédés pouvaient être employés pour opérer cette restitution : recours direct du survivant contre l'enfant doté ou prélèvement effectué par le survivant avant tout partage d'une somme égale à la totalité de la dot. Dans ce dernier cas, l'enfant doté, s'il avait des cohéritiers, était tenu : 1° au rapport de la moitié de sa dot constituée par le prémourant ; 2° au remboursement à la succession de l'autre moitié de la dot payée en son acquit au survivant, si bien que s'il avait des cohéritiers, l'enfant doté se trouvait rapporter toute sa dot à la succession du prémourant, et s'il n'en avait pas, la confondre tout entière dans l'émolument qu'il retirait de la succession du prémourant.

Pour imposer ce procédé du prélèvement, on prit l'habitude de stipuler qu'à défaut d'exécution des clauses sus-indiquées, l'enfant doté devrait imputer le montant de sa dot sur la succession du prédécédé. Cette clause, d'accessoire qu'elle était au début, devint bientôt principale et se suffisant à elle-même. Dans tous les cas, le prémourant était censé avoir seul constitué la dot ; quant au survivant, il devenait complètement étranger à la constitution de dot ; il était mis « hors de la dotation ».

De cette courte esquisse historique (1) plusieurs remarques sont à dégager.

La clause d'imputation a été originairement insérée dans les contrats de mariage dans l'intérêt du survivant des donateurs et pour régler la question de contribution à la charge de la dot ; ne pouvant profiter des avantages qui découlaient pour lui de la clause de laisser jouir ou de celle de ne demander ni compte ni partage, le survivant se désinté-

(1) Pour plus de détails, voir notes de M. ESMEIN au *Sirey* : S. 1900, I, 81 et S. 1908, II, 1.

ressait de la dot et entendait se faire rembourser les avances faites par lui.

Le rapport intégral de la dot à la succession du prémourant n'a été que la conséquence du procédé imaginé pour rembourser le survivant des donateurs et non l'objet principal de la clause. Du reste, il n'était pas nécessaire que l'enfant doté eût des cohéritiers et rapportât sa dot pour que la clause d'imputation fût applicable ; Pothier voulant montrer le mécanisme des deux procédés de restitution offerts au survivant (recours direct et prélèvement) choisit justement une hypothèse où le donataire est enfant unique et, pour le partage, se trouve seul avec l'époux survivant.

Il serait donc inexact de prétendre qu'historiquement « imputable » est synonyme de « rapportable » et que l'imputation dépend du rapport.

Mais en libérant entièrement le survivant des donateurs du fardeau de la dot, la clause d'imputation intégrale sur la succession du prémourant avait souvent pour l'enfant doté des conséquences fâcheuses. S'il n'avait encore rien reçu, au jour du décès, sur le montant de sa dot, il ne pouvait plus agir contre le survivant et devait se contenter de sa part héréditaire, parfois peu importante ; si, au contraire, la dot lui avait été payée entièrement avant le décès, il pouvait être obligé d'en faire le rapport réel à ses cohéritiers et subissait ainsi une perte, sans recours contre le survivant.

Les praticiens devaient, tout naturellement, chercher à ne plus permettre au survivant des donateurs de se croire étranger à la constitution de dot, quelle que soit l'importance de la succession du prémourant.

A quelle époque commencèrent-ils à traduire dans leurs formules cette nouvelle intention ? Il est assez difficile de fixer une date : les anciens ouvrages sont muets sur ce

point et un dépouillement méthodique des archives notariales eût imposé de très longues recherches. Toutefois, grâce à une très aimable autorisation, pour laquelle nous sommes heureux de pouvoir exprimer ici toute notre gratitude, nous avons fait quelques sondages dans le minutier d'une étude de notaire d'Orléans. Sans prétendre en tirer des conclusions qu'autoriserait seule une enquête minutieuse, nous croyons devoir apporter, sur ce point de la naissance des clauses nouvelles, une rectification à la doctrine admise jusqu'ici (1). Nous avons pu constater en effet que les modifications apportées par les praticiens à la clause d'imputation de la dot sur la succession du prémourant des donateurs, sont apparues beaucoup plus tôt qu'on ne le dit généralement. Voici, au surplus, quelques-unes des rédactions employées, avec les dates des contrats de mariage qui les renferment, reçus par divers notaires d'Orléans.

Du 19 avril 1795, constitution en dot de : « la somme de 2.000 livres pour remplir ledit futur époux jusqu'à due concurrence de ce qui pourra lui revenir de la succession du premier mourant de ses dits père et mère, et, si plus y a, pour venir en avancement de la succession du survivant ».

Du 9 novembre 1800, après constitution de dots aux

(1) ESMEIN, note au *Sirey*, 1908, II. 1 « On s'en tint là (à la clause d'imputation originaire) après la promulgation du Code civil, environ jusqu'au dernier tiers du XIX^e siècle. Alors une nouvelle clause apparut. »

CHATON, *Des clauses d'imputation subsidiaire*, p. 35 : « On continuera à employer cette stipulation (imputation intégrale) jusqu'à la fin du XIX^e siècle, époque à laquelle elle sera évincée par une clause plus perfectionnée, celle d'imputation subsidiaire, totalement ignorée des auteurs anciens. »

futurs époux par leurs parents respectifs : « les dots ci-dessus stipulées seront respectivement imputées sur la succession du premier mourant de chacun des père et mère des époux, et, en cas d'insuffisance, ce qui s'en manquera sera fourni par le survivant sur sa future succession ».

Du 18 septembre 1813 : « constituent en dot audit sieur X., futur époux, ce acceptant, pour être imputé sur la succession du premier mourant d'eux et, en cas d'insuffisance, sur celle du survivant, la somme de ... ».

Des 25 mars et 6 mai 1813, deux notaires différents : « en avancement de la succession du premier mourant des dotants et subsidiairement de celle du survivant ».

Du 11 décembre 1820 : « une somme de 40.000 francs imputable pour la totalité sur la succession du prémourant d'eux et subsidiairement sur celle du survivant ».

Du 17 mars 1821 : « pour venir en avancement d'abord sur la succession du prémourant d'eux et subsidiairement, en cas d'excédent, sur celle du survivant ».

Du 2 janvier 1826 : « la totalité de la dot constituée à M^{lle} B... par mesdits sieur et dame ses père et mère sera imputable sur la succession du prémourant d'eux, l'excédent, s'il s'en trouve, sur celle du survivant ».

Du 15 janvier 1826 (même notaire) : « le montant de cette constitution dotale viendra en avancement de la succession du prédécédé des dotants et en cas d'excédent sur celle du survivant. »

Du 29 avril 1827 : « Cette dot de 8.000 francs sera imputable pour la totalité sur la succession du premier mourant des dotants et, en cas d'excédent, sur celle du survivant. »

Du 13 juin 1839 : « La dot qui vient d'être constituée audit futur époux sera imputée d'abord pour la totalité s'il y a lieu sur la part à revenir audit futur époux dans la suc-

cession du premier mourant de ses père et mère et subsidiairement, en cas d'insuffisance de ladite succession, sur celle du dernier mourant d'eux. »

Du 9 octobre 1841 : « Cette somme de ... est ainsi donnée en avancement d'hoirie et par imputation pour le tout d'abord sur la succession du premier mourant des dotants et, en cas d'insuffisance de cette succession, sur celle du survivant. »

A côté de ces rédactions très diverses, on trouve toujours la clause primitive d'imputation sur la succession du prémourant et très fréquemment la simplification suivante des formules ci-dessus « par imputation sur la succession du prémourant d'eux et subsidiairement sur celle du survivant. »

La diffusion des formulaires et les décisions de la jurisprudence ont, d'une part, unifié les formules des clauses d'imputation, et, d'autre part, obligé les praticiens à exprimer leurs intentions en termes plus précis ; aussi n'existe-t-il plus, dans les contrats de mariage, la diversité de rédaction que nous avons rencontrée au cours de nos recherches historiques. Nous ferons connaître, en étudiant chacune des clauses d'imputation, quelles sont actuellement les formules généralement employées par les notaires.

CHAPITRE II

Validité. — Interprétation.

Titre premier. — VALIDITÉ

Antérieures au Code civil, les clauses d'imputation n'ont pas reçu de ses rédacteurs une consécration expresse de leur validité sous l'empire du droit nouveau. Quelle que soit la raison de ce silence, disons tout de suite que cette validité, jamais contestée sérieusement en doctrine, a été proclamée par un arrêt de la Cour de cassation du 11 juillet 1814 (1), qui a fixé la jurisprudence. La citation de ses principaux attendus, parfaitement clairs et nets, nous dispensera d'insister :

« Considérant que c'est une maxime du droit coutumier,
« à laquelle il n'a pas été dérogé par le Code civil, sous
« l'empire duquel le contrat de mariage de la dame C... a
« été passé, que les père et mère ne sont pas obligés civile-
« ment à doter leurs enfants ; que la dot par eux constituée
« est une libéralité purement volontaire, une donation dont,
« comme tout donateur, ils sont libres de régler les condi-
« tions ; — qu'ainsi ils peuvent, à leur gré, ou ne pas doter,
« ou doter séparément, ou doter en commun pour des
« sommes égales ou inégales, ou ne doter en commun,
« comme l'ont fait les sieur et dame D..., que sous la condi-
« tion que la somme donnée en dot serait reçue par les

(1) Cass. Civ., 11 juillet 1814. S. 1814, I, 279 ; D. 1814, I, 394 ; Dalloz, J. G., V^o Contrat de mariage, n^o 1222.

« donataires à titre d'avancement d'hoirie de la succession
« du prémourant des donateurs ; — que cette condition
« dont l'effet légal, ainsi que l'enseignent tous les juriscôn-
« sultes, est de faire que le survivant n'a rien donné, est
« d'un usage presque général dans les contrats de mariage
« qui se passent à Paris, et qu'elle est très favorable aux
« enfants, que les père et mère dotent d'autant plus avanta-
« geusement que le survivant n'a pas à craindre de se voir
« ruiner par des constitutions dotales tout à fait dispropor-
« tionnnées à l'état de sa fortune personnelle ; — que cette
« condition, quoi qu'en ait pensé la Cour royale de Gre-
« noble n'a rien d'illégal, rien d'illicite et ne peut, sous
« aucun rapport, être comprise au nombre des conditions
« que l'article 900 du Code civil veut qu'on regarde comme
« non écrites dans les actes de donation ; — qu'elle n'est
« pas non plus, comme l'a supposé la Cour royale de Gre-
« noble, étrangère aux donataires, puisque, étant parties
« dans l'acte, ils n'ont pas su séparer la donation qu'ils ont
« acceptée de la condition sous laquelle elle leur était
« faite. »

Bien que les clauses d'imputation aient supposé à l'origine, ainsi qu'on l'a vu au chapitre précédent, des donateurs mariés en communauté, elles peuvent être stipulées quel que soit le régime matrimonial de ceux-ci.

Est-il possible d'insérer ces clauses dans une constitution de dot par préciput ? Pour nous, qui distinguons avec soin imputation et rapport (1), l'affirmative n'est pas douteuse.

Titre II. — INTERPRÉTATION

Si la validité des clauses d'imputation n'est pas discutée, il n'en est pas de même de leur interprétation, du sens qu'il

(1) Voir page 31 ci-après.

convient de leur donner ni surtout des effets qu'elles doivent produire.

Peu importante en ce qui concerne la clause d'imputation intégrale, la divergence des opinions est profonde quant à la clause d'imputation subsidiaire : pratique et jurisprudence ont tiré d'une même formule des conséquences très différentes.

Il semble, tout d'abord, qu'un tel résultat soit inadmissible : les juges, chargés d'interpréter les termes d'une convention, doivent s'inspirer avant tout de la volonté des parties pour en déterminer le sens exact (1) ; qui donc est mieux placé que les praticiens pour connaître cette volonté, puisque c'est leur mission propre de l'exprimer en langage juridique ?

De plus, comment justifier l'intervention de la Cour de cassation en notre matière ? N'y a-t-il pas là, selon l'expression de M. Capitant, « une pure et simple affaire d'interprétation de la volonté des contractants ? » (2) Et la Cour suprême n'a-t-elle pas elle-même décidé, dans un arrêt solennel du 2 février 1808 que l'interprétation des clauses d'un contrat est une pure question de fait, du ressort des juges du fond ?

Avec MM. Colin et Capitant (3) nous répondrons par les deux remarques suivantes :

Le droit de contrôle de la Cour de cassation peut s'exercer si, une fois les termes de la convention précisés par les parties, les juges ont fait une fausse application de la loi ; par exemple, si, ayant déclaré que la dot a été constituée

(1) PLANIOL, *Traité de Droit civil*, t. II, n^{os} 1181 et suiv. COLIN et CAPITANT, *Traité de Droit civil*, t. II, p. 310.

(2) Note sous Cass., 28 nov. 1910 et 21 mars 1911. D. 1912, I, 5.

(3) COLIN et CAPITANT, *op. cit.*, t. II, p. 311.

par le prémourant seul en avancement d'hoirie, ils ne font rapporter à sa succession par le donataire que la moitié des biens qu'il a reçus.

De plus, pour user de leur pouvoir d'interprétation, il faut que les juges aient quelque chose à interpréter. Dès lors, si les clauses de la convention sont claires, précises, dépourvues d'ambiguïté, les juges doivent les respecter ; et, s'ils en méconnaissent ou en dénaturent les termes, cette méconnaissance ou dénaturation donne ouverture à cassation. Il est vrai que, bien souvent, le fond du litige sera précisément de déterminer si la convention est ou n'est pas ambiguë.

C'est sur ce second principe que s'est appuyée la Cour suprême dans son fameux arrêt d'Arjuzon du 28 novembre 1910 (1), que nous analyserons plus loin : « Attendu que la clause ci-dessus reproduite ne présentait aucune ambiguïté. »

Mais il n'en reste pas moins que cette intervention, pour légale qu'elle puisse être, a eu comme résultat d'établir une jurisprudence qui est en opposition avec la pratique sur les effets de la clause d'imputation subsidiaire. Est-il possible d'expliquer cet antagonisme entre magistrats et praticiens sans se laisser aller, comme on le fait trop souvent, à reprocher à ceux-là d'ignorer les réalités ou à ceux-ci de dédaigner les principes juridiques ? Nous essayerons d'y réussir et nous espérons faire naître cette explication d'une analyse impartiale des décisions jurisprudentielles et des solutions de la pratique, mais pour la faciliter il nous paraît nécessaire de présenter deux observations préliminaires qui

(1) D. 1912, I, 5 ; S. 1913, I, 81.

auront trait : l'une à l'intention des parties et l'autre à la terminologie des clauses d'imputation.

L'INTENTION DES PARTIES

L'intention des parties a joué, dans les controverses que nous avons à étudier, un rôle de premier plan : partisans et adversaires des différents systèmes se déclarent également assurés d'être seuls à la connaître et à l'interpréter fidèlement. Comment expliquer le pouvoir de cette fée qui, d'un coup de sa baguette, redresse et consolide les constructions juridiques les plus diverses ?

Théoriquement la réponse est facile à donner : un contrat ou convention est « un accord de deux ou plusieurs volontés en vue de produire des effets juridiques » (1) et la sanction de cet accord est indiquée dans l'article 1134 du Code civil : « les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. »

Dès lors que leur accord n'est contraire ni aux lois, ni aux bonnes mœurs, ni à l'ordre public, les parties sont liées et elles sont obligées, non seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature (art. 1135 C. C.). Dans ces limites, la commune intention des parties est souveraine.

Pratiquement, en notre matière, le problème est moins simple : ce n'est pas la souveraineté de l'intention des parties qui est en cause, mais son sens même. Lorsque, longtemps parfois après la rédaction du contrat de mariage, les juges devront se demander quelle a été, à cette date loin-

(1) COLIN et CAPITANT, *op. cit.*, t. II, p. 257.

taine, la commune intention des parties sur l'objet de la controverse, pourront-ils la découvrir sans difficulté ? Pas toujours et voici pourquoi.

Les parties ne connaissent pas l'avenir et elles ne sauraient prévoir, à l'époque du mariage, toutes les éventualités qui pourront se produire dans un temps indéterminé ; il est donc certains points sur lesquels elles n'ont pas pu ou même pas songé à prendre conscience de leur intention.

Bien plus, si l'on en croit un partisan convaincu du système des praticiens (1) : « il n'est pas facile de déterminer exactement cette intention. D'une part elle est très difficilement saisissable... D'autre part, en présence de clients, même pourvus d'une certaine culture juridique..., peut-on affirmer qu'ils ont prévu pour la liquidation de leurs successions le rapport intégral ou le rapport proportionnel en accordant tacitement leur préférence à l'un de ces modes ? Certainement non. »

Comment sort-on de l'impasse ? Assez simplement : cette intention qu'on vient de qualifier d'insaisissable « il existe quelqu'un qui est tout désigné pour la recueillir : c'est le notaire » (2). Si donc des juges ont à interpréter une clause d'un contrat de mariage, à rechercher l'intention des parties, ils n'auront qu'à se ranger à l'avis des praticiens, en qui se reflète « tout en se précisant et en adoptant des formes juridiques l'intention des parties (3). »

A ce raisonnement, nous objecterons que les notaires, s'ils ont certes pour mission de montrer aux parties les conséquences diverses de leurs actes ne sauraient, mieux que leurs clients, connaître l'avenir : le plus perspicace d'entre

(1) CHATON, *op. cit.*, p. 180.

(2) CHATON, *op. cit.*, p. 181.

(3) CHATON, *op. cit.*, p. 182.

eux aurait-il pu prédire le bouleversement causé par la guerre dans l'état des fortunes ? Plus simplement est-il possible de prévoir les folles prodigalités ou les spéculations malheureuses qui réduiront à néant un patrimoine des mieux assis ?

Il faut encore aller plus loin et ne pas hésiter à reconnaître que, malgré la conscience professionnelle la plus délicate et la plus scrupuleuse, un notaire a pu ne pas songer à examiner une éventualité qui, après tout, n'était pas impossible à imaginer. C'est un praticien qui écrivait en commentant l'arrêt d'Arjuzon que nous avons déjà cité : « Peut-être serons-nous amené, au cours de notre examen, à constater qu'en réalité, en créant cette clause, la pratique notariale n'en avait pas prévu toutes les conséquences... Il y a donc, dans la clause d'imputation subsidiaire telle que nous la formulons, une lacune sur laquelle nous reviendrons, et qui tient à ce que l'hypothèse d'un conflit avec les créanciers du prédécédé est restée, parce que très rare, ou parce que considérée comme peu probable, ou mieux encore, disons-le, parce qu'on n'y a pas songé, en dehors des considérations à la suite desquelles la rédaction en usage a été adoptée » (1).

Le simple raisonnement nous montre donc combien il serait inexact, en accordant aux notaires une prescience qu'ils ne peuvent avoir, de prétendre que leurs formules traduisent sûrement l'intention des parties pour tous les cas qui pourront se poser. Aussi bien suffit-il de ne pas sortir de la réalité des affaires pour arriver aux mêmes conclusions.

Le notaire doit être avant tout un homme prudent : l'ex-

(1) FRANCK DEYZAC, *J. du Not.*, 1911, p. 89.

périence quotidienne lui enseigne qu'il est fort dangereux de vouloir jouer au novateur à tout prix ; s'il est bon d'être ouvert aux théories et aux initiatives nouvelles, il convient de ne les faire passer dans la pratique qu'après un examen et un filtrage minutieux : trop de fois, en effet, on a pu constater les conséquences et les résultats absolument imprévus de formules ou de combinaisons mal étudiées.

Ce serait donc une erreur de croire que le notaire se plaira volontiers à modifier, pour chacun des cas particuliers qui lui seront soumis, des formules que le temps et l'usage ont consacrées ; les lourdes responsabilités qu'il assume ne le lui permettraient pas. S'agit-il d'une constitution de dot ? Après avoir interrogé les parties et s'être rendu compte de leurs désirs ; connaissant du reste le plus souvent en détail l'état de leurs fortunes, il leur présentera, parmi les clauses habituelles, celle qui paraîtra le mieux traduire leurs intentions, leur en montrera les avantages et les inconvénients, peut-être même la combinera avec une autre, mais toujours avec la plus grande circonspection. Faut-il en conclure que le notariat ne soit qu'une école de « routine » et que le meilleur notaire soit le plus parfait copiste ? Non pas. Outre qu'il faille de l'intelligence et du discernement pour faire l'application aux situations juridiques les plus variées des ressources qu'offrent les formulaires, il va sans dire que la rédaction des actes ne constitue pas toute la tâche du notaire.

Au surplus, les formules ne sont pas immuables. Si, à l'usage, elles se révèlent incomplètes ou néfastes, les praticiens les transformeront mais après mûre réflexion et, bien souvent, en réduisant au minimum les changements opérés. Et là précisément surgit un écueil que nous voulons signaler parce qu'il ne paraît pas avoir été évité en notre

matière. Il arrivera, en effet, que les modifications extérieures apportées aux formules, en étant trop limitées, ne correspondront pas à la conception nouvelle introduite dans l'analyse juridique de celles-ci ; on continuera à employer des termes qui auront perdu leur sens primitif mais sans que rien l'indique très nettement, et la tâche des magistrats s'en trouvera singulièrement compliquée : nous avons montré combien il était difficile, sinon impossible, de traduire l'intention des parties pour toutes les hypothèses, la question d'une terminologie appropriée n'en prend que plus d'importance et constitue un élément essentiel du problème : « Quel est au juste, écrit M. Planiol (1), le rôle du juge quand il interprète un contrat ? Le plus souvent il recherche ce qu'il croit avoir été la commune intention des parties ; mais souvent aussi, cette commune intention n'a pas existé sur le point litigieux qui n'a pas été discuté par les parties et sur lequel elles auraient peut-être eu des opinions divergentes. Le juge part donc du consentement émis sur les points essentiels pour en tirer des conséquences que les contractants n'ont ni aperçues ni voulues. Viole-t-il le contrat ? Non pas. Les idées s'enchaînent et, admettre un principe, c'est en admettre les conséquences. » Ces remarques nous montrent combien, dans notre matière, il est nécessaire de préciser le sens des termes essentiels des clauses d'imputation puisque, à défaut d'expression de l'intention des parties, les magistrats seront amenés à déduire les conséquences des principes énoncés.

TERMINOLOGIE

Nous avons montré dans notre introduction qu'une constitution de dot intéressait tout spécialement trois catégories

(1) PLANIOL, *Traité de Droit civil*, tome II, n° 1182, note.

de personnes : les père et mère donateurs, l'enfant doté et les cohéritiers de l'enfant doté ; les donateurs en raison de la charge qui en résulte pour leurs fortunes, l'enfant doté à cause de l'avantage immédiat qu'il en retire mais aussi du risque qu'il court d'en perdre un jour le bénéfice par le rapport ou la réduction, les cohéritiers de l'enfant doté par l'inégalité dont ils peuvent être les victimes.

Naturellement, les parties doivent chercher, en établissant les termes du contrat de mariage, à indiquer aussi clairement que possible dans quel sens et dans quelle mesure elles entendent satisfaire ces divers intérêts.

La question de la contribution à la charge de la dot par les donateurs a été résolue, dès l'origine, ainsi que nous l'avons exposé, par l'adoption de la clause d'imputation intégrale sur la succession du prémourant. Le Code civil n'a pas apporté d'entrave sur ce point puisqu'il s'est borné à établir une présomption (art. 1438 et 1544) pour suppléer au silence des parties.

Dès l'origine, en stipulant que la dot serait imputable sur la succession du prémourant, les parties entendaient que la dot tout entière fut mise à la charge de cette succession. L'imputation avait pour cause l'intérêt de l'époux survivant, pour but d'éviter son appauvrissement et pour effet de le faire considérer comme n'ayant jamais été donateur (1).

La situation de l'enfant doté vis-à-vis de ses cohéritiers est réglée d'abord par les termes de la donation et ensuite par le Code lui-même. Les parents ont à se prononcer sur le caractère même de leur libéralité ; est-elle faite en avancement d'hoirie ou par préciput ? Ce caractère une fois pré-

(1) DALMBERT, Note sous Rouen, 2 mars 1910. S. 1912, II, 81.

cisé, le Code lui-même décidera si l'enfant doté sera tenu au rapport ou subira la réduction.

Le plus souvent la dot sera constituée en avancement d'hoirie, le donataire acceptera la succession et il aura des cohéritiers : il sera alors tenu au rapport. La cause de ce rapport sera la donation faite par le défunt, son but l'intérêt des autres enfants du *de cujus* et son effet de maintenir l'égalité entre le gratifié et ses cohéritiers.

On voit immédiatement que l'imputation et le rapport diffèrent par leur cause, leur but et leur effet. Est-ce à dire qu'il n'y ait aucune relation entre eux ? Le contraire est évident car l'imputation et le rapport, quoique fonctionnant *sur des plans différents*, se rattachent tous deux à la participation du prémourant dans la dot.

Il faut aller plus loin et reconnaître qu'historiquement il existe une dépendance entre l'imputation et le rapport, le second étant fonction de la première. Lorsque les parties ont introduit dans les contrats de mariage la clause d'imputation, elles ont entendu régler la contribution à la dot : cette stipulation a été faite principalement dans l'intérêt de l'époux survivant. Par le fait même, s'est trouvée déterminée la quotité du rapport à faire par le donataire à la succession du prémourant : pourquoi devra-t-il rapporter sa dot à cette succession ? Parce qu'il est réputé, par l'effet de la clause, tenir toute sa dot du *de cujus*.

Cette distinction de l'imputation et du rapport a été admirablement mise en lumière par M. Nast dans une note parue au Dalloz (1) :

« L'imputation en effet, dit-il, ne se confond pas avec le « rapport. En réalité, dans les constitutions de dots faites

(1) Note sous Cass. Req., 10 juin 1912. D. 1913, I, 169.

« par avancement d'hoirie et par imputation sur la succes-
« sion du prémourant », il y a deux choses à distinguer
« nettement : d'une part, un don fait en avancement d'hoi-
« rie, c'est-à-dire un don rapportable à la succession, dans
« le cas où il y aurait, au décès du prémourant, plusieurs
« héritiers en concours avec le donataire ; d'autre part, une
« libéralité qui, rapportable ou non, doit être prise en
« totalité ou partiellement sur la succession du prémourant.

« Le rapport réglera la situation de l'enfant doté à l'égard
« de ses cohéritiers ; l'imputation fixera les relations entre
« la succession du prémourant et le survivant.

« Le rapport a pour but d'assurer l'égalité entre les
« enfants du prémourant ; l'imputation a pour objet de
« décharger le survivant de sa contribution au paiement de
« la dot.

« Le rapport repose sur l'idée d'un avancement d'hoirie,
« d'une avance de sa part héréditaire faite à l'enfant doté ;
« l'imputation sur l'idée d'un prêt fait par le survivant au
« prémourant.

« Ce n'est pas l'imputation qui dépend du rapport mais
« bien le rapport qui dépend de l'imputation.

« Si l'enfant doté rapporte, en cas de pluralité de cohéri-
« tiers, sa dot à la succession du prémourant, c'est que la
« dot est imputable précisément sur cette succession. »

Si cette terminologie qui a pour elle, il paraît difficile de
le contester, l'historique même de la clause d'imputation
originale était toujours restée aussi nette et aussi précise,
l'interprétation des clauses actuellement en usage n'eût pré-
senté aucune difficulté. Malheureusement, ainsi qu'on le
verra par la suite, la notion d'imputation s'est profondé-
ment modifiée, parfois à un point tel qu'on en est arrivé à
soutenir que ce n'était plus le rapport qui était fonction de

l'imputation, mais bien que celle-ci dépendait de celui-là.

Deux auteurs appartenant au monde notarial, MM. Berthaut (1) et Defrénois (2), tirant les conséquences extrêmes du système, ont soutenu que l'imputation ne peut avoir lieu que si l'enfant rapporte sa dot à la succession du prémourant, car l'imputation dépend du rapport. La Cour de cassation s'est prononcée sur cette question le 10 juin 1912 (3), en rejetant un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Rouen du 2 mars 1910 (3), qui condamnait cette théorie.

Avant de passer à l'étude détaillée des clauses d'imputation pour laquelle les remarques qui précèdent nous serviront de fil conducteur, nous tenons à signaler, pour éviter toute confusion, que l'imputation dont il est question ici ne doit pas être confondue avec l'imputation ordinaire, que nous trouvons dans l'application des règles légales sur la réserve et la quotité disponible après les évaluations et les calculs prescrits par l'article 922 du Code civil, quand on veut savoir si, dans une succession, la quotité disponible est ou non dépassée.

(1) BERTHAUT, *J. du Not.*, 1896, p. 481, et 1897, p. 101.

(2) *Rép. Defrénois*, 1887, n° 4401, et 1889, n° 4844. *Traité des Liq. et Part.*, t. II, note 5, 164.

(3) Rouen, 2 mars 1910. S. 1912, II, 81, note de M. DALMBERT. Cass. Req. : 10 juin 1912, D. 1913, I, 169, note de M. NAST et S. 1914, I, 457, note de M. LE COURTOIS.

DEUXIÈME PARTIE

LA CLAUSE D'IMPUTATION INTÉGRALE

Bien qu'elle soit aujourd'hui rarement employée, la clause dite clause d'imputation intégrale doit être étudiée en détail si l'on veut comprendre et juger celle qui l'a remplacée. Elle peut être rédigée de plusieurs manières ; le plus souvent le contrat porte que la dot est constituée « en avancement d'hoirie et par imputation sur la succession du prémourant des donateurs » ou que la dot sera « imputable sur la succession du prémourant des donateurs ».

Après avoir donné une analyse juridique de la clause d'imputation intégrale, nous en étudierons les effets, puis nous en ferons voir les avantages et les inconvénients.

CHAPITRE PREMIER

Analyse juridique de la clause d'imputation intégrale.

Nous avons montré, dans un chapitre précédent, comment est née la clause d'imputation intégrale employée par les praticiens pour libérer le survivant des donateurs de toute participation à la charge de la dot. « Lorsqu'il est porté par la donation, écrit Pothier (1), que la dot s'imputera en entier sur la succession du prédécédé, le prédécédé est censé avoir donné seul le total et le rapport ne s'en fera qu'à sa succession. »

Cette doctrine est restée celle de la majorité des auteurs et la jurisprudence l'a consacrée.

Cette clause, disent MM. Aubry et Rau (2), « a pour effet de faire considérer le survivant des père et mère comme étant resté étranger à la constitution dotale et de résoudre tout engagement de sa part. »

« Attendu, déclare la Cour de cassation dans son arrêt du 11 juillet 1814 déjà cité (3), que cette condition, dont l'effet légal, ainsi que l'enseignent tous les jurisconsultes, est de faire que le survivant n'a rien donné. »

Ajoutons enfin que la pratique, appliquant ces principes, considère que l'obligation du survivant se trouve anéantie rétroactivement (4).

(1) Introduction au titre 17 de la *Coutume d'Orléans*, n° 86.

(2) *Cours de droit Civil français*, 5^e édition, t. VII, § 500, 2^e d.

(3) Ci-dessus, page 22.

(4) AMIAUD, DEFRENOIS, *Traité-Formulaires du Notariat*.

On admet généralement que le décès du prémourant, événement futur et incertain, joue ici le rôle d'une condition dont la réalisation fixe définitivement la qualité de seul constituant de la dot sur la tête du prédécédé.

On s'est demandé quelle était la nature de cette condition.

D'aucuns ont voulu voir dans notre clause une condition suspensive qui affectait la constitution dotale tout entière. Mais cette opinion ne résiste pas à l'examen : on arriverait ainsi à priver l'enfant doté de toute action en paiement ou de tout recours en garantie pendant la vie des deux donateurs (1).

D'autres ont voulu distinguer : condition résolutoire dans les rapports des donateurs et du donataire, et condition suspensive dans les rapports des donateurs entre eux. Nous retrouverons plus loin cette opinion qui a été rejetée par la Cour de cassation (2).

L'analyse exacte paraît être la suivante : avant le décès du prémourant, chacun des père et mère est donateur d'une partie de la dot sous la condition résolutoire de sa survie et du surplus sous la condition suspensive de son prédécès.

Si la constitution a été solidaire, on peut même dire que, dans ses rapports avec le donataire, chacun des donateurs est tenu de toute la dot sous la condition résolutoire de sa survie.

L'effet rétroactif attaché à la réalisation des conditions produira le résultat cherché : la libération du survivant.

(1) LABBÉ, note sous Cass. civ., 13 nov. 1882. S. 1883, I, 289.

(2) Voir page 43 ci-après.

CHAPITRE II

Effet de la clause d'imputation intégrale.

Pour étudier les effets de la clause d'imputation intégrale, il est nécessaire, étant donnée la condition contenue dans la clause, de distinguer deux périodes : l'une antérieure à la réalisation de la condition, c'est-à-dire au décès du prémourant des donateurs ; l'autre postérieure à cet événement.

Titre premier. — DU VIVANT DES DONATEURS

L'idée maîtresse qui doit nous servir de guide pour cette première période est que « les obligations résolubles sous condition sont traitées en attendant l'arrivée de la condition, comme pures et simples ; elles doivent s'exécuter présentement, elles ont, dit la loi, leur effet du jour où elles ont été contractées (C. c., art. 1183) » (1). Ce sont donc les effets habituels d'une constitution de dot pure et simple qu'il y aura lieu de tirer « pendente conditione ».

Il ne faudrait pas, cependant, aller jusqu'à dire que, provisoirement tout au moins, il est inutile de tenir compte de la condition et de ses conséquences futures : la certitude que le donateur survivant deviendra étranger à la charge de la dot a notamment conduit la jurisprudence, dans certaines hypothèses, à autoriser la femme à prendre des précautions pour se prémunir contre l'insolvabilité de son mari.

(1) LABBÉ, note sous Cass. civ., 13 nov. 1882. S. 1883, I, 289.

La constitution de dot soulevant une double question d'obligation à la dette dans les rapports des donateurs avec le donataire et de contribution à la dette dans les rapports des donateurs entre eux, c'est sous ces deux aspects que nous examinerons, brièvement, les effets de la clause d'imputation intégrale du vivant des donateurs.

§ 1^{er}. — RAPPORTS DES DONATEURS AVEC LE DONATAIRE

I. — *Constitution de dot simplement conjointe ou par parts inégales. — Constitution de dot solidaire.*

Les père et mère ne sont pas obligés civilement à doter leurs enfants ; toutefois, il y a là pour eux une obligation naturelle. Et donc, lorsqu'ils constituent une dot à leur enfant commun, chacun d'eux, sauf stipulation contraire, s'oblige en son nom personnel. Ainsi s'explique la présomption établie par les articles 1438 et 1544 du Code civil : si les parents ont doté conjointement leur enfant commun sans exprimer la portion pour laquelle ils entendaient y contribuer, ils sont censés avoir doté chacun pour moitié, quelle que soit l'origine des biens donnés.

Dans l'hypothèse d'une dot ainsi constituée conjointement et sans expression de parts, chacun des donateurs pourra être poursuivi immédiatement par le donataire en paiement d'une moitié de la dot, celle dont il est débiteur sous condition résolutoire, à moins, bien entendu, que le contrat ne prévoie termes, délais ou autres modalités ; la condition suspensive qui affecte son obligation de payer l'autre moitié le met à l'abri de toute action immédiate.

Ainsi que l'écrivent MM. Aubry et Rau (1) : « la clause dont il s'agit n'empêche pas que le père et la mère ne soient tenus actuellement, quoique sous éventualité de résolution, et chacun pour sa part, au paiement de la dot. L'enfant est donc en droit, tant qu'ils vivent tous les deux, d'exiger de l'un et de l'autre le paiement de la moitié de la dot ». Cette doctrine est confirmée, non seulement par tous les auteurs, mais par de nombreux jugements et arrêts.

Il est aussi loisible aux parents, on l'a vu plus haut, de doter par parts inégales. Dans ce cas, le donataire poursuivra chacun des donateurs dans la mesure de son obligation. Cette constitution de dot par parts inégales ne sera guère choisie que par des donateurs mariés sous le régime dotal, ou celui de la séparation de biens ; quoique, par le jeu de la clause d'imputation intégrale, un seul des époux doive rester donateur, il peut être intéressant pour le moins fortuné de réduire sa part contributive à la charge de la dot afin de se mettre autant que possible à l'abri de l'insolvabilité de son conjoint.

Ajoutons que, si la dot consistait en corps certains, le donataire n'aurait pas à diviser sa poursuite, que la constitution de dot ait été simplement conjointe ou par parts inégales.

Il en serait de même si les donateurs étaient mariés sous le régime de la communauté : la dot entière pourrait être réclamée au mari par application de l'article 1419.

Mais l'hypothèse de beaucoup la plus fréquente est celle d'une constitution de dot solidaire ; il ne serait même pas téméraire d'avancer que l'adjonction de la solidarité est aujourd'hui de style dans la pratique notariale. Le dona-

(1) AUBRY et RAU, *op. cit.*, t. VII, p. 442.

taire peut alors réclamer à l'un ou à l'autre des donateurs, à son choix, la totalité de la dot.

Est-ce à dire que la nature de l'obligation de chacun des donateurs en soit modifiée, ainsi que le jeu des conditions qui l'affectent ? Nous ne le pensons pas ; l'analyse en est toujours la même ; il convient seulement d'ajouter à la charge de chacun des constituants un cautionnement solidaire (1) de son conjoint pour la portion de dot dont ce dernier est donateur sous condition résolutoire.

Les déductions qui précèdent sont condensées dans les deux attendus suivants d'un arrêt de la Cour de cassation du 13 novembre 1882 (2) : « Attendu que de ces stipulations il résulte que les enfants Pasquin avaient pour le paiement de leurs dots une créance née et actuelle contre chacun des constituants personnellement ; — attendu que l'imputation conditionnelle de la totalité de ces dots sur la succession du premier mourant n'a point fait disparaître l'obligation prise par chacun des époux d'en payer de son vivant, soit le tout quand l'engagement a été solidaire, soit la moitié quand il a été pris conjointement. »

II. — *Eviction. — Garantie.*

Les articles 1440 et 1547 du Code civil posent en principe que « la garantie de la dot est due par toute personne qui l'a constituée. »

Si la constitution a été conjointe, le donataire, qui a subi une éviction, sera tenu de diviser son recours, l'action en garantie étant une action personnelle ; si, au contraire,

(1) Donc exclusif du bénéfice de discussion. C. C., art. 2021.

(2) Cass. civ., 13 nov. 1882. D. 1883, I, 238, et S. 1883, I, 289.

la constitution a été solidaire, il pourra se retourner contre celui des donateurs qu'il lui plaira choisir.

III. — *Faillite ou déconfiture de l'un des donateurs.*

Si l'un des constituants vient à être déclaré en faillite, il est déchu du bénéfice du terme qui avait pu lui être accordé dans le contrat (C. C., art. 1188) et la portion de dot à sa charge devient immédiatement exigible. A moins d'avoir obtenu quelque hypothèque, l'enfant sera colloqué au marc le franc (1). La cour d'Orléans, dans son arrêt cité en note, a rejeté la thèse d'un syndic soutenant que l'enfant à qui avait été promise une dote de 60.000 francs ne pouvait être admis à la faillite pour le montant de sa dot, la créance alléguée n'étant qu'éventuelle, dépendante du prédécès.

La solution serait la même en cas de déconfiture (2).

§ II. — RAPPORTS DES DONATEURS ENTRE EUX ET AVEC LA COMMUNAUTÉ

Que la constitution ait été conjointe ou solidaire, chacun des donateurs, avant le décès du prémourant, ne peut être tenu de contribuer à la charge de la dot que pour moitié, sauf stipulations contraires ; mais il y est tenu personnellement, car, nous l'avons dit plus haut, il y a là pour lui l'exécution d'une obligation naturelle ; si donc la dot n'a pas été fournie dans cette proportion en biens propres à

(1) Orléans, 24 mai 1848. P. 1848, II, 185 ; S. 1850, II, 145.

(2) Paris, 6 nov. 1854. S. 1855, II, 607 ; P. 1855, I, 498. Cass., 30 mars 1892. D. 1892, I, 281.

chacun des constituants, les avances à lui faites donneront lieu soit à récompenses, soit à indemnités, selon les cas et les régimes, par application des articles 1438 et 1544 du Code civil, des règles de la gestion d'affaires ou de celles de la subrogation légale. Cette contribution ne sera du reste que provisoire, le prémourant devant rester chargé, par le seul fait de son décès, de supporter toute la dot.

Ces principes sortiront-ils du domaine de la théorie ? Un règlement sur ces bases est-il possible *pendente conditione* ?

Ecartons tout d'abord une objection préjudicielle : un règlement est impossible, ont dit certains, parce que la clause d'imputation affecte la constitution de dot d'une condition suspensive. Nous avons déjà répondu (1) qu'ainsi formulée, cette objection était à rejeter purement et simplement en raison des conséquences absurdes que produirait ce système.

D'autres, plus subtils, ont soutenu que si, dans les rapports du donataire avec les donateurs, la condition contenue dans la clause d'imputation était résolutoire, elle était suspensive dans les rapports des donateurs entre eux. M. Labbé, qui a développé cette thèse dans une note au Sirey (2), déclare qu'il est contraire à l'intention des parties de substituer une nouvelle situation provisoire à la situation provisoire antérieure : « Aux termes de la clause d'imputation, le prédécès d'un époux démontrera sur la fortune de qui la dot doit se prendre. N'est-il pas naturel de penser que les époux ont voulu ajourner jusqu'à cette époque le règlement de leurs intérêts respectifs ? »

(1) Ci-dessus, page 37.

(2) LABBÉ, note sous Cass., 13 nov. 1882. S. 1883, I, 289.

La jurisprudence a toujours repoussé ce système (1) : on peut avancer sans crainte que les parties n'ont pas voulu envisager explicitement l'hypothèse d'une séparation ou d'un divorce et que, l'eussent-elles fait, elles auraient, avec le législateur, entendu donner pour conséquence à la séparation ou au divorce un règlement aussi complet que possible des intérêts respectifs des époux, suivant en cela les prescriptions légales.

Cette objection écartée, il y a lieu pour répondre à la question posée de faire une distinction :

Ou bien les donateurs sont mariés sous un régime de communauté ou comportant une société d'acquêts ; un règlement ne saurait intervenir que lors du partage de la communauté ou de la société d'acquêts (C. C., art. 1470 et 1478).

Ou bien, ils sont mariés sous un régime exclusif de communauté et de société d'acquêts ; rien ne paraît s'opposer à un règlement immédiat.

On voit tout de suite que, dans la première hypothèse, un règlement provisoire sera assez rare : la communauté et la société d'acquêts sont ordinairement dissoutes par la mort de l'un des époux ; la condition résolutoire de l'obligation du survivant a produit alors son effet et il sera procédé au règlement définitif dont nous parlerons sous le paragraphe suivant.

Toutefois, certains faits juridiques emportent cette dissolution du vivant même des époux ; ce sont ces cas qu'il nous faut examiner.

(1) Références dans la note 2, page 43 ci-dessus.

I. — *Séparation de corps et divorce*

La séparation de corps et le divorce entraînent la dissolution de la communauté ou de la société d'acquêts ; alors deviennent possibles les recours et actions en indemnités ou en récompenses.

En ce qui concerne les dots aux enfants, constituées avec clause d'imputation, le règlement sera établi sur la base de la contribution par moitié (sauf stipulations contraires), car « durant l'existence des époux constituant l'imputation de la dot sur les biens du prémourant n'existe pas ; provisoirement elle est due par moitié par les père et mère » (1).

Dans la liquidation, sera portée pour mémoire l'indemnité que devra, lors de son décès, l'époux qui mourra le premier pour la moitié de la dot supportée actuellement par son conjoint.

II. — *Séparation de biens principale*

La solution est plus délicate dans le cas d'une séparation de biens principale : si la femme l'obtient, c'est que les affaires du mari sont peu brillantes, aussi constaterons-nous dans la jurisprudence une tendance à sauvegarder spécialement les intérêts de la femme pour l'avenir.

Dans une espèce où la femme avait obtenu la séparation de biens après la faillite de son mari, la Cour de cassation, cassant un arrêt de la cour de Dijon (2), refusa d'admettre la prétention des syndics tendant à ce que la femme rappor-

(1) Rennes, 24 juillet 1877. S. 1880, I, 321.

(2) Dijon, 11 juin 1889, et Cass. civ., 3 mars 1891. D. 91, I, 249 ; S. 92, I, 190.

tât totalement ce dont elle était débitrice à titre de récompense et ne fût payée de ses reprises qu'au marc le franc, « attendu que les reprises et récompenses de la femme ne sauraient être considérées comme des dettes distinctes, indépendantes les unes des autres, qu'elles constituent les éléments d'un compte unique et indivisible dont le reliquat final est seul à considérer, lorsqu'il s'agit de régler la situation réciproque des parties. »

Une autre question est celle de la garantie qui peut être accordée au survivant éventuel des époux pour le remboursement de la portion de dot qui est mise provisoirement à sa charge.

La jurisprudence s'est montrée sur ce point favorable à la femme puisque, dans le cas de faillite du mari, elle a ordonné la consignation par la masse des créanciers du dividende revenant à la femme, à raison de sa créance éventuelle (1). Certains tribunaux ou cours sont même allés plus loin, ordonnant la consignation intégrale de la somme que la femme versait à titre de récompense ou qu'elle prenait en moins sur ses reprises (2).

Faut-il garantir de même la créance éventuelle du mari ? La cour de Dijon l'avait pensé et avait obligé la femme à consigner une somme égale à la part contributive de son mari dans la dot (3), mais la Cour suprême (4) cassa l'arrêt de Dijon par ces motifs « que si le créancier conditionnel peut procéder à des actes conservatoires, ces actes ne sauraient avoir pour effet de changer, au regard du débiteur

(1) Besançon, 22 juillet 1891. D. 92, II, 413 ; S. 94, II, 114.

(2) Bourges, 29 juillet 1851. D. 52, II, 11 ; S. 53, II, 345. Cass. civ., 13 nov. 1882, précité.

(3) Dijon, 11 juin 1889, précité.

(4) Cass. civ., 3 mars 1891, précité.

éventuel, les conditions de son contrat et de lui imposer des garanties qui, sous prétexte de conservation de la créance, seraient en réalité des actes d'exécution, enlevant au débiteur la disposition de valeurs qui doit demeurer libre tant que la condition ne s'est pas réalisée. »

La cour de renvoi (1) dispensa de même la femme de toute consignation.

Il est à peine besoin de signaler que la pure logique ne se trouve guère satisfaite par les deux traitements opposés que la jurisprudence applique dans l'hypothèse envisagée, selon qu'il s'agit du mari ou de la femme. Reconnaissons toutefois qu'en fait l'état des affaires de celui-là excuse les faveurs accordées à celle-ci.

§ III. — CADUCITÉ DES CLAUSES D'IMPUTATION

Les clauses d'imputation, stipulations accessoires des constitutions de dots, deviendront caduques lorsque ces dernières disparaîtront ; il en sera ainsi notamment dans les cas suivants :

I. — *Inexécution des charges*

Si le donataire n'exécute pas les charges qui lui ont été imposées par les donateurs, ceux-ci pourront poursuivre en justice la révocation de leur libéralité. Si cette éventualité se produit, la clause d'imputation deviendra sans objet.

On sait que, s'il s'agit d'une constitution de dot, l'inexécution des charges est la seule cause de révocation possible.

(1) Besançon, 22 juillet 1891, précité.

II. — *Retour légal*

Lorsque l'enfant donataire décède sans laisser de descendants, l'article 747 du Code civil accorde aux ascendants donateurs un droit de retour légal sur les biens donnés qui se retrouvent dans sa succession. Si les donateurs rentrent ainsi en possession de tous les biens donnés, la clause d'imputation devient caduque, pour le tout ; dans le cas contraire, elle subsiste pour la partie de ces biens qu'ils ne peuvent récupérer.

III. — *Retour conventionnel*

Alors que le retour légal, véritable droit successoral, ne produit ses effets que pour l'avenir, le droit de retour conventionnel anéantit la donation même dans le passé. Dans ce cas, la clause d'imputation suit le sort de la libéralité.

Toutefois, il est d'usage d'accorder au donataire la faculté de disposer, au profit de son conjoint, de l'usufruit des biens donnés. La clause d'imputation, caduque en ce qui concerne la nue propriété de ces biens, produira ses effets quant à l'usufruit.

Titre II. — AU DÉCÈS DU PRÉMOURANT DES DONATEURS

Nous avons analysé la clause d'imputation intégrale en une double condition affectant l'obligation prise par chacun des père et mère constituants : donateur d'une partie de la dot sous la condition résolutoire de sa survie, chacun d'eux est donateur du surplus sous la condition suspensive de son prédécès. Le décès du prémourant constitue la réali-

sation ou la défaillance de cette double condition et le résultat cherché par les parties est atteint : l'époux survivant est entièrement libéré ; seule la succession du prémourant supporte la charge de la dot. Quant à l'enfant doté, s'il perd pour une raison quelconque une partie de sa dot, il ne saurait, en aucun cas, avoir un recours contre le survivant de ses père et mère.

Tels sont, du moins, les effets que tire de la clause le système, admis par la majorité des auteurs et des praticiens, approuvé par la jurisprudence, et que, pour ces motifs, nous qualifierons de traditionnel. Nous exposerons le fonctionnement de ce système dans une première division, puis nous étudierons ensuite les objections qu'il a soulevées et les systèmes divers qui lui ont été opposés.

§ 1^{er}. — LE SYSTÈME TRADITIONNEL

La clause d'imputation intégrale a pour premier objet de régler la contribution à la dot des père et mère constituants, en faisant reposer la qualité de donateur sur la tête du prémourant seul ; mais, par là même, elle a des conséquences très importantes pour le donataire. Nous étudierons successivement ces deux aspects des effets de la clause.

I. — *Effets de la clause d'imputation intégrale à l'égard des donateurs*

Le prémourant, étant censé avoir seul doté, doit supporter seul le fardeau de la dot : c'est en vertu de ce principe que sa succession pourra se trouver débitrice, soit envers la communauté, soit envers le conjoint survivant.

A) Dot payée en biens propres au prémourant.

Si la dot a été payée en biens propres au prémourant, ce dernier n'a fait que payer sa dette : sa succession n'a rien à réclamer et il ne peut lui être rien réclamé.

B) Dot payée en biens propres au survivant.

Le survivant ne devant participer en rien à la charge de la dot doit être indemnisé de l'avance qu'il a faite pour le compte de son conjoint. A cet effet, il exercera contre la succession de celui-ci une action en remboursement qui puisera sa source dans l'idée de gestion d'affaires ou, s'il y a lieu, de subrogation légale (C. C., art. 1251, § 3).

On appliquera à ce recours d'époux à époux les principes généraux qui sont de règle en la matière : qu'il soit simple créancier chirographaire (ce qui sera le cas le plus fréquent) ou qu'il puisse se prévaloir d'une hypothèque (hypothèque légale de la femme mariée), le survivant ne saurait exercer un prélèvement sur les biens communs, le règlement qu'il poursuit n'étant pas une opération du partage (C. C., art. 1478). Hâtons-nous d'ajouter qu'en pratique, l'indemnité d'époux à époux sera comprise le plus souvent dans la liquidation : elle sera portée au passif de la succession et ajoutée aux droits du survivant.

Quel sera le montant de l'indemnité ? Si la dot a été promise en argent, l'indemnité sera égale à la somme ainsi fixée, quelle que soit la valeur des biens donnés en paiement. Si la dot n'a pas été promise en argent, l'indemnité sera égale à la valeur des biens propres au survivant compris dans la constitution de dot, valeur calculée au jour de cette constitution.

C) Dot payée en biens communs.

Si la dot a été payée en biens communs, la succession du prémourant devra, en conformité de l'article 1469 du Code civil, rapporter à la communauté les sommes qui en ont été tirées ou la valeur des biens que l'époux y a pris pour doter l'enfant commun.

D) Règlement provisoire antérieur.

Nous avons vu au titre précédent (1) que les époux procèdent parfois, de leur vivant, au règlement de leurs intérêts respectifs et que, s'ils ont doté un ou plusieurs de leurs enfants en insérant la clause d'imputation, ils ne peuvent établir qu'un règlement provisoire, le sort du prédécès devant désigner celui qui sera chargé de supporter définitivement la dot.

Mais, lorsque cet événement se produit, les comptes peuvent être définitivement apurés.

La Cour de Cassation a été appelée à se prononcer sur une espèce qui montre bien les conséquences des principes posés : Des père et mère, mariés sous le régime dotal avec société d'acquêts, avaient constitué solidairement à chacun de leurs trois enfants une dot de 100.000 francs, stipulée imputable sur la succession du prémourant. La séparation de biens est prononcée et la femme renonce à la communauté. Le notaire commis liquide les reprises de la femme à 91.200 fr. 52 et ne fait figurer que pour mémoire les indemnités pour les dots, sur lesquelles avait été payée, par la communauté, une somme de 110.000 francs.

Des créanciers du mari critiquèrent le travail du notaire et prétendirent faire supporter dès maintenant à la femme la moitié des dots. Leur prétention fut repoussée par le tri-

(1) Page 42.

bunal, la femme ayant apporté la preuve qu'elle avait alors parfait le montant des dots, soit 190.000 francs, et payé ainsi plus que sa part.

Cependant la femme ne cessa de poursuivre le paiement de ses reprises : elle produisit à divers ordres et contributions et toucha tant en capital qu'en intérêts plus de 88.000 francs. Puis elle mourut. Elle devenait seule donatrice et les créanciers du mari prétendirent que, par l'effet rétroactif de la condition, elle était déjà débitrice au jour de la séparation de biens de 110.000 francs payés sur les dots par le mari ; le montant de ses reprises étant inférieur à ce chiffre, elle avait été indûment colloquée aux ordres et contributions ouverts et sa succession devait restituer tout ce qu'elle avait touché en capital et intérêts.

Les héritiers répondirent que sa dette éventuelle non liquide ni exigible lors de la liquidation ne pouvait se compenser rétroactivement avec les créances de reprises alors liquides.

La cour de Rouen, dans un arrêt du 10 janvier 1903 (1), admit la prétention des créanciers : « Attendu qu'il ne saurait être fait application des règles ordinaires de la compensation pour l'établissement, après la dissolution de la communauté, du compte des reprises et récompenses ; que ces reprises et récompenses ne sont pas, en effet, des dettes distinctes et indépendantes ; qu'elles constituent les éléments d'un compte unique et indivisible, dont la balance, qui détermine seule si la femme est créancière ou débitrice et dans quelle mesure, ne pourra être définitivement établie que lorsqu'on aura pu y faire figurer tous les éléments pouvant concourir à la fixation des droits respectifs des époux ;

(1) S. 1905, I, 81.

que, par le seul fait du prédécès de M^{me} Richebraque, celle-ci doit être considérée comme ayant seule constitué les dots à ses enfants et, par l'effet rétroactif de la condition réalisée, avoir toujours été seule et unique débitrice du montant de ces dots ; qu'il suit de là que, provisoirement reconnue créancière de son mari par la balance du compte de liquidation de ses reprises sous réserve des conséquences de la clause d'imputation des dots, elle s'est, par le fait de son décès, rétroactivement trouvée constituée sa débitrice à la date de la dissolution de la communauté et doit dès lors faire état, en capital et intérêts, des sommes par elle encaissées en conséquence de la créance apparente que lui attribuait l'état liquidatif de 1890, mais seulement sous réserve des effets de la clause d'imputation des dots ; qu'il n'y a pas à distinguer entre les intérêts par elle touchés en même temps que ce capital et ceux produits depuis par le capital de sa créance apparente ainsi encaissée par elle, et qu'elle n'a reçue qu'en connaissance de cause, sachant qu'elle ne lui était remise que sous réserve qu'elle survivrait à son mari, faute de quoi elle en devrait récompense pleine et entière. »

La Chambre des requêtes, dans un arrêt du 27 avril 1904 (1), rejeta le pourvoi formé par les héritiers de la femme : « Attendu qu'en statuant ainsi, l'arrêt attaqué n'a fait que déduire les conséquences légales de l'effet rétroactif attaché par l'art. 1179 C. C. à l'accomplissement de la condition suspensive du prédécès, à laquelle, par suite de l'événement, l'obligation de la femme doit être réputée n'avoir jamais été subordonnée. »

(1) S. 1905, I, 81, note de M. ESMEIN.

II. — *Effets de la clause d'imputation intégrale à l'égard du donataire*

Pour étudier les effets de la clause à l'égard du donataire, une première distinction s'impose : ils varieront selon que la dot aura été payée du vivant des donateurs ou restera encore due lors du décès du prémourant. De plus, dans chacune de ces hypothèses, il faudra envisager successivement les divers partis que peut prendre l'enfant doté vis-à-vis de la succession.

A) Dot payée.

Si la dot a été payée à l'enfant du vivant de ses père et mère, la seule question qui se posera sera de savoir s'il pourra conserver cette dot entièrement. Sera-t-il obligé au rapport ? Exercera-t-on contre lui l'action en réduction ? Tout dépendra du parti qu'il prendra : acceptation de la succession ou renonciation, mais aussi et surtout de l'importance de cette succession.

1° L'enfant doté accepte purement et simplement la succession.

S'il vient seul à la succession du prémourant, il conserve la totalité de la dot qu'il a reçue, sauf à supporter, en sa qualité d'héritier pur et simple, même *ultra vires hereditatis*, le passif qui peut grever la succession et notamment à indemniser le survivant des avances qu'il a faites pour le paiement de la dot.

S'il a des cohéritiers, il doit à ceux-ci, en vertu de l'article 843 du Code civil, le rapport de « tout ce qu'il a reçu du défunt, par donations entre vifs, directement ou indirectement », et donc de l'intégralité de la dot puisque le prémourant est réputé seul constituant.

Ce rapport se fera en nature ou en moins prenant, conformément aux règles édictées par les art. 858 et suiv. du C. C.

Dans le cas où sa part héréditaire serait inférieure au montant de la dot, l'enfant donataire sera tenu au rapport réel de la différence, mais n'aura aucun recours contre le survivant de ses père et mère pour récupérer la perte ainsi subie.

2° L'enfant doté accepte la succession sous bénéfice d'inventaire.

La solution ne diffère de celle de l'hypothèse précédente que sur un point, très important il est vrai : l'enfant n'est tenu des dettes qu'*intra vires hereditatis*.

3° L'enfant doté renonce à la succession.

Ici, il ne saurait plus être question de rapport (n'étant pas héritier, l'enfant ne peut y être tenu), mais d'action en réduction. Le donataire n'a le droit, en effet, de retenir sa donation que jusqu'à concurrence de la quotité disponible pour le calcul de laquelle, du reste, il entre en ligne de compte, et il doit remettre dans l'hérédité tout ce qui excède cette quotité, sans pouvoir exercer aucun recours contre le survivant des donateurs.

B) Dot non payée.

Nous supposons maintenant que la dot n'a pas été payée du vivant des donateurs ; ne pouvant plus rien réclamer au survivant puisque celui-ci, par l'effet de la clause d'imputation, est devenu étranger à la libéralité, l'enfant doté aura-t-il tout au moins une réclamation à faire valoir contre la succession du prémourant ? Tout dépend encore du parti qu'il prendra.

1° Acceptation pure et simple.

Par le seul fait de son acceptation pure et simple de la

succession l'enfant doté réunit sur sa tête la double qualité de créancier et de débiteur et, par suite, sa créance se trouve éteinte par confusion. Il recueillera donc uniquement sa part héréditaire et, si elle est inférieure au montant de la dot, n'aura aucun recours à exercer contre le survivant.

2° Acceptation bénéficiaire.

Dans ce cas, la confusion des qualités de créancier et de débiteur sur la tête de l'enfant doté n'existe plus. Celui-ci produira donc au règlement de la succession pour le montant de la dot entière et il recevra le dividende accordé à chaque créancier.

S'il est seul héritier, il conservera la somme ainsi touchée. S'il a des cohéritiers, il devra immédiatement leur en faire le rapport et n'en conservera qu'une partie.

Quelle que soit la perte subie, l'enfant n'a aucun recours contre le survivant des donateurs.

3° Renonciation.

S'il renonce à la succession, l'enfant aura le droit de poursuivre le paiement de toute sa dot, mais il ne pourra la conserver que jusqu'à concurrence de la quotité disponible, sans pouvoir se retourner contre le survivant pour obtenir le surplus.

§ II. — OBJECTIONS ET SYSTÈMES DIVERS

Au système que nous venons d'exposer, bien des objections ont été faites : nous les rangerons sous quelques chefs principaux.

I. — *Recours du survivant contre le donataire.*

Devenu étranger à la dot, le survivant des père et mère réclamera à la succession de son conjoint le rembourse-

ment des avances qu'il a pu faire pour son compte lors de la constitution ou du paiement de la dot. Nous avons même ajouté qu'en cas d'acceptation pure et simple de la succession, l'enfant doté sera exposé sur ses propres biens au recours du survivant. Ce dernier sera-t-il désarmé si l'actif successoral ne suffit pas à l'indemniser et si, prudemment, les héritiers, au nombre desquels l'enfant doté, se sont abrités derrière une acceptation bénéficiaire ou plus simplement ont renoncé à la succession ?

On a soutenu parfois que le survivant avait une action contre le donataire ; voici sur quel raisonnement on la fondait : par le jeu de la double condition affectant son obligation le survivant est devenu étranger à la dot ; par application de l'effet rétroactif des conditions, il est censé n'avoir jamais été donateur ; c'est donc à tort qu'il a payé la totalité ou une partie de la dot puisqu'il n'a jamais rien dû au donataire et il a contre ce dernier une action en répétition de l'indu.

Il est facile de répondre à cette objection : il suffit de se reporter aux principes qui régissent l'action en répétition de l'indu pour constater que, dans notre hypothèse, elle est irrecevable, car le survivant n'a pas payé par erreur, involontairement. Lorsqu'il l'a fait, il a entendu agir pour son propre compte, s'il précédait, ou pour celui de son conjoint, s'il survivait, et, dans ce dernier cas, il a été un gérant d'affaires.

II. — *Influence de l'origine des biens donnés sur le rapport à faire par l'enfant doté.*

Bien que la jurisprudence, d'accord en cela avec la majorité de la doctrine, l'ait condamnée, nous croyons bon de

signaler ici une autre objection relative au rapport à faire par l'enfant doté.

On sait que, si le père et la mère ont doté conjointement l'enfant commun, sans expression de parts et sans adjonction d'une clause d'imputation, « ils sont censés avoir doté chacun pour moitié, soit que la dot ait été fournie ou promise en effets de la communauté, soit qu'elle l'ait été en biens personnels à l'un des deux époux » (C. c., art. 1438, § 1^{er}), avec, dans le second cas, droit à indemnité au profit de l'époux dont l'immeuble ou l'effet personnel a été constitué en dot (même article, § 2).

De ces principes, la Cour de cassation a tiré cette conclusion que le rapport de la dot ainsi constituée était dû par moitié à la succession de chacun des donateurs, quand bien même l'immeuble ou l'effet donné serait propre à l'un d'eux. « Attendu qu'aux termes de l'article 1438 du Code civil, les père et mère qui donnent ou constituent en dot à un enfant des biens qui n'appartiennent qu'à l'un d'eux sont néanmoins censés faire la donation ou constitution chacun pour moitié, sauf indemnité ; qu'ainsi l'enfant tient les biens moitié du père, moitié de la mère, comme s'ils en avaient eu conjointement la propriété, et qu'il est dès lors tenu d'en rapporter la moitié à chacune des deux successions » (1).

M. Laurent, dans son *Traité de droit civil* (2), rejette ces conclusions. « Quoiqu'il y ait deux constituants, il n'y a à l'égard de l'enfant qu'un seul donateur, c'est celui qui a fourni la dot ; le conjoint ne lui a rien donné puisque

(1) Cass., 16 nov. 1824, D. J. G., Cont. de mar., n° 1281. Civ., 28 juillet 1913. S. 1914, I, 197.

(2) T. XXI, n° 175, p. 206.

les biens n'appartenaient point à ce conjoint, et personne ne peut donner ce qu'il n'a pas ; l'enfant recevant les biens de l'un des constituants doit les rapporter à sa succession ; il ne reçoit rien de l'autre, donc il ne doit rien rapporter. » Pour lui, l'article 1438 ne règle que la question de la contribution à la dette et non celle du rapport qui est tout autre.

Nous ne nions pas qu'il soit facile de forger des hypothèses dans lesquelles le système de la jurisprudence produira des résultats peu équitables, mais est-ce une raison suffisante pour le repousser ? A l'argumentation de M. Laurent, nous répondrons avec M. Guillouard (1) en nous rappelant les termes de l'article 1438 « qu'il y a là, comme le dit avec raison la Cour de cassation, une fiction légale, en vertu de laquelle chacun des époux est réputé donateur, bien qu'un seul ait fourni la dot : l'époux doté tient les biens moitié du père, moitié de la mère, car la loi suppose une transmission fictive de l'un des donateurs à l'autre, au moment du paiement de la dot, de telle manière que celui qui paie est censé payer au nom des deux ».

Si nous avons analysé cette théorie, c'est parce qu'elle étaye une objection à l'interprétation traditionnelle de la clause d'imputation intégrale.

Il faut s'incliner, dit-on (2), devant une jurisprudence constante et qui ne se modifiera sans doute jamais, mais il ne faut pas oublier que les règles édictées par l'article 1438, étant exorbitantes du droit commun, ne sont pas susceptibles d'extension. Or, que décide le système traditionnel

(1) *Contr. de mar.*, t. I, n° 174.

(2) DELEVACQUE, *De la clause d'imputation de la dot sur la succession du prémourant des père et mère et subsidiairement sur celle du survivant*, p. 69.

quant au rapport à faire par l'enfant doté avec clause d'imputation intégrale ? Que, dans tous les cas où le rapport est obligatoire, il est dû de la totalité de la dot à la succession du prémourant, même si la dot a été fournie uniquement en biens propres au survivant. C'est là, souligne-t-on, une extension inadmissible de la fiction de l'article 1438 et qui, du reste, peut avoir des conséquences désastreuses pour le survivant des donateurs : ce dernier, en effet, assistera parfois de son vivant au partage de sa propre succession ; il suffit de supposer qu'il a payé la totalité de la dot et que, la succession de son conjoint étant déficitaire, il ne peut obtenir le remboursement de l'avance ainsi consentie.

A ce raisonnement il faut répondre que les résultats peu satisfaisants d'une règle ne suppriment pas cette dernière ; le cas d'espèce cité plus haut ne saurait valoir comme argument de droit. Si le donataire rapporte toute sa dot à la succession du prémourant, même si cette dot a été fournie en biens du survivant, c'est parce que ces biens sont entrés dans le patrimoine de l'enfant au titre de biens *donnés* par le prémourant.

III. — *Recours du donataire contre le survivant.*

Les objections précédentes ont trouvé peu de partisans : elles ont trait aux conséquences du système traditionnel quant aux rapports des donateurs entre eux et il faut reconnaître que, sur ce point, la clause d'imputation intégrale, ainsi appliquée, produisait habituellement le résultat cherché : la libération complète du survivant des père et mère.

Ce fut au sujet des obligations imposées au donataire que le système traditionnel souleva la contradiction la plus pressante. Nous avons dit, en effet, que, fixant sur la tête

du prémourant la qualité de seul donateur, il forçait l'enfant doté, toutes les fois qu'un rapport était obligatoire, à rapporter à la succession de ce prémourant la totalité de sa dot, quel que soit le montant de sa part héréditaire, le privant ainsi souvent, par un rapport réel, d'une partie de la donation, ou encore, si la dot n'avait pas été payée du vivant des donateurs, à se contenter de sa part héréditaire dans la succession du prémourant, quelle que fût, par ailleurs, la fortune du survivant. Certains refusèrent de faire produire à la clause d'imputation intégrale un tel résultat.

a) Théorie de M. TOULLIER

M. Toullier (1), essayant de concilier deux arrêts rendus l'un par la Cour de cassation le 11 juillet 1814 (2), l'autre par la cour de Paris le 11 janvier 1819 (3), prétendit restreindre l'application du système traditionnel au cas où la clause d'imputation portait que la dot était constituée pour le tout en avancement de l'hoirie du prémourant.

S'il était dit que la dot serait imputable en entier sur la succession du prémourant, il fallait cesser de tenir ce dernier pour seul donateur dans l'hypothèse de droits héréditaires inférieurs à la dot. Alors le survivant n'était plus libéré et l'enfant ne devait le rapport à la succession du prémourant que jusqu'à concurrence de ces droits. Pour M. Toullier, « l'imputation n'est qu'une compensation jusqu'à due concurrence, c'est la déduction d'une somme sur une autre. »

(1) *Droit civil français*, t. XII, n° 341.

(2) Précité, page 21.

(3) D. 1819, II, 35.

Nous ne réfuterons pas longuement cette théorie : la distinction proposée ne repose sur aucun motif sérieux ; elle n'a, du reste, été admise que par un arrêt de la cour de Paris du 12 août 1852 (1) resté sans écho. Mais, par contre, nous insistons sur le sens que donne M. Toullier au mot imputation. Nous voyons apparaître ici cette déformation du terme employé traditionnellement dans les constitutions de dot que nous avons signalée dans un chapitre précédent. M. Labbé la développera et elle sera à la base des difficultés que soulève aujourd'hui l'interprétation de la clause d'imputation subsidiaire.

b) Théories de MM. LABBÉ et ESMEIN

M. Labbé a exposé sa théorie dans deux notes parues au *Sirey* à dix années d'intervalle.

La première commentait un arrêt de cassation du 3 juillet 1872 (2) rendu à la suite des faits suivants :

Un père et une mère avaient constitué solidairement des dots à leurs trois filles avec stipulation que ces dots seraient imputables en totalité sur la succession du prémourant. Lors du décès du père, une seule des donataires avait reçu le paiement intégral de sa dot. La communauté d'entre les père et mère et la succession du père avaient été acceptées sous bénéfice d'inventaire.

Le notaire liquidateur soumit les trois filles au rapport de la totalité des dots constituées et, de plus, permit à la mère de prélever son préciput, mais les donataires élevèrent un contredit et soutinrent que leurs dots n'étaient rapportables que jusqu'à concurrence de leurs parts héréditaires

(1) J. N., 1852, n° 14, 828. D. 54, V, 190.

(2) S. 1872, I, 201. D. 73, I, 369.

dans la succession de leur père ; que dans tous les cas leur mère leur devait garantie de la différence.

Un jugement du tribunal civil de Saint-Denis, confirmé par un arrêt de la cour d'appel de la Réunion (1), rejeta les contredits et maintint le projet du notaire.

Les représentants de l'une des donataires se pourvurent en cassation.

La Chambre des requêtes rejeta ce pourvoi en se basant sur l'interprétation souveraine de la clause par les juges du fond et en en tirant notamment cette conclusion : « Que le prédécès de ce dernier (le père) a eu pour conséquence d'exonérer la veuve survivante, censée n'avoir rien donné, de toute obligation de garantie. »

M. Labbé ne critique pas l'arrêt de la Cour de cassation qui s'est retranchée derrière l'interprétation souveraine des juges du fond, mais bien la décision de ceux-ci. Pour lui, le prémourant ne sera donateur que jusqu'à concurrence de la part de l'enfant doté dans sa succession. S'appuyant tout d'abord sur l'intention des parties, il se refuse à admettre que la dot « assise sur laquelle reposera une famille nouvelle » puisse être « d'une étendue incertaine, d'une importance variable », surtout lorsqu'elle a été constituée solidairement.

Mais il va plus loin et il entreprend de justifier son interprétation ; pour cela « il importe avant tout de distinguer le rapport et l'imputation. » Le rapport est une conséquence d'une première partie de la clause où il est dit que les dots sont constituées en avancement d'hoirie ; quant à l'imputation dont il est question dans une deuxième partie, « elle suppose la comparaison d'une valeur avec une autre ; elle s'arrête, dans ses effets, à la plus faible des valeurs compa-

(1) Références note 2, page 62 ci-dessus.

rées ». Si les mots « jusqu'à due concurrence » ne sont pas toujours exprimés, c'est que leur idée se trouve implicitement renfermée dans le mot même d'imputation. L'expression *en totalité*, elle-même, n'est pas exclusive de cette idée.

Dans sa deuxième note que nous avons déjà citée (1), M. Labbé précise sa pensée : aucune différence entre la clause d'imputation intégrale et la clause d'imputation subsidiaire ; l'une et l'autre doivent être interprétées ainsi : « La vérité initiale est que chacun des époux a constitué la dot pour moitié. La clause d'imputation a pour effet de mettre à la charge de la succession du prémourant plus que moitié, mais elle ne fait jamais descendre au-dessous de moitié la proportion dans laquelle le patrimoine du prémourant doit contribuer à la constitution dotale. La clause a pour but de diriger sur la succession du prédécédé l'imputation de la dot entière, s'il est possible, et non pas de reporter sur la succession du survivant cette imputation entière ».

Enfin, signalons ici que M. Esmein, annotant un arrêt de la Cour de cassation rendu en matière d'imputation subsidiaire, et que nous commenterons plus loin, se rallie à la théorie de M. Labbé (2). « Pour nous, écrit-il, lorsque la clause d'imputation sur la succession du prémourant figure seule, son effet est le même que lorsqu'elle est accompagnée ou suivie de la clause d'imputation subsidiaire sur la succession du parent survivant. » Toutefois, alors que M. Labbé pose en principe que la succession du prémourant doit toujours supporter au moins moitié de la dot, M. Esmein n'admet cette obligation que si la constitution a été

(1) S. 1883, I, 289.

(2) Tout en prêtant à M. Labbé des intentions différentes et qui n'ont jamais été les siennes.

conjointe ; en cas de constitution solidaire, le survivant peut être tenu de la dot tout entière. Tous les auteurs qui ont écrit sur les clauses d'imputation ont, à l'envi, réfuté les arguments de M. Labbé ; le fait même que cette théorie (quant à la clause d'imputation intégrale) soit restée sans application pratique (au moins directement) nous dispense d'insister longuement.

Pour l'argument « sentimental » qui repose sur l'intention des parties, nous renverrons d'abord aux remarques faites plus haut sur ce sujet (1) ; nous ajouterons ensuite que les praticiens distinguent si bien les deux clauses d'imputation (intégrale et subsidiaire) que les formulaires contiennent une rédaction spéciale pour chacune d'elles et, à chacune, attribuent des effets différents ; enfin, il ne faut pas se laisser hypnotiser par l'intérêt de l'enfant doté et il est loisible aux parties de lui préférer celui du survivant des père et mère.

Quant à l'argument « juridique », nous ne saurions l'admettre davantage : par une subtilité qui nous échappe il prétend égaler la partie au tout en ne craignant pas de confondre deux expressions aussi opposées que « en totalité » et « jusqu'à due concurrence » et, surtout, il s'appuie sur un sens du mot imputation qui brise complètement avec l'origine historique que nous avons exposée. C'est, amplifiée, la déviation proposée par M. Toullier : on restitue ici au mot imputation le sens étroit et spécial que lui attribue le Code civil en matière d'imputation des paiements (art. 1253 et suiv.) ou d'imputation sur la quotité disponible (art. 918).

(1) Ci-dessus, page 25.

c) Théorie de M. PLANIOL

Pour être complet, il nous faut signaler un système proposé par M. Planiol (1). Celui-ci distingue selon que la dot a été payée du vivant des donateurs ou est encore due lors du décès du prémourant. Dans le premier cas, il accepte l'interprétation traditionnelle ; dans le second, il soutient que le survivant des constituants n'est pas forcément libéré par le décès de son conjoint parce « qu'on dépasse certainement la volonté de parties en appliquant au paiement de la dot une clause qui n'est écrite que pour en régler le rapport et qui, dès lors, ne doit avoir de valeur et d'effet qu'autant que la dot a été effectivement fournie. »

Bornons-nous à faire remarquer que la clause d'imputation n'a pas été imaginée par les praticiens (surtout dans sa forme primitive d'imputation intégrale) pour régler le rapport de la dot, mais bien pour trancher la question de contribution à la dot qui intéresse les père et mère donateurs. C'est seulement comme conséquence logique que le système choisi détermine le rapport à faire par le donataire.

Titre III. — AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS
DE LA CLAUSE D'IMPUTATION INTÉGRALE

Après avoir analysé la clause d'imputation intégrale, construction juridique bien établie, après en avoir étudié le fonctionnement simple et clair, il nous reste, en guise de conclusion, à en montrer les avantages et les inconvénients.

Créée pour régler, entre les père et mère, la contribution à la charge de la dot par l'exonération complète du survivant, elle doit être examinée tout d'abord de ce point de

(1) Droit civil, t. III, n° 882.

vue. Il faut reconnaître, sans détours, qu'en adoptant cette clause, les donateurs atteignent sûrement le but cherché : il ressort des nombreux textes que nous avons cités que, par le seul fait du prédécès de son conjoint, le survivant devient étranger à la dot et se trouve à l'abri de tout recours direct ou indirect. Une seule lacune : lorsque la dot a été fournie en biens propres au survivant, celui-ci peut se trouver lésé en cas d'insolvabilité de la succession de son conjoint.

Si donc les parties n'avaient pas été amenées à se préoccuper d'un intérêt autre que celui du survivant des donateurs, elles n'auraient pas songé à modifier la clause originale. Mais on a vu, par l'examen des objections soulevées par cette dernière, que, de très bonne heure, l'intérêt de l'enfant doté prit une grande importance : « assise de la famille nouvelle », selon l'expression déjà citée de M. Labbé (1), la dot joue un rôle capital dans son organisation matérielle et sa suppression ou sa réduction aura de douloureuses répercussions. On répond, il est vrai, que le donataire connaît, par avance, les risques auxquels il est exposé et doit agir en conséquence : le conseil est plus facile à donner qu'à suivre.

Du point de vue de l'enfant doté, la clause d'imputation intégrale présente des inconvénients incontestables : si la dot n'est pas payée lors du décès du prémourant des père et mère, le donataire pourra en voir le montant réduit à celui de sa part héréditaire, parfois fort minime ; si la dot lui a été payée du vivant des donateurs, un rapport réel peut l'obliger à en remettre une partie à ses cohéritiers. La seconde hypothèse est, du reste, plus défavorable que la première : contraindre l'enfant à un remboursement, c'est

(1) Ci-dessus, page 63.

risquer de voir s'écrouler une situation brillante, une industrie florissante ou un commerce prospère. C'est pourquoi il ne faut pas s'étonner que les praticiens, cherchant à modifier la clause originaire, se soient attachés surtout à la question du rapport, si funeste à l'enfant doté.

Ajoutons, enfin, que les enfants non dotés, cohéritiers du donataire, trouvent dans le rapport intégral, auquel est astreint ce dernier, un avantage indéniable : l'égalité se trouve rétablie dès le décès du prémourant des père et mère.

TROISIÈME PARTIE

LA CLAUSE D'IMPUTATION SUBSIDIAIRE

De très bonne heure des rédactions nouvelles de la clause d'imputation furent employées par les praticiens pour augmenter la sécurité de l'enfant quant à sa dot ; nous les comprendrons toutes sous le terme générique de clause d'imputation subsidiaire, sauf à distinguer ensuite entre les diverses formules.

Nous avons rapporté dans notre historique de nombreuses rédactions et nous avons dit que vers la fin du XIX^e siècle la plus fréquente était la suivante : « M. et « M^{me} X... constituent solidairement en dot en avancement « d'hoirie à M^{me} X..., leur fille, qui accepte, et par imputation d'abord sur la succession du prémourant des donateurs et subsidiairement sur celle du survivant, une « somme de... »

La jurisprudence s'étant trouvée en désaccord avec les praticiens sur l'interprétation de la clause ainsi rédigée, des modifications y ont été apportées. Aujourd'hui deux formules principales sont insérées par les notaires dans les contrats de mariage. Nous les empruntons au *Traité-Formulaire* de M. Amiaud.

Première formule : « En considération du mariage, M. et « M^{me} X... donnent et constituent en dot, solidairement

« entre eux, à M. X..., leur fils, qui accepte, en avancement
« d'hoirie et par imputation d'abord sur les droits du dona-
« taire dans la succession du prémourant des donateurs, et
« subsidiairement, s'il y a lieu, sur ses droits dans la suc-
« cession du survivant d'eux, une somme de... »

Deuxième formule : « En considération du mariage,
« M. et M^{me} X... donnent et constituent en dot, solidaire-
« ment entre eux, en avancement d'hoirie, à M. X..., leur
« fils, qui accepte, la somme de..., qu'ils s'obligent sous
« ladite solidarité à lui payer...

« Cette dot sera réputée constituée :

« Par le prémourant des donateurs dans la mesure des
droits du donataire dans la succession dudit prémourant ;

« Et par le survivant des donateurs pour le surplus.

« En conséquence, elle sera rapportable dans ces propor-
tions à chacune des successions des donateurs.

« Par cette constitution de dot, les donateurs n'entendent
nullement aliéner leur droit de disposer librement, comme
bon leur semblera, de la quotité disponible de leurs biens. »

Après avoir indiqué le but de la clause nouvelle et les
moyens qui peuvent être employés pour l'atteindre, nous
en étudierons les effets qui varieront suivant que l'on adop-
tera le système de la jurisprudence ou celui de la pratique.
Nous aurons alors à chercher quel est, de ces deux systèmes,
celui qu'il convient d'adopter et aussi à examiner les
variantes qui ont été proposées aux formules primitives.

CHAPITRE PREMIER

Objet de la clause nouvelle.

Combinaisons possibles.

Des remarques qui terminent notre étude de la clause d'imputation intégrale, il résulte que la nouvelle clause devait avoir pour objet d'éviter à l'enfant doté, soit la perte résultant d'un rapport réel, dans le cas d'une dot payée du vivant des donateurs, soit la réduction de cette dot au montant de sa part héréditaire dans le cas contraire. Il s'agissait de tout mettre en œuvre pour assurer au donataire l'intégrité de sa libéralité. Et puisque la clause d'imputation intégrale ne permettait pas d'obtenir ce résultat, il fallait soit la perfectionner, soit en abandonner l'usage et la remplacer par une autre plus favorable à l'enfant doté.

Deux combinaisons s'offraient ainsi aux praticiens :

La première consistait à réparer la perte subie par le donataire. On gardait la clause originale avec son donateur unique, le prémourant, mais on imposait en même temps au survivant une obligation spéciale de garantie, qui procurait à l'enfant le remboursement de la perte subie ou le complément de sa dot.

La seconde était plus énergique et s'attaquait à la cause même du mal ; on ne se contentait plus de réparer le dommage, on l'évitait. Il suffisait pour cela de renoncer à faire du prémourant le seul donateur : le survivant ne perdait point cette qualité, il la conservait dans la mesure où l'enfant aurait été tenu à un rapport réel ou n'aurait pas obtenu dans la succession l'équivalent de sa dot. L'enfant

ne devait être astreint qu'à un rapport en moins prenant, jamais à un rapport réel.

Montrons par un exemple l'application pratique des deux combinaisons :

Hypothèse : Un père et une mère ont quatre enfants, dont l'aîné a été doté de 100.000 francs avec clause d'imputation subsidiaire. Le père meurt. Biens de communauté : 500.000 francs. Biens propres au père : 50.000 francs. Pas de reprises. Nous négligeons l'usufruit de la veuve.

Première combinaison :

Actif de communauté :

1° Biens réels	500.000
2° Récompense pour dot due par la succession du père.....	100.000
Ensemble.....	600.000
dont moitié est de.....	<u>300.000</u>

Actif de succession :

1° Biens propres	50.000
2° Moitié de communauté.....	300.000
Ensemble.....	350.000
A déduire récompense pour dot.....	<u>100.000</u>

Reste.....	250.000
Rapport de dot.....	<u>100.000</u>
Total.....	350.000
Dont le 1/4 pour chacun des enfants est de..	<u>87.500</u>

L'enfant doté, n'ayant droit dans la succession qu'à 87.500 francs, devra rapporter réellement 12.500 francs à ses cohéritiers, mais il aura un recours contre sa mère survivante pour en obtenir le remboursement.

Deuxième combinaison :

La part héréditaire de l'enfant doté n'étant que de 87.500 francs, c'est seulement à concurrence de cette somme que le père prémourant sera donateur ; le surplus de la dot, soit 12.500 francs, se trouvera avoir été donné par la mère survivante à la succession de laquelle le rapport en sera fait.

Voici l'aperçu en chiffres :

Actif de communauté :

1° Biens réels..... 500.000

2° Récompense pour dot due :

a) Par le père..... 87.500

b) Par la mère..... 12.500

Ensemble..... 600.000

Dont la moitié est de..... 300.000

Actif de succession :

1° Biens propres..... 50.000

2° Moitié de communauté..... 300.000

Ensemble..... 350.000

A déduire récompense pour dot..... 87.500

Reste..... 262.500

Rapport de dot..... 87.500

Total..... 350.000

Dont le 1/4 pour chacun des enfants est de.. 87.500

L'enfant doté sera rempli de ses droits par un rapport en moins prenant et pourra conserver toute sa dot.

Quelle fut, de ces deux combinaisons, celle qu'adoptèrent les praticiens ?

Nous avons cité au chapitre 1^{er} de la 1^{re} partie un certain nombre de formules dans lesquelles ils traduisirent leurs intentions et nous avons dit que pendant longtemps la plus fréquemment employée fut ainsi conçue : « Dot constituée solidairement en avancement d'hoirie et par imputation sur la succession du prémourant des donateurs et subsidiairement sur celle du survivant. »

Appelée à se prononcer sur l'interprétation de cette dernière formule, la Jurisprudence a décidé, après de longs débats, qu'il y fallait voir la traduction de la première combinaison. Par contre, la plupart des praticiens qui ont traité ce sujet ont soutenu que leurs prédécesseurs et eux-mêmes avaient toujours fixé leur choix sur la seconde.

Comme nous l'avons déjà laissé entrevoir, notre sentiment est que les praticiens, s'ils ont voulu adopter la seconde combinaison (et il nous paraît bien qu'il en ait été ainsi), n'ont pas marqué assez clairement par l'emploi de termes appropriés le changement profond qu'ils introduisaient ainsi dans la clause primitive ; ils ont notamment maintenu le terme « imputation » qui, par l'usage, avait acquis, dans la matière des constitutions de dots, un sens bien déterminé, alors qu'en fait, pour eux, le point important était d'arriver à n'imposer à l'enfant doté qu'un rapport en moins prenant lors du décès du prémourant des donateurs.

Dans le dernier état de la question, nous nous trouvons donc en présence de deux interprétations de la clause d'im-

putation subsidiaire, tout au moins rédigée dans les termes les plus généraux que nous venons d'indiquer : l'interprétation de la Jurisprudence, qui ne voit dans la clause nouvelle qu'un palliatif aux inconvénients de la clause originale, et l'interprétation des praticiens, qui prétendent avoir modifié cette dernière assez complètement pour supprimer la cause même de ces inconvénients.

CHAPITRE II

Effets de la clause d'imputation subsidiaire.

Pour étudier les effets de la clause d'imputation subsidiaire, il y a lieu de distinguer trois phases : du vivant des donateurs, au décès du prémourant et lors du décès du survivant.

Titre premier. — DU VIVANT DES DONATEURS

Les effets produits par la clause d'imputation subsidiaire du vivant des père et mère donateurs sont les mêmes que ceux produits par la clause d'imputation intégrale ; nous renvoyons donc au titre I^{er} du chapitre II de la 2^e partie (1).

Titre II. — AU DÉCÈS DU PRÉMOURANT

La Jurisprudence et la Pratique ayant interprété différemment la clause d'imputation subsidiaire quant à ses effets au décès du prémourant, nous étudierons successivement les deux systèmes opposés.

§ I^{er}. — LE SYSTÈME DE LA JURISPRUDENCE

Pour étudier sous son aspect théorique ce système d'interprétation de la clause d'imputation subsidiaire, nous en montrerons d'abord la genèse, puis nous l'analyserons dans son état définitif.

Avant d'entrer dans ces développements, nous tenons à

(1) Page 38.

faire remarquer une fois de plus que, sauf indication contraire, les décisions de justice dont nous ferons état ont été rendues à propos d'une clause rédigée dans les termes généraux rappelés plus haut et que nous appellerons clause d'imputation subsidiaire simple. Ce détail a son importance, car nous aurons à nous demander si la Cour de cassation interpréterait autrement de nouvelles formules proposées aux praticiens.

I. — *Genèse du système : évolution jurisprudentielle.*

Deux affaires célèbres : l'affaire Fouquier-Jubert et l'affaire d'Arjuzon, ayant permis à la Cour de cassation de se prononcer sur la question et d'édifier son système, nous prendrons ces deux procès comme points de repère.

A) Avant l'affaire FOUQUIER-JUBERT

La première décision judiciaire, concernant la clause d'imputation subsidiaire, que nous trouvons dans les recueils, est un arrêt de la cour de Paris du 16 mars 1850 (1). Chose curieuse : il contient une esquisse très nette du système consacré aujourd'hui par la Cour de cassation.

Trois enfants ont été dotés par leurs père et mère ; les contrats de mariage des deux premiers renferment la clause d'imputation intégrale de la dot, celui du troisième la clause d'imputation subsidiaire simple.

La mère décède. Sa succession ne présente aucun actif réel et n'est composée que des rapports de dots. Quelle sera la quotité de ces rapports ?

Le notaire liquidateur, s'appuyant peut-être sur ce motif faux que la clause d'imputation, conçue uniquement dans

(1) D. 1850, II, 167, et S. 1850, II, 321.

l'intérêt du survivant des donateurs, ne saurait être opposable aux donataires (1), ne fait rapporter que la moitié des dots à la succession de la mère. La Cour en ordonne le rapport intégral à cette succession, mais tient à préciser qu'elle ne confond pas pour cela les deux rédactions de la clause d'imputation :

« Considérant que la stipulation par laquelle le père et
« la mère constituent une dot conjointement à leur enfant,
« avec la clause qu'elle sera imputée en entier sur la succession du prémourant, exprime formellement qu'il n'y aura
« qu'un donateur dont la désignation est subordonnée à
« l'événement du décès d'un des constituants qui reste seul
« donateur à l'égard du donataire et à la succession duquel
« la dot doit être rapportée en totalité ;

« Considérant... que la seule différence du troisième
« contrat avec les deux autres, c'est qu'on prévoit le cas où,
« le rapport étant fait en entier à la succession du prédécédé, la part héréditaire que prendrait le donataire dans
« cette succession n'équivaldrait pas au montant de la dot,
« et qu'alors on stipule que subsidiairement le donataire
« aurait contre le survivant un recours pour le surplus. »

C'est là, exprimée clairement, la première combinaison énoncée plus haut : le terme d'imputation garde son sens traditionnel, la dot est en principe à la charge du prémourant, seul donateur ; toutefois, l'enfant doté est autorisé à se retourner contre le survivant si sa dot se trouve ébréchée par suite du rapport intégral.

Même interprétation de la clause par le tribunal de Fontainebleau dans un jugement du 4 février 1886 (2).

(1) Cf., Cass. civ., 11 juillet 1814 précitée. S. 1814, I, 279 ; D. 1814, I, 394.

(2) *Rép. Defrénois*, 1886, n° 2948.

Un père et une mère avaient constitué en dot à un de leurs deux enfants, sous la clause d'imputation subsidiaire simple, une somme de 3.500 francs payée en deniers de communauté. Le père décède le premier. Sa succession ne présente aucun actif. Le notaire liquidateur décide que, dans ces conditions, c'est la mère survivante qui est seule donatrice ; il lui fait faire récompense à la communauté du montant de la dot, diminuant ainsi d'autant ses reprises.

Le tribunal ordonne, au contraire, le rapport intégral à la succession du père, seul donateur, sauf recours de l'enfant contre sa mère, pour se faire indemniser de la perte subie par suite du rapport réel.

Nous avons ici l'espèce même d'une affaire célèbre que nous exposerons plus loin, l'affaire d'Arjuzon ; dans l'étude de celle-ci nous retrouverons les critiques adressées au jugement de Fontainebleau ; nous les passons ici sous silence afin d'éviter un double emploi.

Entre temps, la cour de Paris était revenue sur sa jurisprudence.

Une dot avait été constituée par des père et mère avec stipulation « qu'elle serait imputée en totalité sur la succession du prémourant et que, dans le cas où la part de l'enfant doté dans cette succession serait inférieure au montant de la dot, le surplus serait imputable sur la succession du survivant ». Le père décède. Dans la liquidation de la communauté, le notaire met la dot à la charge des donateurs chacun pour moitié. Appelé à homologuer cette liquidation, le tribunal d'Arcis-sur-Aube, par jugement du 22 août 1852 (1), ordonna, avant faire droit, que le travail du notaire

(1) D. 1854, V, 190 ; *Rev. Not.*, 1864, nos 930, 931, 932 ; 1865, n° 1116 ; *J. Not. et Av.*, 1853, n° 14980.

serait rectifié à l'effet de déterminer la portion de la dot constituée qui devrait être supportée par l'époux survivant.

Sur appel de la veuve, la cour de Paris, par un arrêt du 11 janvier 1853 (1), infirma ce jugement, « considérant
« que le sens évident de cette clause est de soustraire l'époux
« survivant à toute réclamation, se référant directement ou
« indirectement à la dot constituée ; que, dès lors, une
« liquidation ayant pour objet de déterminer la somme à
« concurrence de laquelle la dette personnelle du survivant
« a été acquittée serait sans intérêt, aucune action *actuelle*
« ne pouvant résulter de cette liquidation. Considérant,
« d'ailleurs, que les enfants ont reçu la totalité de la dot
« constituée à leur profit et n'élèvent aucune réclamation ».

Cette théorie sur l'absence d'action actuelle contre le survivant ayant été reprise par la cour de Paris dans un arrêt du 12 juin 1896 dont nous reparlerons (2), nous nous réservons de la réfuter alors. Bornons-nous à faire remarquer ici que, dans l'espèce ci-dessus, la cour ne répond pas à la question posée : il ne s'agissait pas de savoir si le donataire avait une action contre le survivant, mais bien de déterminer la part contributoire de ce dernier à la charge de la dot.

Signalons enfin que le tribunal de Rouen, dans un jugement du 9 janvier 1864 (3), et le tribunal de la Seine, dans un jugement du 13 août 1874 (4), avaient adopté la seconde combinaison que nous avons énoncée sous le premier paragraphe du présent chapitre : l'enfant doté n'est jamais tenu

(1) D. 1854, V, 190 ; *Rev. Not.*, 1864, nos 930, 931, 932 ; 1865, n° 1116 ; *J. Not. et Av.*, 1853, n° 14980.

(2) Voir pages 82 et suiv.

(3) *J. du Not.*, 1864, p. 89.

(4) *Rev. Not.*, 1874, n° 4791 ; *J. Not. et Av.*, 1875, n° 21104.

qu'à un rapport en moins prenant, fixé par l'importance de sa part héréditaire.

B) L'affaire FOUQUIER-JUBERT

Avec l'affaire Fouquier-Jubert, la Cour de cassation va se prononcer sur l'interprétation qu'il convient de donner à la clause d'imputation subsidiaire ; aussi nous efforcerons-nous de ne laisser dans l'ombre aucun point important de la cause.

1° *Exposé des faits.*

M. et M^{me} Fouquier avaient constitué solidairement en dot à leur fille M^{me} Jubert une somme de 250.000 francs, avec clause d'imputation subsidiaire simple (contrat du 29 mai 1886).

M. Fouquier décède le 5 février 1890, laissant sa veuve commune en biens et pour seuls héritiers : M^{me} Jubert, sa fille dotée, et un fils non doté.

La liquidation est ordonnée par un jugement du tribunal de la Seine du 1^{er} avril 1891.

Le notaire commis propose l'attribution à M^{me} veuve Fouquier des valeurs de communauté à valoir sur le montant de ses reprises.

M^{me} Jubert, prévoyant qu'ainsi l'insuffisance de la succession de son père l'obligera à un rapport réel d'une partie de sa dot à son frère non doté, élève un contredit : elle soutient que sa mère, tenue solidairement de garantir à sa fille l'irréductibilité de sa dot, ne peut pas contribuer, par un prélèvement sur l'actif de la communauté, à une éviction dont elle devrait garantie ; elle s'oppose, en conséquence, à l'attribution faite à la mère des valeurs actives

de la communauté, qui peut avoir pour conséquence de diminuer le montant de la succession du père, au point de la rendre insuffisante pour supporter l'imputation de l'intégralité de la dot. Il faut attendre la liquidation de cette succession : si l'importance de celle-ci ne permet pas à la donataire d'imputer intégralement sa dot, il en résultera, au profit de M^{me} Jubert, un recours contre sa mère pour obtenir le complément de sa dot.

Le tribunal de la Seine, par un jugement du 28 février 1895 (1), rejeta ce contredit ; sur appel des époux Jubert, la cour de Paris, par un arrêt du 12 juin 1896 (1), confirma ce jugement :

« Attendu que la clause du contrat de mariage ci-dessus
« relatée ne comporte pas l'interprétation que veut lui
« donner la dame Jubert ; qu'elle doit être entendue en ce
« sens que la donataire a, pour le recouvrement de sa dot,
« une créance née et actuelle contre chacun d'eux, mais
« que, survenant le décès de l'un des constituants, l'autre
« se trouve exonéré de son obligation par l'événement de
« la condition stipulée au contrat, c'est-à-dire par l'impu-
« tation sur la succession du prémourant, dont la consé-
« quence est de soustraire l'époux survivant à toute récla-
« mation se référant, soit directement, soit indirectement,
« à la constitution dotale ;

« Attendu que, dans l'espèce, la solidarité de la dame
« Fouquier, ayant été éteinte par le paiement de la dot de
« sa fille, ne saurait revivre par suite de l'insuffisance de la
« succession de son mari, non plus que par l'effet de la
« clause subsidiaire, laquelle ne peut donner d'action à la
« dame Jubert que sur la succession de sa mère. »

En résumé, on fait produire à la clause d'imputation sub-

(1) D. 1899, I, 505 ; S. 1900, I, 81.

sidiaire simple les effets de la clause d'imputation intégrale, sauf un recours (combien illusoire !) de l'enfant contre la succession du survivant. Et, ajoute-t-on, cette interprétation est conforme à l'intention des parties, si l'on considère que ces stipulations sont insérées dans les contrats de mariage dans l'intérêt du survivant des donateurs.

Les époux Jubert se pourvurent en cassation, en invoquant l'obligation de garantie à laquelle était tenue la mère survivante.

La Cour suprême, par un arrêt du 2 mai 1899 (1), cassa la décision des magistrats d'appel : « ... mais attendu que
« la constitution de dot par avancement d'hoirie est, par
« définition, une avance faite sur la part héréditaire du
« donataire et qu'elle suppose, dès lors, nécessairement, un
« paiement fait par le donateur de son vivant ; que, si la
« dot ainsi constituée par les deux époux n'est imputable
» que subsidiairement sur la succession du survivant, il
« s'ensuit uniquement que celui-ci n'est réputé y avoir
« contribué que pour la portion qui excède l'émolument
« recueilli par le donataire dans la succession du prédécédé ;
« mais que, resté dans ces limites, donateur de la dot par
« avancement d'hoirie, il est tenu, en cette qualité, de
« toutes les obligations que lui impose la loi, et notamment
« de la garantie édictée par l'article 1440 du Code civil ;
« que le donataire a donc contre lui une action directe pour
« se faire rembourser tout ce dont il a été privé par suite
« du rapport qu'il a été obligé de faire à ses cohéritiers
« dans la première succession, et qui représente la part
« incombant définitivement au survivant dans la libé-
« ralité... »

L'affaire fut renvoyée devant la cour d'Orléans qui, dans

(1) Cass. civ., 2 mai 1899. D. 1899, I, 505 ; S. 1900, I, 81.

un arrêt du 28 mars 1900 (1), adopta l'opinion de la Cour de cassation sur l'existence du recours au profit de l'enfant et, pour éviter un circuit d'actions, décida que les attributions de M^{me} Fouquier seraient réduites dans la mesure de l'insuffisance de la succession à fournir la totalité de la dot à la donataire. Il n'est pas inutile, cependant, de citer quelques-uns des considérants de son arrêt :

« Considérant qu'aux termes de l'article 1440 du Code
« civil, la garantie de la dot est due par toute personne qui
« l'a constituée, et que, par suite, chacun des époux Fou-
« quier se trouve tenu dans la mesure de son obligation ;
« qu'il résulte, en effet, de la loi que l'obligation contractée
« par la dame Fouquier n'est pas éteinte par le paiement de
« la dot lors du contrat de mariage, l'engagement de ladite
« dame portant non seulement sur ce paiement, mais
« encore sur sa garantie en cas d'éviction partielle ou
« totale ; que cette interprétation se trouve confirmée par ce
« fait que la donation est constituée en avancement d'hoirie
« sur la succession du premier mourant, et subsidiaire-
« ment, s'il y avait lieu, sur la succession du survivant ;

« Considérant, en effet, qu'une donation par avancement
« d'hoirie est une avance faite sur la part héréditaire, et
« qu'elle implique nécessairement un paiement du dona-
« teur de son vivant ; que la dame Fouquier, en stipulant
« que cette donation était faite, s'il y avait lieu, sur la suc-
« cession du survivant, a pris par cela même l'engagement
« d'en effectuer le paiement sur sa fortune avant son décès,
« en cas d'insuffisance des biens du prédécédé ;

« Considérant, d'autre part, que l'imputation sur la suc-
« cession du survivant ne peut se concevoir sans l'idée d'un

(1) D. 1902, II, 101 ; S. 1900, I, 168.

« paiement antérieur effectué par lui de tout ou partie de
« la dot ;

« Considérant que, par suite des termes employés par les
« parties et de leur commune intention, la clause du con-
« trat de mariage doit être interprétée en ce sens que les
« constituants se sont engagés à payer et à garantir la dot
« sur tous leurs biens, sans que les donataires soient tenus
« d'attendre l'ouverture de la succession du survivant. »

2° *Approbations et critiques.*

Thèse du jugement du tribunal de la Seine et de la cour de Paris.

Nous retrouvons dans cette thèse, qui accorde à l'enfant un recours, mais seulement contre la succession du survivant, le système d'un arrêt de la cour de Paris du 11 janvier 1853 précité (1), avec, en plus, une tentative de justification.

Cette interprétation « judaïque », selon l'expression de M. Esmein (2), fut unanimement repoussée, d'autant qu'elle conduisait à des résultats pour le moins étranges. C'est ce que fit ressortir avec force le conseiller rapporteur en examinant le pourvoi en cassation (3). « On admet ainsi, disait-il, trois phases : la première où le père et la mère étaient solidairement obligés ; la seconde où la mère (survivante dans l'espèce) n'est plus tenue à rien ; la troisième où l'obligation renaît contre la mère, ou plutôt contre sa succession. »

(1) Ci-dessus, page 80.

(2) ESMEIN, sous Cass. civ., 2 mai 1899. S. 1900, I, 81.

(3) *Rev. Not.*, 1899, n° 10268.

Quelle que soit la combinaison adoptée pour l'accomplir, il est très certain que le dessein des parties, en adoptant la clause d'imputation subsidiaire, est d'assurer à l'enfant doté l'irréductibilité de sa dot ; singulière façon d'y parvenir que de lui donner action contre la succession du survivant, à laquelle il devra rapporter immédiatement ce qu'il recevra, si même il ne voit pas s'évanouir sa qualité de créancier !

Du reste, une concession faite par les partisans de cette thèse suffirait à la ruiner : si la dot a été fournie en biens du survivant, celui-ci aura bien une action en indemnité contre la succession de son conjoint ; mais, si cette succession est insolvable, il ne pourra se retourner contre le donataire.

Thèse de la Cour de cassation.

L'arrêt de la Cour de cassation bénéficia, tout d'abord, de l'hostilité manifestée par tous contre la thèse des premiers juges et il fut accueilli avec joie (1) : on savait gré à la Cour suprême d'avoir consacré le principe d'un recours de l'enfant doté contre le survivant et nombreux furent les praticiens qui crurent trouver l'application de leur système habituel. Mais bientôt une réaction se produisit et l'on fut amené à constater que ce dernier ne cadrerait pas avec les conséquences logiques de l'arrêt, dont la première était le rapport intégral de la dot à la succession du prémourant. On se trouvait en présence d'un mélange bizarre des deux combinaisons que nous avons proposées plus haut pour sauvegarder l'intérêt de l'enfant doté : voyant toujours dans l'imputation la mise de la dot à la charge de la succession du

(1) Cf. revues notariales de l'époque.

prémourant, la Cour de cassation exigeait le rapport intégral à cette succession, mais, par une anomalie évidente, elle imposait au survivant l'obligation de garantie de l'article 1440 du Code civil qui n'est due que par le donateur.

Cette contradiction a été signalée avec force par les partisans du système de la pratique. Tout en regrettant que la Cour suprême ait cru devoir invoquer l'article 1440, il nous semble voir dans les attendus de son arrêt et surtout dans ceux de l'arrêt de la cour d'Orléans une autre analyse juridique de la clause, analyse très imparfaite du reste : par le fait de son décès, le prémourant serait donateur principal ; c'est à sa succession que se ferait le rapport de toute la dot s'il y avait lieu ; le survivant n'interviendrait comme donateur secondaire que si le donataire subissait une perte sur le montant de sa dot.

Nous n'insistons pas davantage sur ce point, car la Cour de cassation a précisé sa jurisprudence de façon à éviter la contradiction que nous venons de signaler.

C) De l'affaire FOUQUIER-JUBERT à l'affaire D'ARJUZON.

La thèse des praticiens (1) fut admise par le tribunal de Niort, dans deux jugements, l'un du 13 juillet 1899, l'autre du 2 mars 1901 (2).

Nous transcrivons quelques attendus du premier de ces jugements, car on y voit très nettement que, pour justifier le système adopté, il faut renoncer à la notion traditionnelle d'imputation :

« Attendu que les époux X... ont constitué à leur fille une dot de... en avancement d'hoirie pour en faire l'imputa-

(1) Cf. page 74.

(2) Rapportés par M. HENRY dans un article de la *Revue Critique de législation et de jurisprudence*, 1901, p. 177.

« tion sur la succession du prémourant et subsidiairement
« sur celle du survivant ;

« Attendu que la succession du père donateur, premier
« décédé, est insuffisante pour remplir d'une valeur égale à
« cette dot l'enfant non encore approprié ;

« Attendu que, ladite dot ayant été payée en valeurs de
« communauté, une récompense de pareille somme est due
« à la masse commune, et qu'en raison de la double im-
« putation à faire sur la succession des deux donateurs, vu
« l'insuffisance de la succession du mari, première et seule
« ouverte actuellement, cette charge de récompense devra
« être répartie entre les deux parents donateurs ; que, fina-
« lement, la récompense sera supportée par la succession du
« mari jusqu'à concurrence de la part héréditaire d'actif
« net que le donataire y rapportera en moins prenant,
« c'est-à-dire *retiendra en imputation sur sa part d'hoirie*
« et par la veuve survivante pour le surplus ;

« Attendu que *la clause de double imputation ne permet*
« *le rapport qu'en moins prenant* à la succession du père
« prémourant en réservant le rapport effectif à la succession
« de la mère survivante de tout ce qui n'aura pas été imputé
« sur la succession du père prémourant ; qu'en effet, en cas
« d'insuffisance de la succession du prémourant pour assu-
« rer par ses seules forces la totalité de la dot constituée,
« une partie de la donation est stipulée imputable sur la
« succession du survivant, et, par conséquent, *rapportable*
« à cette succession. »

Le deuxième jugement avait trait à une dot non payée du vivant des donateurs et décidait que le montant de la part héréditaire du donataire dans la succession du prémourant fixait la part contributoire de ce dernier dans la dot.

Mais la thèse de la Cour de cassation était suivie par un

jugement du tribunal de la Seine du 3 mars 1902, confirmé par un arrêt de la cour de Paris du 14 mai 1903 (1) :

« Considérant... que la pensée du tribunal n'a point été
« d'affranchir le survivant des donateurs de son obligation
« solidaire ; qu'il a seulement voulu dire que, la dame L...
« mère étant prédécédée, la dot constituée au profit de cha-
« cun de ses quatre enfants était censée avoir été constituée
« par elle pour le tout et que le paiement qui en avait été
« fait était censé avoir été effectué par elle seule ; que les
« premiers juges en ont conclu, à bon droit, que c'était à
« la succession de la dame L... mère que les trois enfants
« qui avaient reçu effectivement le montant de leur dot
« devaient en faire le rapport, afin de maintenir l'égalité
« entre eux et la dame L... des C..., quatrième enfant, qui
« n'en avait point été payée. »

D) L'affaire D'ARJUZON.

Avec cette affaire, nous allons assister à un revirement de la jurisprudence de la cour de Paris et à l'affirmation par la Cour de cassation du système ébauché dans son arrêt de 1899.

1° *Exposé des faits et décisions*

M. et M^{me} d'Arjuzon, mariés sous le régime dotal avec société d'acquêts, avaient solidairement constitué en dot avec la clause d'imputation subsidiaire simple, à leur fils, M. Louis d'Arjuzon, une somme de 300.000 francs, et à leur fille, M^{me} de Voize, une somme de 315.000 francs.

Ces deux dots avaient été payées savoir : à concurrence de 233.966 fr. 90 en biens de la société d'acquêts ; — à concu-

(1) *Gaz. du Palais*, 1907, p. 355 ; *Rev. Not.*, 1904, n° 11741 ; *DEFRÉ-NOIS*, 1902, n° 12429, et 1903, n° 13258.

rence de 381.033 fr. 10 en valeurs propres à M^{me} d'Arjuzon.

M. d'Arjuzon père décède le 9 avril 1900, laissant sa veuve et quatre enfants nés du mariage. La société d'acquêts et la succession de M. d'Arjuzon sont déficitaires : M^{me} d'Arjuzon renonce à la communauté et les enfants acceptent la succession de leur père sous bénéfice d'inventaire ; enfin divers créanciers interviennent au partage.

Le notaire, chargé de la liquidation de la succession, ayant constaté que celle-ci était absorbée par le passif et qu'ainsi les enfants dotés ne recueilleraient dans la succession aucun bien réel, considéra les dots comme constituées par M^{me} d'Arjuzon seule ; mais, par une singulière contradiction, il ne fit pas faire récompense par cette dernière à la société d'acquêts de la partie de ces dots payée au moyen de biens qui en avaient été tirés. En vue de grossir l'actif de la succession de leur débiteur, les créanciers demandèrent que M^{me} d'Arjuzon fût reconnue débitrice, de ce chef, envers la société d'acquêts, d'une somme de 233.966 fr. 90.

Leur prétention fut admise par le tribunal civil de Dreux dans son jugement du 9 mai 1905 (1) dont voici les principaux attendus :

« Attendu que l'addition à la constitution de dot con-
« jointe et solidaire de la stipulation que cette dot était con-
« sentie en avancement d'hoirie précise la nature de cette
« libéralité et indique qu'elle n'est qu'une avance sur la
« succession des donateurs ; que, d'autre part, la clause
« d'imputation d'abord sur la succession du prémourant et
« subsidiairement, s'il y a lieu, sur celle du survivant a
« pour effet de reporter à l'époque du décès du prémourant
« la solution de la question de savoir, suivant le résultat de

(1) *J. du Not.*, 1911, p. 91.

« la liquidation de cette succession, quel est, en réalité, le
« donateur et dans quelles proportions : le prémourant
« seul, si l'enfant doté recueille dans sa succession intégrale-
« ment l'équivalent de sa dot ; dans le cas contraire, le
« prémourant pour la partie recueillie et le survivant pour
« le surplus, et enfin le survivant seul si la succession du
« prémourant n'a donné aucun émolument ;

« Attendu que la solution de cette question sert à déter-
« miner non seulement l'obligation et la contribution à la
« dot du survivant, si la dot n'a pas été payée, mais encore
« l'éventualité et la quotité du rapport des enfants dotés et
« les récompenses, s'il y a lieu, à la communauté ;

« Attendu, en l'espèce, que le notaire liquidateur a fait
« une juste application de ce principe, en déclarant qu'au-
« cune partie des dots ne pouvant s'imputer sur la succes-
« sion du *de cujus*, ces dots se trouvaient entièrement à la
« charge de la dame d'Arjuzon, à la succession de laquelle
« elles seront rapportables par les enfants dotés, mais qu'il
« aurait dû l'étendre au règlement de la question des
« récompenses ;

« Attendu, en effet, que la société d'acquêts, en payant
« une partie des dots, n'a pu le faire qu'à titre d'avance
« pour le compte de l'époux à la succession duquel ces dots
« seraient rapportables comme constituant de sa part une
« charge personnelle ; qu'il doit donc être tenu compte par
« cet époux, en l'espèce la veuve d'Arjuzon, à la société
« d'acquêts, des sommes qui ont été déboursées pour
« acquitter ces charges, qui, par l'effet de la condition du
« prédécès de son mari et du déficit de sa succession, lui
« restent en entier personnelles. »

Sur appel de M^{me} d'Arjuzon, la cour de Paris, par un arrêt

du 20 mars 1907 (1), confirma le jugement du tribunal de Dreux, mais en appuyant sa décision sur des considérants nouveaux dont certains sont, pour le moins, assez mal choisis :

« Considérant que la clause ainsi formulée a pour effet
« que, pendant la vie des deux parents, ils sont chacun
« tenus de la dot par moitié dans leurs rapports entre eux,
« pour le tout envers l'enfant donataire, mais que la mort
« de l'un des parents constitue l'accomplissement d'une
« condition qui fixe définitivement la mesure dans laquelle
« l'un et l'autre doit être envisagé comme ayant été le
« donateur ; qu'à partir de ce moment, du décès de l'un des
« parents, soit dans l'espèce de d'Arjuzon père, la règle de
« l'article 1438, d'après laquelle, si les deux parents ont
« constitué conjointement la dot de l'enfant commun, sans
« exprimer la portion pour laquelle ils entendaient y con-
« tribuer, ils sont censés avoir doté chacun pour moitié,
« soit que la dot ait été fournie ou promise en effets de la
« communauté, soit qu'elle l'ait été en biens personnels à
« l'un des époux, est devenue sans application, par suite de
« la stipulation d'imputation sur la succession du prémou-
« rant des constituants et subsidiairement sur celle du sur-
« vivant ;

« Considérant que le notaire liquidateur aurait pu inter-
« prêter cette clause de la façon suivante... (rapport inté-
« gral des dots à la succession de M. d'Arjuzon) ;

« Mais considérant que le notaire liquidateur a justement
« estimé que tel n'était pas le sens que les parties avaient
« voulu donner à la clause de constitution de dot et qu'elles
« avaient entendu aboutir au même résultat qu'avec la
« clause entrée en usage dans la pratique notariale de Paris,

(1) D. 1912, I, 5 ; S. 1908, II, 1.

« en vue d'éviter les difficultés qui se sont produites concer-
« nant celle ci-dessus transcrite et dans laquelle la stipula-
« tion d'imputation sur la succession du prémourant des
« parents, et subsidiairement du survivant, est suivie de
« l'énonciation explicite que l'époux donataire ne sera
« jamais tenu à un rapport effectif à la succession du pré-
« mourant ; qu'en d'autres termes, le notaire a justement
« apprécié que les dots de la dame de Voize et de Louis
« d'Arjuzon n'étaient imputables sur la succession du pré-
« mourant de leurs parents qu'à concurrence de la part que
« les donataires recueilleraient effectivement dans cette
« succession ; que cette part étant nulle, il en a tiré cette
« conséquence que les dots se trouvaient pour le tout rap-
« portables à la succession de la dame d'Arjuzon mère, ce
« qui revient à dire que ladite dame d'Arjuzon mère doit
« être envisagée comme ayant seule et personnellement
« constitué les dots, puisque, par définition, une dot rap-
« portable à une succession est une avance faite par celui à
« la succession duquel le rapport doit s'effectuer sur la part
« héréditaire du donataire ;

« Considérant que cette interprétation du notaire liquida-
« teur était si bien conforme à la pensée de la dame d'Arju-
« zon mère qu'elle n'a songé à la contester que dans les
« dernières conclusions par elle prises devant la Cour ;

« Considérant, ce point établi, que c'est la dame d'Arju-
« zon mère qui a constitué les dots ; que les premiers juges
« ont fait une exacte application de l'article 1469 du Code
« civil, aux termes duquel chaque époux ou son héritier
« rapporte (l'expression étant employée dans le sens de fait
« récompense) les sommes qui ont été tirées de la commu-
« nauté ou la valeur des biens que l'époux y a pris pour
« doter personnellement l'enfant commun ;

« Considérant qu'il n'y a lieu de s'arrêter à la double
« objection tirée : 1° de ce que la clause d'imputation sur la
« succession du prémourant n'est insérée aux contrats de
« mariage que dans l'intérêt du parent survivant et qu'il
« est inadmissible qu'on arrive à ce résultat que ladite
« clause lui préjudicie et 2° de la règle de l'article 857 du
« Code civil ;

« Considérant, tout d'abord, qu'il n'est pas démontré que
« l'interprétation donnée à la clause discutée de constitu-
« tion de dot soit plus désavantageuse pour la dame d'Arju-
« zon que celle qui l'exposerait à un recours de ses enfants
« pour les 307.500 francs dont ils se trouveraient privés,
« par suite d'un rapport effectif à la succession de leur père,
« qu'en outre, il ne faut pas confondre la clause d'imputa-
« tion sur la succession du prémourant avec celle d'impu-
« tation sur la succession du prémourant et subsidiaire-
« ment du survivant des donateurs ; que la substitution,
« dans la pratique notariale, de cette seconde clause à la
« première a précisément eu pour objet de corriger ce que
« cette première clause aurait de rigoureux pour l'enfant
« doté ; que le but cherché ne peut être atteint sans exposer
« le parent survivant à un risque correspondant à l'avan-
« tage concédé à l'enfant ;

« Considérant, d'autre part, qu'il ne s'agit pas de faire
« profiter les créanciers de d'Arjuzon père d'un rapport
« qui serait effectué à la succession de celui-ci, mais de
« déterminer quel est celui des parents qui, par l'effet de la
« clause qu'il leur a convenu d'insérer au contrat de
« mariage de deux de leurs quatre enfants, est le consti-
« tuant des dots ; puis, ce point précisé, et se trouvant
« reconnu que c'est la dame d'Arjuzon qui doit être consi-
« dérée comme ayant constitué des dots, de fixer les sommes

« qui, pour ce faire, lui ont été fournies par la communauté
« et dont elle doit, de ce chef, récompense ; que, de même
« qu'ils ne retirent rien d'un rapport à la succession de
« d'Arjuzon père, puisqu'il ne lui en est pas fait, les créan-
« ciers n'auront aucun droit sur les sommes que la dame
« d'Arjuzon, à qui il a convenu de devenir seule consti-
« tuante des dots, avait pris le montant de ces dots sur ses
« biens personnels, au lieu de se faire effectuer pour les
« acquitter une avance pour la communauté. »

M^{me} d'Arjuzon se pourvut devant la Cour de cassation qui, à la date du 28 novembre 1910 (1), rendit un arrêt ainsi conçu :

« Attendu que la clause ci-dessus reproduite ne présen-
« tait aucune ambiguïté, qu'elle avait pour conséquence
« légale de faire réputer celui des deux époux qui décéderait
« le premier seul constituant, et d'obliger les donataires à
« rapporter à sa succession l'intégralité des dots, sous la
« réserve toutefois que, si leur part héréditaire dans ladite
« succession était inférieure au montant du rapport, l'époux
« survivant leur tiendrait compte de la différence, en raison
« de son engagement solidaire et de l'obligation de garantie
« qui en résultait, sauf à faire rapporter à sa propre succes-
« sion les sommes par lui déboursées de ce chef ;

« Attendu, néanmoins, que d'Arjuzon père étant décédé
« le premier, et des contestations ayant été soulevées au
« sujet de la liquidation de sa succession par les consorts
« Foubert, créanciers de la société d'acquêts intervenant au
« partage, l'arrêt attaqué a déclaré que la veuve d'Arjuzon
« devait être considérée comme ayant seule constitué les
« dots et serait tenue de faire récompense à la société d'ac-

(1) D. 1912, I, 5 ; S. 1913, I, 81.

« quêts du montant des sommes puisées dans la communauté pour le paiement desdites dots, par le motif que la dame de Voize et Louis d'Arjuzon ne retireraient aucun émolument de la succession paternelle qui présentait un déficit ;

« Attendu que, pour justifier cette solution, les juges du fond allèguent que les parties, en adoptant la clause d'imputation principale et subsidiaire, auraient entendu en régler les effets conformément à une stipulation entrée dans la pratique notariale, et suivant laquelle l'enfant doté ne serait « jamais tenu à un rapport effectif à la succession du prémourant » ;

« Mais attendu que, sans rechercher quelle pourrait être la portée d'une semblable stipulation, il suffit de constater que l'arrêt ne relève aucune circonstance de nature à établir que les contractants s'y seraient implicitement soumis.

« D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait et en ordonnant une rectification de l'état liquidatif dans le sens des prétentions des créanciers de la société d'acquêts, ledit arrêt a méconnu les effets légaux des contrats passés par les parties et a violé le texte de la loi ci-dessus visé.

« Casse... »

Sur renvoi, la cour de Caen, dans son arrêt du 21 juin 1911 (1), décida, comme la Cour suprême, que M^{me} d'Arjuzon ne devait pas à la société d'acquêts la récompense réclamée, mais elle basa sa décision notamment sur les attendus suivants que nous reproduisons entièrement, car nous reviendrons sur l'interprétation qu'ils peuvent suggérer.

(1) D. 1912, I, 5 ; S. 1913, II, 45.

« Attendu qu'en constituant conjointement et solidairement à leurs deux enfants, M^{me} de Voize et M. Louis d'Arjuzon, une dot globale de 615.000 francs, M. et M^{me} d'Arjuzon sont devenus l'un et l'autre débiteurs envers eux de cette somme ; que le sieur d'Arjuzon, en prenant dans la communauté une somme de 233.970 fr. 60 et en l'em-
« ployant au paiement des dots promises à ses enfants, n'a fait que payer sa dette ; que la somme versée par M. d'Arjuzon à ses deux enfants est entrée dans leur patrimoine à titre de dot et se trouve, par là même, rapportable à sa succession ; que l'insolvabilité de la succession de M. d'Arjuzon n'est donc que relative ; que, sans doute, vis-à-vis des créanciers de d'Arjuzon, qui n'ont aucun droit sur les sommes rapportables, sa succession est en déficit, puisque son passif excède son actif, mais que, vis-à-vis de ses enfants, il en est différemment puisque ceux-ci bénéficient, de son chef, d'une somme de 233.970 fr. 60 ; que cette somme forme si bien, au regard de ses héritiers, un actif réel, que les enfants non dotés auraient pu, s'ils l'avaient voulu, en exiger le rapport et en réclamer le partage avec les enfants dotés ;

« Attendu que c'est par conséquent à tort que les premiers juges ont déclaré que les dots de M^{me} de Voize et de M. Louis d'Arjuzon ne pouvaient s'imputer pour une portion quelconque sur la succession de M. d'Arjuzon et qu'elles devaient être mises par suite entièrement à la charge de M^{me} d'Arjuzon ;

« Attendu que la question que la cour a à trancher, au point de vue de l'état liquidatif dressé par le notaire commis, est uniquement celle de savoir si M^{me} d'Arjuzon doit ou ne doit pas récompense à la communauté de la somme de 233.970 fr. 60 ; qu'il n'est aucunement besoin,

« pour solutionner cette question, d'examiner si le sieur
« d'Arjuzon doit être considéré comme ayant constitué les
« dots pour la somme de 615.000 fr. ou seulement pour
« 233.970 fr. 60 ; qu'il suffit de constater qu'il résulte de
« ce qui précède que la somme de 233.970 fr. 60 que le sieur
« d'Arjuzon a prise sur les fonds de la communauté lui a
« servi à payer une dette qui lui était personnelle et que la
« dame d'Arjuzon ne peut être, dès lors, tenue d'en faire
« récompense à la communauté. »

2° Approbations et critiques.

Les diverses phases de l'affaire d'Arjuzon furent suivies très attentivement tant par les praticiens que par les civilistes ; les premiers savaient, en effet, que de l'issue de ce procès retentissant dépendait le sort de leur interprétation de la clause d'imputation subsidiaire ; quant aux seconds, ils espéraient bien voir casser l'arrêt si malheureusement motivé de la cour de Paris. On comprendra encore mieux l'intérêt du débat si l'on veut bien remarquer que, dans l'espèce, les conséquences de l'un ou de l'autre systèmes présentaient un côté « moral » qui ne pouvait échapper puisqu'en définitive il s'agissait de savoir si M^{me} d'Arjuzon aurait ou non à verser 233.970 fr. 60 aux créanciers de son mari. Cet « impondérable » ne transparaît dans aucun attendu, mais nous ne croyons pas téméraire d'affirmer qu'il influença les magistrats de la Cour suprême.

La thèse de la cour de Paris, en réputant M^{me} d'Arjuzon seule donatrice et, par conséquent, en l'obligeant à verser une récompense à la société d'acquêts, offrait par là même cette récompense aux créanciers de M. d'Arjuzon, c'est-à-

dire à des étrangers. Le système de la Cour de cassation, au contraire, considérant M. d'Arjuzon comme donateur, astreignait bien les enfants dotés à rapporter leurs dots, mais ce rapport ne pouvait profiter aux créanciers paternels ; seuls les autres enfants en bénéficiaient (art. 857, C. C.). Et si M^{me} d'Arjuzon était tenue de rembourser aux donataires la perte qu'ils subissaient par suite du rapport réel, c'était cette fois à ses enfants et non à des étrangers qu'elle avait à verser de l'argent.

Nous étudierons ultérieurement dans le détail les systèmes consacrés successivement par ces arrêts, la théorie de la cour d'appel étant celle des praticiens, mais nous tenons à signaler tout de suite certaines critiques spéciales à l'arrêt de la cour de Paris.

M. Esmein, dans sa note au *Sirey* (1), a parfaitement mis en lumière les deux premières.

Cet arrêt, dit-il, « présente d'abord un trait singulier. Après avoir déclaré : « le notaire liquidateur aurait pu inter-
« préter cette clause de la façon suivante »... la cour adopte (avec le notaire) une interprétation toute différente, « con-
« sidérant, dit-elle, que le notaire liquidateur a justement
« estimé... » Voilà qui nous étonne ! Pour une même question de droit, pour l'interprétation d'une même clause, il y a deux solutions possibles ! Sans doute la cour préfère la seconde, mais elle considère la première comme également admissible. Cela nous paraît contraire à la notion même du droit. »

Un second attendu très critiquable est celui qui commence par ces mots :

« Considérant tout d'abord qu'il n'est pas démontré que

(1) S. 1908, II, 1.

l'interprétation donnée à la clause discutée de constitution de doit soit plus désavantageuse... » Et M. Esmein répond : « Mais, pour repousser une interprétation qu'elle croit fausse et malfaisante, une partie n'a pas besoin de prouver que pécuniairement le résultat différera sensiblement de celui produit par une interprétation différente. Elle a droit à la vérité ! »

Enfin, l'arrêt de Paris invoquait, pour justifier son système, une clause de dispense de rapport effectif qui ne se trouvait pas dans les contrats de mariage des enfants d'Arjuzon ; la Cour de cassation fit justice de cet abus.

E) Décisions judiciaires postérieures à l'affaire d'ARJUZON

L'arrêt rendu par la Cour de cassation dans l'affaire d'Arjuzon a définitivement établi la jurisprudence.

Citons tout d'abord un certain nombre de décisions où les principes posés cadrent avec le système de la Cour suprême ; Trib. de Rouen, 10 mars 1909, et cour de Rouen, 2 mars 1910 (1) ; Bordeaux, 8 février 1911 (2) ; Cassation civ., 21 mars 1911 (3) ; Cassation Req., 10 juin 1912 (4) ; Cassation Req., 7 janvier 1913 (5) ; Seine, 20 juin 1917 (6) ; Paris, 18 octobre 1921 (7). Mais il importe surtout de retenir deux décisions plus récentes :

1° Un arrêt de la Cour de cassation (Chambre civile) du

(1) D. 1913, I, 169, et S. 1912, II, 81.

(2) DEFRÉNOIS, 1912, n° 17539, et *Rev. Not.*, 1911, n° 14537 et 14538.

(3) D. 1912, I, 5, et S. 1913, I, 569.

(4) D. 1913, I, 169, et S. 1914, I, 457.

(5) D. 1913, I, 203.

(6) *Rev. Not.*, 1919, n° 17591.

(7) *Rev. Not.*, 1922, n° 18807.

28 février 1922 (1) qui, à propos d'une clause d'imputation subsidiaire simple, contient ce passage : « Mais attendu
« que la clause sus-énoncée a pour conséquence légale de
« faire réputer seul constituant celui des époux qui décède
« le premier et d'obliger les donataires à rapporter à sa
« succession l'intégralité des dots avec les intérêts, sous la
« réserve toutefois que, si leur part héréditaire dans cette
« succession était inférieure au montant du rapport, l'époux
« survivant leur tiendrait compte de la différence, en raison
« de son engagement solidaire et de l'obligation de garantie,
« sauf à faire rapporter à sa propre succession les sommes
« par lui déboursées de ce chef. »

2° Un arrêt de la cour de Paris du 21 mars 1923 (2) rendu dans une espèce où la dot restait due en partie lors du décès du prémourant : « Considérant que la clause du
« contrat portant imputation de la dot d'abord sur la succession du prémourant et subsidiairement sur celle du survivant a eu pour conséquence légale de faire réputer le prémourant, en l'espèce le sieur M..., seul constituant ; que
« ladite clause, par le décès de ce dernier, a produit tout son effet et a rendu exigible la dot constituée en avancement
« d'hoirie, celle-ci étant due par la seule succession du sieur M... ; que cette dot doit donc être prélevée d'abord
« sur la succession dudit sieur M... Considérant, d'autre part, que l'engagement solidaire de la survivante des
« donateurs, la dame M..., l'oblige à garantir l'exécution
« de la clause d'imputation énoncée et met obstacle à ce
« qu'elle puisse réclamer un droit de préférence pour la
« créance des reprises. »

(1) D. 1924, I, 33, note signée M. N., et S. 1923, I, 145. note de M. HUGUENY.

(2) D. 1923, II, 117.

II. *Analyse juridique du système de la jurisprudence.*

Des développements qui précèdent il ressort qu'après quelques hésitations, l'interprétation jurisprudentielle de la clause d'imputation subsidiaire simple est aujourd'hui nettement fixée ; elle peut se traduire en deux propositions :

1° Par l'effet de son prédécès, le prémourant des père et mère est seul donateur, et le rapport de la dot, s'il y a lieu, doit se faire intégralement à sa succession.

2° Le donataire a un recours immédiat contre le survivant pour se faire rembourser la partie de dot qui a pu lui être enlevée par un rapport réel ou, dans le cas d'une dot non payée, pour se faire compléter cette dot si sa part héréditaire est insuffisante pour l'en remplir — le tout sauf à rapporter ultérieurement à la succession du survivant la somme touchée de ce dernier.

Comment justifie-t-on ces deux propositions ? La Cour de cassation, voyant dans la clause d'imputation subsidiaire qui lui était soumise, en raison même des termes employés, un simple perfectionnement de la clause d'imputation intégrale, a conservé l'idée maîtresse de celle-ci, c'est-à-dire la fixation de la qualité de seul donateur sur la tête du prémourant par le fait même de son prédécès. Rien n'indique, en effet, que le mot « imputation » ait perdu le sens qu'une pratique et une jurisprudence à peu près unanimes lui ont donné dans la clause originaire ; il implique toujours l'idée d'une « mise rétroactive » de la dot à la charge du prémourant par le jeu des conditions qu'il contient. Il s'ensuit logiquement que, s'il y a lieu à rapport, celui-ci doit être fait intégralement à sa succession.

On objecte à ce raisonnement qu'il s'agit, en l'espèce,

d'une clause en perpétuelle évolution, en constant progrès, dont il faut étudier le sens et la tendance. Nous ne négligeons pas le moins du monde cet aspect du problème, mais nous persistons à croire que les termes employés doivent correspondre aux innovations apportées dans le mécanisme de la clause. Il ne suffit pas de dire qu'historiquement, l'intérêt de l'enfant doté a pris le pas sur celui du survivant des donateurs ; cela, personne ne le conteste ; il faut définir nettement le moyen choisi par les parties pour sauvegarder cet intérêt du donataire.

La Cour de cassation, dans ses derniers arrêts, fonde le recours de l'enfant doté contre le survivant sur l'engagement solidaire de ce dernier et l'obligation de garantie qui en résulte.

Notons tout de suite un point important : la Cour ne parle plus, comme elle l'avait fait dans son arrêt Fouquier-Jubert du 2 mai 1899 (1), de l'article 1440 du Code civil. La garantie qu'impose, en effet, cet article est celle dont est tenu tout donateur ; or, il était facile de répondre à la Cour suprême que cette obligation imposée au survivant était incompatible avec l'attribution au seul prémourant de la qualité de donateur.

Il n'y a donc plus lieu aujourd'hui de s'arrêter à cette objection.

Une critique autrement sérieuse a été adressée à la dernière jurisprudence de la Cour de cassation et nous avouons qu'elle nous paraît difficilement réfutable : vous fondez, a-t-on dit, l'obligation du survivant sur son engagement solidaire ; mais la solidarité a disparu par suite du décès du prémourant et elle ne peut plus produire effet. Puisque

(1) Ci-dessus, page 83.

vous décidez que le prédécédé est seul donateur, son conjoint ne pouvait être obligé que comme caution ; son obligation accessoire a suivi le sort de l'obligation principale qui s'est trouvée éteinte par le décès.

Ce raisonnement nous semble parfaitement exact : la solidarité insérée dans une constitution de dot avec clause d'imputation ne peut avoir pour but que de garantir le paiement de la dot du vivant des donateurs, en permettant à l'enfant de s'adresser indifféremment à l'un ou à l'autre. Il ne faut pas aller plus loin et, à notre avis, la Cour suprême a eu tort de fonder sur la solidarité l'obligation du survivant. Aussi bien M. Gaudemet, qui, dans un commentaire de l'arrêt du 28 novembre 1910 (1), a tenté l'analyse de la jurisprudence de la Cour suprême, a laissé de côté cette idée de solidarité : « par le fait de la constitution accompagnée de la clause litigieuse, chacun des conjoints contracte une double obligation : une obligation de payer la dot qui, en vertu de la clause d'imputation principale, est soumise à la condition résolutoire de prédécès de l'autre constituant ; et une obligation de garantir l'enfant doté pour le cas où sa dot, à la suite du prédécès de l'autre conjoint, serait réduite par l'application des règles du rapport. Ainsi, chacun des conjoints, en même temps qu'il est personnellement constituant sous condition résolutoire, est donc garant sous condition suspensive, dans la mesure indiquée, de l'efficacité de l'obligation de fournir la dot assumée par l'autre constituant. »

Voilà bien, nous semble-t-il, la justification du système de la Cour suprême : le décès du prémourant anéantit chez le survivant la qualité de donateur, mais il n'efface point

(1) *Revue trimestrielle de Droit civil*, année 1911.

celle de garant. Et ainsi peuvent s'expliquer d'une part le rapport de toute la dot à la succession du prémourant et d'autre part le recours du donataire contre le survivant.

On a fait remarquer (1) que, si le survivant était caution conventionnelle, on ne pouvait pas lui refuser, en cette qualité, le droit de se retourner contre les enfants représentants de l'époux prédécédé. Telle serait, en effet, la solution si l'engagement du survivant n'était qu'accessoire ; c'est pourquoi nous pensons que la Cour de cassation eût été mieux inspirée en ne basant pas l'obligation du survivant sur la solidarité, mais sur un engagement principal qui résulterait des mots « et subsidiairement », etc.

Reste une objection formulée très souvent contre le système de la Jurisprudence : comment justifier le rapport à la succession du survivant puisque l'enfant a déjà rapporté sa dot à la succession du prémourant ? Une même somme ne peut être rapportée deux fois.

La réponse est facile : nous dirons avec M. Gaudemet : « cette fraction de la dot doit être rapportée deux fois parce qu'elle a été payée deux fois et chaque fois à des titres différents. »

III. — *Fonctionnement du système de la Jurisprudence.*

De longs développements ne sont pas nécessaires pour exposer le fonctionnement du système de la Jurisprudence ; il suffit de compléter les effets de la clause d'imputation intégrale que nous avons analysés dans le chapitre II de la deuxième partie par l'adjonction d'un recours accordé à l'enfant doté contre le survivant.

(1) CHATON, *op. cit.*, p. 168.

Dans toutes les hypothèses, le prémourant est seul donateur, c'est donc à sa succession que doit être fait, s'il y a lieu, le rapport de toute la dot. Si, par suite de ce rapport, le donataire subit une perte, il a le droit de se retourner contre le survivant de ses père et mère pour en obtenir le remboursement.

Si la dot n'a pas été payée du vivant des donateurs et que la part héréditaire du donataire dans la succession du prémourant soit inférieure au montant de la dot, il peut demander au survivant de compléter sa part jusqu'à due concurrence.

Au surplus, nous renvoyons pour détails complétaires à ce que nous avons dit dans notre deuxième partie (1).

Notons enfin qu'au décès du survivant l'enfant doté devra tenir compte à la succession de ce dernier des sommes reçues de lui. Nous reviendrons du reste sur ce point (2).

§ II. — LE SYSTÈME DE LA PRATIQUE

Si l'interprétation jurisprudentielle de la clause d'imputation subsidiaire a été approuvée par presque tous les civilistes, seuls quelques praticiens en ont reconnu les avantages, tout au moins dans certains cas (3) ; les autres sont restés attachés au système qu'avait adopté la cour de Paris dans son arrêt d'Arjuzon du 20 mars 1907 (4) et que nous appellerons le système de la pratique.

Nous en étudierons successivement l'analyse juridique et le fonctionnement.

(1) Ci-dessus, page 48.

(1) Ci-dessous, page 115.

(3) FRANCK-DEYZAC, article du *J. du Not.* précité.

(4) Ci-dessus, page 92.

I. — *Analyse juridique.*

Le système de la pratique diffère essentiellement de celui de la Jurisprudence en ceci qu'au décès du prémourant il laisse subsister en principe deux donateurs et non plus un seul, le prémourant. Les obligations des père et mère sont de même nature ; seule l'étendue en est variable

Comment sera fixée la part prise par chacun d'eux à la constitution de dot ? Les partisans du système répondent : la part à la charge du prémourant dans la dot sera égale au montant des droits héréditaires de l'enfant doté. Mais qu'on ne s'y trompe pas, cette formule recouvre uniquement cette idée que l'enfant ne doit jamais être astreint à un rapport réel à la succession du prémourant.

Ici apparaît le bouleversement complet qu'ont apporté les praticiens en la matière : c'est le rapport en moins prenant que pourra effectuer l'enfant doté à la succession du prémourant qui déterminera la part contributoire de ce dernier. Ce rapport peut-il être de toute la dot, le survivant sera complètement déchargé ; peut-il être seulement d'une fraction de la dot, le survivant restera donateur du surplus ; est-il impossible, le survivant deviendra seul donateur.

On a voulu éviter au donataire la perte que lui faisait subir le rapport de sa dot en ramenant toujours celui-ci à un rapport en moins prenant. Il ne faut plus dire désormais que le rapport dépend de l'imputation, c'est l'imputation qui dépend du rapport au point même de se confondre avec lui. Répéterons-nous une fois de plus qu'à notre avis, les praticiens auraient dû, dès le début, donner à ce système nouveau une expression nouvelle elle aussi. En continuant à employer le terme « imputation » dans une formule calquée sur l'ancienne, ils ont, bien involontairement certes,

mais très sûrement, fait naître le malentendu que nous avons signalé entre la Pratique et la Jurisprudence.

Rien ne montre mieux l'importance attachée au rapport par les praticiens qu'un document dont se sont armés les partisans du système de la pratique. Tous ont parlé à l'envi, après M. le conseiller rapporteur Faye, d'une note « très ferme » du président de la Chambre des notaires de Paris produite à l'appui du pourvoi en cassation dans l'affaire Fouquier-Jubert (1). D'aimables concours nous ont permis d'avoir le texte complet de cette note et il nous paraît intéressant d'en citer les passages les plus saillants ; on remarquera que la question est immédiatement posée sur le terrain du rapport et on ne manquera pas aussi de noter les effets qu'on entendait faire produire à la solidarité. Après avoir cité la clause d'imputation subsidiaire, le rédacteur poursuit : « La volonté des contractants est que la dot
« fournie sous la sauvegarde d'une garantie solidaire de la
« part des donateurs ne donne lieu à aucun rapport effectif
« lors de l'ouverture de la succession du premier mourant
« d'eux. Un enfant qui a reçu 100.000 francs concourt, lors
« de l'ouverture de la première succession, par le rétablisse-
« ment fictif qu'il fait à la formation d'une masse de
« 300.000 francs ; si les droits des époux donateurs sont
« égaux et que le survivant soit donataire de son conjoint,
« la succession comprend 150.000 francs, dont la moitié ou
« 75.000 francs forme la réserve de l'enfant ; ce dernier
« impute les 100.000 francs à concurrence de ses droits
« héréditaires ou de 75.000 francs sur la succession du pré-
« mourant ; l'époux survivant prend les 25.000 francs d'ex-
« cédent à son compte, sans les réclamer à l'enfant, par

(1) Ci-dessus, page 82.

« suite de la garantie solidaire stipulée au contrat de mariage.

« Le résultat est que l'enfant doté ne fait aucun rapport à la première succession ouverte et que le survivant des donateurs conserve la situation la plus large...

« L'imputation prévue au contrat assure à l'enfant la conservation de la dot, qui a été un des éléments déterminants du mariage, et attribue à l'époux survivant la possibilité de jouir le plus largement des dispositions libérales prises à son profit par son conjoint.

« Voilà l'intention bien formelle, elle a présidé aux conventions matrimoniales, elle a pour objet l'intérêt des parents tout autant que celui de l'enfant.

« L'arrêt de la cour de Paris, par une interprétation qui n'entraîne en aucune façon dans l'intention des parties, a violé les dispositions légales servant de base à la convention du contrat de mariage.

« Il n'a vu qu'un côté de la question, il n'a eu souci que d'empêcher le survivant de supporter la moitié de la donation au décès de son conjoint, il n'a pas tenu compte de la garantie due à l'enfant, et pourtant c'était un des éléments principaux de la convention matrimoniale.

« Il a admis à tort que le paiement de la dot éteignait les obligations prises par les donateurs envers l'enfant doté, aussi bien au point de vue de la délivrance que de la garantie. La garantie avec la solidarité stipulée n'est-elle pas une délivrance qui se continue ? Elle prend effet au moment même où une action en rétablissement ou rapport amène l'enfant doté à faire compte aux parents de ce qu'il a reçu ; elle maintient entre ses mains, par le prélèvement à faire sur les droits du père ou de la mère survivant, la portion de la dot qui excède sa quote-part héréditaire dans la première succession ouverte. »

II. — *Fonctionnement du système de la Pratique.*

Nous devons distinguer les effets de la clause d'imputation subsidiaire interprétée conformément au système de la pratique : 1° à l'égard des donateurs ; 2° à l'égard du donataire.

A) Effets de la clause à l'égard des donateurs.

Le système ayant pour effet au décès du prémourant des donateurs de déterminer l'importance du rapport en moins prenant à effectuer par le donataire à la succession du prémourant fixe ainsi la part contributoire de celui-ci à la dot et par là même celle du survivant. Ces deux quotités ainsi fixées serviront de base au calcul des récompenses ou indemnités que peuvent devoir ou auxquelles peuvent prétendre les époux, chacun d'eux devant finalement supporter sur ses biens propres la part de dot à sa charge personnelle.

Les développements qui vont suivre permettront de connaître ces quotités.

B) Effets de la clause à l'égard du donataire.

Une nouvelle distinction s'impose ici : il faut séparer l'hypothèse d'une dot encore due au décès du prémourant et celle d'une dot payée du vivant des donateurs.

1° *Dot non payée.*

La solution dépend du parti que prend l'enfant doté vis-à-vis de la succession du prémourant.

A) *Acceptation pure et simple.*

En cas d'acceptation pure et simple de la succession par

l'enfant doté, la part recueillie par celui-ci constituera la fraction de la dot donnée par le prémourant.

Si cette part est égale ou supérieure à la dot, la prémourant sera réputé seul donateur et le survivant sera libéré.

Si cette part est inférieure à la dot, le prémourant ne sera donateur que jusqu'à due concurrence ; le survivant restera donateur pour le surplus et pourra être poursuivi en paiement par le donataire.

B) Acceptation sous bénéfice d'inventaire.

Nous avons déjà dit, en étudiant les effets de la clause d'imputation intégrale dans cette même hypothèse, que l'acceptation bénéficiaire, ayant pour effet de séparer les patrimoines du *de cujus* et de l'héritier, permettait à l'enfant de se porter créancier de sa dot. Dans notre cas, nous prenons en défaut le système de la pratique. Quel sera, en effet, le montant de la créance du donataire ? La portion de la dot dont le prémourant sera donateur ? Mais cette portion variera suivant le chiffre de la créance produite. On voit qu'il y a là un cercle vicieux et les partisans du système de la pratique sont obligés d'admettre ici que l'enfant doté pourra réclamer à la succession la totalité de sa dot. Il n'en recevra qu'une fraction (au marc le franc) ; s'il y a lieu à rapport, il devra partager avec ses cohéritiers et, finalement, le prémourant ne restera donateur que de la somme conservée.

C) Renonciation.

Renonçant à la succession, l'enfant peut réclamer le paiement de toute sa dot. C'est encore un principe qu'admettent

les partisans du système de la pratique (1), reconnaissant ainsi implicitement que dans certains cas il est nécessaire de poser, au moins provisoirement, que le prémourant est donateur de la totalité de la dot.

Bien entendu, s'il y a des héritiers réservataires, il ne pourra recevoir le paiement de sa dot que dans la limite du disponible.

Si le donataire recueille ainsi sa dot tout entière, le survivant sera libéré ; dans le cas contraire, ce dernier restera donateur de la fraction restée impayée.

2° Dot payée.

Il nous faut encore distinguer trois hypothèses, selon le parti que prendra l'enfant doté.

A) Acceptation pure et simple.

Si le donataire est héritier unique, il n'y a pas lieu à rapport ; aussi les partisans du système de la pratique omettent-ils cette hypothèse lorsqu'ils étudient les effets de la clause d'imputation subsidiaire. Nous croyons que là encore ils seraient obligés de revenir au principe posé par la Jurisprudence et de considérer le prémourant comme seul donateur, à moins de se ranger à la théorie que nous avons signalée (2) et qui soutient que, le rapport n'ayant pas lieu, la clause d'imputation est caduque.

Si le donataire a des cohéritiers, il sera soumis au rapport. Afin de lui éviter un rapport réel, on décide que le prémourant sera donateur à concurrence seulement des droits héréditaires.

(1) CHATON, *op. cit.*, p. 201.

(2) Ci-dessus, page 33.

ditaires de l'enfant doté dans sa succession, ce qui permettra de remplir ce dernier par son rapport en moins prenant.

De ces principes et surtout des intentions qu'ils recouvrent nous pouvons déjà tirer cette conséquence : pour que le prémourant puisse être considéré comme donateur d'une fraction quelconque de la dot, il faudra nécessairement que sa succession comprenne des biens réels ou tout au moins un rapport par les cohéritiers de l'enfant doté. Sinon, un rapport en moins prenant par ce dernier étant impossible, le survivant des père et mère sera réputé seul donateur, quand bien même les biens donnés eussent été propres au prémourant. Telle est, on se le rappelle, la solution consacrée par la cour de Paris dans son arrêt du 20 mars 1907 rendu dans l'affaire d'Arjuzon (1).

Supposons le rapport en moins prenant possible, comment déterminera-t-on les droits héréditaires de l'enfant doté dans la succession du prémourant ? Le problème paraît insoluble : le rapport de dot est un des éléments de l'actif, les récompenses ou indemnités peuvent en constituer un autre ou, au contraire, grossir le passif.

Les praticiens ont remarqué que la part d'enfant, le rapport et la récompense étaient égaux et que ces deux derniers figuraient l'un à l'actif, l'autre au passif de la succession où ils s'annihilaient. Aussi, par des méthodes ingénieuses que nous développerons plus loin, ils ont tourné aisément la difficulté. Tout consiste à rétablir les divers patrimoines dans l'état où ils se trouvaient avant la constitution de dot ; il est alors facile de connaître l'actif de succession et par là même la part héréditaire de l'enfant doté. Ces opérations constituent une liquidation provisoire.

(1) Ci-dessus, page 92.

Dans la liquidation définitive figurera le rapport de dot qui sera précisément égal à la part héréditaire calculée précédemment.

Si cette part est égale ou supérieure au montant de la dot, le prémourant est seul donateur et le survivant est libéré.

Si au contraire elle est inférieure au montant de la dot, le prémourant n'est donateur que jusqu'à concurrence de cette part et le survivant reste donateur du surplus.

B) Acceptation sous bénéfice d'inventaire.

Comme dans le cas étudié précédemment d'une dot non payée du vivant des donateurs, les partisans du système de la pratique sont encore obligés de supposer, au moins provisoirement, que le prémourant est donateur de toute la dot. Si une portion de celle-ci a été fournie en biens propres au survivant, on autorise ce dernier à réclamer le remboursement des sommes ainsi avancées. Puis on ajoute l'émolument ainsi obtenu au déboursé réel du prémourant, le total représentant les biens sortis du patrimoine du prémourant pour le paiement de la dot. A l'aide de ce total on reconstitue fictivement l'actif successoral et l'on obtient facilement la part héréditaire de l'enfant doté.

Deux hypothèses sont alors possibles : ou bien ce dividende sera inférieur à la portion de dot fournie par le prémourant, ou bien il lui sera supérieur.

S'il lui est inférieur, le survivant devra indemniser la succession bénéficiaire de l'excédent, ce qui profitera aux créanciers. Mais, de plus, l'actif de la succession comprenant seulement la portion de dot payée par le prémourant, les enfants se la partagent fictivement et la part définitive du prémourant dans la dot se trouve ainsi fixée. Le survivant,

demeuré donateur d'une somme plus forte, devra récompense aux héritiers autres que l'enfant doté qui conservera pareille somme en moins prenant.

S'il lui est supérieur, le survivant aura droit à l'excédent. Mais, d'autre part, il devra aux enfants non dotés une récompense suffisante pour compléter leur part et l'égaliser avec le rapport en moins prenant de l'enfant doté.

C) Renonciation.

Si le donataire est seul héritier, il pourra conserver toute sa dot, mais, s'il a des cohéritiers, il ne pourra la retenir que jusqu'à concurrence de la quotité disponible. Le prémourant sera réputé donateur de la fraction de dot ainsi conservée et le survivant le restera du surplus.

Cette solution est-elle admissible dans tous les cas et notamment si par sa renonciation le donataire retire de sa succession une part moindre qu'en cas d'acceptation ? On s'accorde à décider dans cette hypothèse que le survivant ne peut rester tenu pour une fraction supérieure à celle qui lui incomberait en cas d'acceptation.

Titre III. — AU DÉCÈS DU SURVIVANT.

A l'inverse de la clause d'imputation intégrale qui ne prolonge pas ses effets au delà du décès du prémourant, la clause d'imputation subsidiaire peut encore faire sentir les siens au décès du survivant des donateurs : il suffit que la dot n'ait pu être imputée entièrement sur la première succession.

Si, dans cette hypothèse, le système de la jurisprudence a été appliqué, le donataire a pu se retourner contre le survivant pour être indemnisé de la perte subie. Tout ce qu'il

aura ainsi reçu par suite de ce recours constituera un avantage sujet à rapport ou à réduction.

Si, au contraire, c'est le système de la pratique qui a été adopté, l'enfant, resté donataire du survivant pour l'excédent de la dot sur ses droits dans la succession du prémourant, devra compte à la seconde succession de cet excédent.

CHAPITRE III

Applications et comparaison du système de la jurisprudence et du système de la pratique quant aux effets de la clause d'imputation subsidiaire.

Les développements qui précèdent nous ont révélé, pour l'interprétation de la clause subsidiaire simple (1), au décès du prémourant, deux systèmes très différents. Nous voudrions maintenant montrer par des exemples pratiques les applications des principes posés et en chercher les avantages et les inconvénients pour les parties en cause.

Notons tout d'abord qu'il y a lieu de négliger l'hypothèse d'une dot non payée du vivant des donateurs, la solution étant la même dans les deux systèmes.

Remarquons ensuite que, dans le cas d'une dot payée du vivant des donateurs, les deux systèmes produisent les mêmes effets si la part héréditaire de l'enfant doté dans la succession du prémourant est égale ou supérieure au montant de la dot, c'est-à-dire si la dot peut s'imputer entièrement sur cette succession.

Il nous reste donc à choisir nos exemples sous la double condition d'une dot payée du vivant des donateurs et supérieure aux droits héréditaires du donataire dans la première succession. Pour éviter des répétitions inutiles, disons tout de suite que nous supposerons des père et mère communs

(1) C'est-à-dire rédigée sous la forme : « par imputation sur la succession du prémourant des donateurs et subsidiairement sur celle du survivant ».

en biens, ayant quatre enfants dont un seul a été doté de 100.000 francs, et que nous négligerons les reprises des époux et l'usufruit du conjoint survivant. Nous désignerons le système de la pratique par les lettres S. P. et le système de la jurisprudence par les lettres S. J.

1^{er} cas. — Dot constituée en biens propres au prémourant.

A) La succession comprend un actif réel (200.000 fr.).

S. P. — Liquidation préalable :

Actif réel.....	200.000
Dot	100.000
Total	300.000
Dont le quart est de.....	<u>75.000</u>

Liquidation définitive :

Actif réel.....	200.000
Rapport de dot.....	75.000
Indemnité par le survivant.....	25.000
Total	300.000
Dont le quart est de.....	<u>75.000</u>

L'enfant doté sera rempli de ses droits par son rapport en moins prenant ; les autres enfants par l'attribution de l'actif réel et de l'indemnité due par l'époux survivant qui restera donateur de 25.000 francs.

S. J. — Liquidation :

Actif réel.....	200.000
Rapport de dot.....	100.000
Total	300.000
Dont le quart est de.....	<u>75.000</u>

L'enfant doté devra à ses cohéritiers un rapport réel de 25.000 francs, sauf à se faire rembourser par le survivant, à la succession duquel il devra rapporter pareille somme.

Remarque : L'enfant doté a tout à gagner au premier système, puisqu'il n'a rien à rapporter réellement.

Le déboursé du survivant est le même dans les deux cas.

Les enfants non dotés sont plus favorisés par le second système.

B) La succession ne comprend aucun actif réel.

S. P. — Nouvelle distinction à faire :

1° Il n'y a pas de passif.

Le quart de la dot étant de 25.000 francs, la liquidation s'établit ainsi :

Rapport de dot.....	25.000
Indemnité par le survivant.....	75.000
Total	100.000
Dont le quart est de.....	25.000

L'enfant doté sera rempli de ses droits par son rapport en moins prenant ; aux autres enfants sera attribuée l'indemnité due par le survivant.

2° Le passif est supérieur à l'actif.

On considère alors que, l'enfant doté n'ayant aucun droit dans la succession, le survivant est donateur de la totalité de la dot. Il doit, par suite, indemniser la succession de son conjoint de 100.000 francs, dont profitent les créanciers.

S. J. — Liquidation dans tous les cas :

Rapport de dot.....	100.000
Dont le quart est de.....	25.000

L'enfant doté devra à ses cohéritiers un rapport réel de 75.000 francs, sauf à se faire rembourser par le survivant à la succession duquel il devra rapporter pareille somme.

Remarque : L'enfant doté préférera évidemment le système de la pratique qui lui évite de faire un rapport réel et de courir le risque de l'insolvabilité du survivant.

Le survivant débourse autant dans les deux cas, mais il importe de souligner que, dans le système de la jurisprudence, c'est à son enfant qu'il devra verser l'indemnité alors qu'avec le système de la pratique il augmentera le gage des créanciers.

2^e cas. — *Dot constituée en biens propres au survivant.*

A) La succession comprend un actif réel (200.000 fr.).

S. P. — Le quart de l'actif réel étant 50.000 francs, la liquidation s'établit ainsi :

Actif réel	200.000
Rapport de dot.....	50.000
Total	250.000
A déduire : indemnité au survivant pour	
la dot	50.000
Reste	200.000
Dont le quart est de.....	50.000

L'enfant doté sera rempli de ses droits par son rapport en moins prenant. Les autres enfants et le survivant (qui reste donateur de 50.000 fr.) recevront les 200.000 francs d'actif réel.

S. J. — Liquidation :

Actif réel	200.000
Rapport de dot.....	100.000
Total	300.000
A déduire : indemnité au survivant pour la dot	100.000
Reste	200.000
Dont le quart est de.....	50.000

L'enfant doté devra un rapport réel de 50.000 francs à ses cohéritiers, sauf recours contre le survivant pour se faire rembourser cette perte. On peut supposer que, pour simplifier, il se paiera sur l'indemnité due au survivant, mais il faut considérer que ce n'est pas une opération de partage et que, dans certains cas, elle ne sera pas possible (par exemple si des créanciers du survivant interviennent au règlement).

Remarque : Ici encore le système de la pratique est plus avantageux pour l'enfant doté.

Quant à la situation du survivant et des enfants non dotés, elle est sensiblement la même.

B) La succession ne comprend aucun actif réel.

S. P. — On considère que, les droits de l'enfant doté dans la succession du prémourant étant nuls, le survivant est seul donateur. Pas de rapport de dot, pas d'indemnité, mais aussi pas d'égalité rétablie entre les enfants.

S. J. — L'enfant doté rapporte à la succession toute sa dot.

soit	100.000
Dont le quart est de	25.000

Il est tenu de rapporter réellement 75.000 francs, sauf à réclamer cette somme au survivant, de sorte que ce dernier se trouvera déboursé en fin de compte 175.000 francs, sans espoir d'être indemnisé puisque la succession de son conjoint ne présente aucun actif et que, sans doute, les héritiers ne l'auront acceptée que sous bénéfice d'inventaire.

Remarque : Le système de la pratique, qui est le plus favorable à l'enfant doté puisqu'il lui permet de conserver sa dot sans courir le risque de l'insolvabilité du survivant, doit être préféré également par ce dernier ; le système de la jurisprudence aboutit en effet à ce résultat peu banal d'obliger le survivant à assister au partage anticipé de sa succession (puisque la dot a été constituée avec des biens lui appartenant) et, de plus, à payer une seconde fois une fraction de la dot.

3^e cas. — Dot constituée en biens communs.

Nous supposerons, pour simplifier les calculs, qu'il n'existe aucun bien propre dans la succession du prémourant, qui ne comprend que la moitié de l'actif de communauté.

A) La communauté comprend un actif réel (200.000 fr.).

S. P. — Liquidation préalable.

Actif de communauté :

Actif réel	200.000
Récompense pour la dot	100.000
Total	300.000
Dont la moitié pour la succession est de..	150.000
Dont le quart est de	<u>37.500</u>

Liquidation définitive.

Actif de communauté :

Actif réel	200.000
Récompense par la succession du prémou- rant pour dot	37.500
Récompense par le survivant pour dot....	62.500
Total	300.000
Dont la moitié est de	150.000

Actif de succession :

Moitié de communauté	150.000
Rapport de dot	37.500
Ensemble	187.500
A déduire : récompense	37.500
Reste	150.000
Dont le quart est de	37.500

L'enfant doté sera rempli de ses droits par son rapport en moins prenant de 37.500, le surplus de sa dot se trouvant avoir été constitué par le survivant et, par conséquent, rapportable à la succession de ce dernier. Le survivant (qui a droit à 87.500 fr. : moitié de communauté moins récompense pour dot) et les enfants non dotés se verront attribuer l'actif réel.

S. J. — Liquidation.

Actif de communauté :

Actif réel	200.000
Récompense par la succession du prémou- rant pour dot	100.000
Total	300.000
Dont la moitié est de	150.000

Actif de succession :

Moitié de communauté	150.000
Rapport de dot	100.000
Ensemble	250.000
A déduire : récompense	100.000
Reste	150.000
Dont le quart est de	<u>37.500</u>

L'enfant doté est tenu de faire un rapport réel de 62.500 fr. à ses cohéritiers, sauf à se retourner contre le survivant.

Remarque : Le système de la pratique est évidemment p'us favorable à l'enfant doté qui, dans celui de la jurisprudence, se trouve exposé à l'insolvabilité du survivant.

Le déboursé de ce dernier est le même dans les deux cas.

Quant aux enfants non dotés qui, théoriquement, reçoivent la même somme avec les deux systèmes, ils pourront, si l'on adopte le premier, voir mettre à leur charge le risque de l'insolvabilité du survivant.

B) La communauté ne comprend aucun actif réel.

S. P. — Nouvelle distinction à faire.

1° Il n'y a pas de passif.

Liquidation préalable :

L'actif de communauté ne comprend que	
la récompense pour dot, soit	100.000
Dont la moitié pour la succession est de..	50.000
Dont le quart est de.....	<u>12.500</u>

Liquidation définitive.

Actif de communauté :

Récompense par la succession du prémou-	
rant pour dot	12.500
Récompense par le survivant	87.500
Total	100.000
Dont la moitié est de	50.000

Actif de succession :

Moitié de l'actif de communauté	50.000
Rapport de dot	12.500
Ensemble	62.500
A déduire : récompense	12.500
Reste	50.000
Dont le quart est de	12.500

L'enfant doté est rempli de ses droits par son rapport en moins prenant ; les autres enfants seront remplis des leurs par une attribution sur la récompense due par le survivant.

2° Le passif est supérieur à l'actif.

On considère que les droits de l'enfant doté sont nuls et que, par conséquent, le survivant est seul donateur. C'est ce dernier qui devra à la communauté la récompense du montant de la dot, soit 100.000 francs.

S. J. — Pas de distinction à faire : la dot entière étant rapportée à la succession du prémourant, cette dernière doit faire récompense à la communauté de la somme de 100.000 francs, et elle reste en définitive débitrice de 50.000 francs dont elle ne s'acquittera pas s'il y a du passif et si les héritiers ont accepté sous bénéfice d'inventaire.

A l'actif de succession figurera le rapport

de dot, soit	100.000
Dont le quart est de	25.000

L'enfant doté est ainsi obligé de rapporter réellement 75.000 francs, sauf son recours contre le survivant.

Remarque : Le système le plus favorable à l'enfant doté est celui de la pratique qui lui permet de conserver toute sa dot sans courir le risque de l'insolvabilité du survivant.

Par contre, ce même système offre l'inconvénient, en obligeant le survivant à récompenser la communauté, de livrer le montant de la récompense aux créanciers ; le système de la jurisprudence, en imposant un rapport par le donataire, soustrait ainsi la dot à leurs poursuites. On reconnaît là l'espèce de l'affaire d'Arjuzon que nous avons étudiée dans un chapitre précédent.

Avant de résumer les remarques que nous venons de faire, il nous faut insister sur le fonctionnement du système de la pratique. Dans les exemples proposés, nous nous sommes attaché à détailler les opérations, afin de bien montrer le mécanisme du système et les conséquences des principes admis, mais il convient maintenant d'ajouter que les praticiens emploient fréquemment, pour abréger, un procédé très élégant, lorsqu'ils se trouvent en présence d'une dot constituée en biens communs.

Ayant remarqué que le montant du rapport dû par l'enfant doté à la succession et celui de la récompense due par cette dernière à la communauté se balancent, étant d'égale valeur et figurant l'un à la masse passive et l'autre à la masse active de succession, ils n'en font pas état et ils se bornent à porter le montant de la dot à la masse active de communauté.

L'attribution faite à l'enfant doté sur le montant de sa dot jusqu'à concurrence de ses droits produit les effets

d'une récompense à la communauté par la succession et d'un rapport à la succession par le donataire. Le surplus de la dot est attribué à l'époux survivant comme représentant la portion à sa charge dans la dot et pour laquelle il doit indemnité à la communauté.

Ceci, bien entendu, suppose que les droits de l'enfant sont inférieurs au montant de sa dot : s'il en était autrement, le procédé employé serait encore plus simple : on se bornerait à attribuer au donataire, pour le remplir de ses droits jusqu'à due concurrence, la créance pour dot figurant à la masse active de communauté (1).

Mais il importe de ne pas se laisser hypnotiser par ce procédé, car il y aura des hypothèses où il ne sera pas possible de l'employer ; il faudra alors se reporter avec attention aux principes pour en dégager les conséquences logiques.

Des deux systèmes dont nous avons étudié le fonctionnement, quel est celui qui doit être préféré ?

Il suffit, pour répondre à cette question, de condenser les remarques que nous avons faites plus haut en envisageant successivement l'intérêt de l'enfant doté, celui du survivant des donateurs et enfin celui de la famille.

Incontestablement le donataire trouve dans l'application du système de la pratique la sécurité qu'il est en droit de chercher quant à la conservation de sa dot : n'étant jamais tenu que d'un rapport en moins prenant à la succession du prémourant, il jouira de la libéralité qui lui a été faite le plus longtemps possible, c'est-à-dire au moins jusqu'au décès du survivant.

(1) Voir les *Traité-Formulaires* de MM. AMIAUD et DEFRÉNOIS.

Avec le système de la jurisprudence, il court, au contraire, le risque d'en perdre une partie dès le premier décès. Si nous considérons comme devant primer tous les autres l'intérêt de l'enfant doté, nous devons nous rallier au système de la pratique.

Il en sera de même si l'on considère l'intérêt du survivant des donateurs. Il ressort, en effet, des exemples étudiés que, dans la plupart des cas, son déboursé est le même, quel que soit le système adopté, mais que parfois le système de la jurisprudence peut être plus onéreux pour lui que le système de la pratique. Alors qu'à ce dernier ne lui impose jamais une charge supérieure à la dot, le premier peut grever son patrimoine d'un fardeau plus lourd.

De plus, les reprises et récompenses entre époux formant les éléments d'un compte unique et indivisible et se compensant de plein droit, le système de la pratique permettra au survivant d'imputer sur le montant des récompenses ou indemnités dont il sera débiteur à raison de la dot les sommes pour lesquelles il sera créancier de la communauté ou de la succession.

Reste l'intérêt de la famille qui est apparu en pleine lumière dans l'hypothèse de l'affaire d'Arjuzon (1) ; le désir de le sauvegarder a pesé d'un grand poids sur la décision de ceux qui, comme M. Capitant, se sont prononcés en faveur du système de la jurisprudence. Dans une note très importante parue au *Dalloz* et que nous avons déjà citée (2), celui-ci insiste en effet sur ce point qu'en augmentant, par la récompense imposée au survivant, le gage des créanciers du prédécédé, l'interprétation des praticiens ne répond pas

(1) Page 89 ci-dessus.

(2) CAPITANT, note sous Cass. civ., 28 nov. 1910. D. 1912, I, 5.

à l'intention des parties. Il y a là, évidemment, un inconvénient sérieux du système de la pratique ; mais, pour le ramener à son importance exacte, il convient de remarquer qu'il n'existera que dans le cas où les créanciers seront ceux du prémourant et qu'il disparaîtra si les créanciers sont ceux de l'enfant doté, du survivant ou d'un enfant non doté.

Nous concluons que, tout bien considéré, le système des praticiens paraît être celui qui, dans notre état social actuel où l'on fait passer au premier plan l'intérêt de l'enfant doté, traduira le mieux les désirs des parties, tout en protégeant leurs intérêts respectifs, mais, ajouterons-nous, sous la réserve que les termes employés ne laissent place à aucun doute sur les principes admis ; c'est pourquoi il nous faut maintenant examiner les rédactions nouvelles adoptées par les praticiens.

CHAPITRE IV

Sur les diverses rédactions de la clause d'imputation subsidiaire.

Comment doit-on rédiger la clause d'imputation subsidiaire si l'on veut lui voir produire les effets du système des praticiens ? Telle est la question à laquelle il nous faut répondre maintenant.

Il est à peine besoin de souligner, tout d'abord, que l'adoption de la formule, que nous avons appelée « clause d'imputation subsidiaire simple », c'est-à-dire portant constitution de la dot par imputation « sur la succession du prémourant des donateurs et subsidiairement sur celle du survivant », exposerait à de graves mécomptes, un revirement de la jurisprudence paraissant très peu probable. Aussi bien les praticiens l'ont-ils compris et les deux rédactions que nous avons reproduites au début de notre troisième partie (1) montrent dans quelles voies ils ont cherché la solution du problème.

Dans la première de ces deux formules, il est encore question d'imputation de la dot, mais on précise que cette imputation aura lieu « d'abord sur les droits du donataire dans la succession du prémourant des donateurs ». Peut-on affirmer que si elle avait été insérée dans les contrats de mariage des enfants d'Arjuzon (2), la Cour de cassation se serait prononcée dans un sens différent ?

Il ne faut pas oublier que les juges, se trouvant en pré-

(1) Page 69.

(2) Page 89.

sence du mot *imputation* dans une constitution de dot, voient toujours dans le choix qui en est fait l'intention par les parties de se référer au sens technique qui lui a été attribué, en cette matière, par les rédacteurs de la clause originale. N'y aurait-il pas lieu de craindre que les mots « sur les droits » ne soient considérés par eux que comme une précision apportée à leur interprétation ?

Puisque l'emploi du mot « *imputation* » a été l'une des causes de la confusion qui s'est manifestée à la suite des décisions que nous avons rapportées, ne serait-il pas préférable de l'abandonner ? C'est le parti que prennent ceux qui adoptent la seconde formule recueillie.

Comme nous espérons l'avoir montré, les praticiens ont fait passer au premier plan, afin de mieux servir l'intérêt de l'enfant doté, la question du rapport de la dot : rien n'empêche de choisir comme point de départ la quotité du rapport en moins prenant que pourra effectuer l'enfant, à condition de le dire clairement. A l'origine, on se préoccupait de protéger le survivant des donateurs et l'on décidait que le seul fait de sa survie le rendait étranger à la constitution de dot : cette dernière devait être rapportée à la succession du prémourant puisqu'il était seul donateur. Nous dirons aujourd'hui : le père et la mère sont tous deux donateurs, le rapport en moins prenant que pourra faire le donataire à la succession du prémourant indiquera dans quelle mesure la libéralité incombe à ce dernier.

La cour de Paris, dans son arrêt d'Arjuzon du 20 mars 1907 (1), avait fait allusion, il est vrai, à une autre formule, par laquelle le donataire était dispensé « de tout rapport effectif » à la succession du prémourant des donateurs, et

(1) Page 92 ci-dessus.

elle avait même déclaré que l'usage très fréquent qu'on en faisait à Paris permettait de la sous-entendre dans l'affaire qui lui était soumise. Les revues notariales de l'époque protestèrent contre cette dernière assertion et les critiques les plus pertinentes firent douter de la validité même de la clause proposée. M. Esmein notamment, dans ses notes au *Sirey* (1), fit observer qu'elle était inopérante « parce qu'elle ne déchargeait pas le donataire du rapport en lui-même, et que celui qui est tenu au rapport peut toujours, et éventuellement, être obligé au rapport effectif ». Aussi bien, comme le remarque M. Capitant (2), les interprétations les plus diverses en furent immédiatement proposées.

Enfin l'arrêt de renvoi, rendu par la cour de Caen dans l'affaire d'Arjuzon, le 21 juin 1911 et que nous avons reproduit ci-dessus (3), suggère les éléments d'un troisième système. On se rappelle que, la succession du père prémourant étant déficitaire, la cour de Paris, appliquant les principes des praticiens, avait déclaré le survivant seul donateur. A quoi la cour de Caen répond que, déficitaire vis-à-vis des tiers, la succession ne l'est pas vis-à-vis des cohéritiers de l'enfant doté, car celui-ci peut toujours rapporter les biens qui ont été tirés du patrimoine du défunt.

C'est la théorie qu'avait développée M. Bouvier-Bangillon dans un article du *Journal des Notaires et des Avocats* (4) et qui a été reprise et élargie dans un travail récent (5) : l'enfant qui a reçu sa dot devra toujours en faire le rapport à la succession du prémourant jusqu'à concurrence de ce

(1) S. 1908, II, 1, et 1913, I, 81.

(2) Note au *Dalloz*, 1912, I, 5.

(3) Page 96.

(4) 1912, p. 737.

(5) DELEVACQUE, *op. cit.*

qui provient de lui, et faire en outre le rapport à la même succession des biens provenant du survivant dans la mesure où le donataire peut les imputer sur ses droits dans cette succession. Pour y arriver, on propose de faire à la première rédaction de la clause rapportée ci-dessus (1) l'addition suivante, « étant précisé cependant que le donataire devra en tous cas effectuer le rapport à la succession du prémourant de tout ce qu'il aurait reçu de celui-ci en paiement de tout ou partie de la dot présentement constituée ».

On veut éviter ainsi les résultats paradoxaux que produisent dans certaines hypothèses le système de la jurisprudence ou celui de la pratique, notamment si la succession du prémourant est déficitaire et que l'on suppose successivement une dot constituée tout entière en biens du survivant ou du prédécédé. Mais nous craindrions de voir les magistrats l'interpréter dans un sens tout différent de celui qu'on lui donne : il faut remarquer en effet qu'elle complète une formule dans laquelle se trouve le terme « imputation » dont la jurisprudence a conservé intacte la signification originaire et que, pour justifier juridiquement la règle posée, il faut rejeter la transmission fictive des biens donnés du survivant au prémourant en reprenant une théorie dont nous avons fait déjà justice (2).

(1) Page 69.

(2) Page 58.

CHAPITRE V

Les deux systèmes d'interprétation de la clause d'imputation subsidiaire et leurs conséquences fiscales.

Nous avons montré par des exemples les applications pratiques des deux systèmes d'interprétation de la clause d'imputation subsidiaire ; nous voudrions maintenant en étudier les conséquences fiscales, ce qui nous permettra en même temps d'en voir les répercussions sur les libéralités que peuvent faire les donateurs.

Question préjudicielle : le système de la jurisprudence ne devra-t-il pas être obligatoirement adopté pour la liquidation des droits de mutation au décès du prémourant ? Nous pensons que, quels que soient les termes employés (imputation sur la succession ou imputation sur les droits), tout se réduit à l'interprétation de la volonté des donateurs et des donataires. Qui pourrait être mieux placé que les parties elles-mêmes ou leurs héritiers ? Toutes les fois que, dans la déclaration de succession, les héritiers auront indiqué, soit par la liquidation qu'eux-mêmes auront faite de la communauté et de la succession, soit autrement, de quelle manière les dots doivent s'imputer et le rapport doit en être effectué, l'administration devra s'en tenir à ces indications et percevoir l'impôt en conséquence. Mais, si les parties se bornent à rapporter les termes de la clause d'imputation, c'est le système de la jurisprudence qui devra être appliqué.

Du reste, il suffit de se reporter aux exemples numériques d'un précédent chapitre pour constater que les résultats

sont les mêmes, quel que soit le système adopté, si la part héréditaire de l'enfant doté est au moins égale à sa dot.

Si, au contraire, le donataire est obligé à un rapport réel par application du système de la jurisprudence, ses cohéritiers n'auront pas à payer sur les sommes qui leur seront attribuées sur le rapport (1).

Mais on peut supposer que l'époux survivant a été gratifié par son conjoint ou que ce dernier a fait une libéralité au profit d'un tiers.

Avec le système de la pratique, aucune difficulté ne peut s'élever : c'est la part héréditaire de l'enfant doté qui détermine la portion de la dot constituée par le prémourant ; or, cette part héréditaire, c'est la réserve de l'enfant ; la quotité disponible reste donc intacte et la libéralité au profit du conjoint ou d'un tiers peut s'exercer.

Il n'en est pas de même avec le système de la jurisprudence, puisque le prémourant est donateur de la dot tout entière. Qu'arrivera-t-il si celle-ci est constituée en avance-ment d'hoirie et dépasse les droits réservataires de l'enfant ? La Cour de cassation a donné deux réponses à cette question : Un arrêt de la Chambre civile (2), auquel nous nous rallions, a décidé que la libéralité s'imputera d'abord sur la réserve du donataire, puis sur la quotité disponible, sauf au donataire à partager cet excédent avec ses cohéritiers ; par contre, un arrêt de la Chambre des requêtes (3) a ordonné l'imputation de la libéralité sur la réserve globale de tous les héritiers, l'excédent, s'il y en a, devant toutefois s'imputer sur le disponible.

Dans le cas d'imputation partielle sur le disponible et de

(1) Cass., 15 janvier 1913.

(2) Cass. civ., 8 février 1898. D. 99, I, 265 ; S. 99, I, 137.

(3) Cass. req., 13 mars 1907. D. 1910, I, 309, et S. 1911, I, 189.

libéralité entre époux, est-ce la dot ou bien est-ce la libéralité entre époux qu'il faut réduire ? Une distinction s'impose ;

Si l'époux survivant est bénéficiaire d'une libéralité résultant d'un testament ou d'une donation entre époux faite pendant le mariage, c'est-à-dire révocable, la donation en avancement d'hoirie passera la première.

Si, au contraire, il est donataire par contrat de mariage, c'est-à-dire bénéficiaire d'une libéralité irrévocable, celle-ci passe avant la donation en avancement d'hoirie. Il peut même exercer sa libéralité sur le rapport de dot, si c'est le seul actif de succession (art. 1083 C. C.), car son concours à la constitution de dot n'a pu lui permettre de renoncer à sa donation irrévocable ni à une hérédité non encore ouverte. Mais il faut remarquer que l'époux survivant sera tenu d'indemniser immédiatement le donataire de la perte que subira ce dernier et, par conséquent, il n'aura aucun intérêt à demander le rapport réel de la dot ; l'administration ne saurait donc imposer, dans ce cas, la libéralité de l'époux survivant.

Dans toutes les hypothèses autres que celle de la donation irrévocable antérieure à l'avancement d'hoirie, un rapport réel n'est pas dû aux légataires ou donataires, mais ceux-ci peuvent appréhender tous les biens réels, les enfants se voyant attribuer le rapport de dot.

Deux exemples permettront de comparer les conséquences du système de la pratique (S. P.) et du système de la jurisprudence (S. J.).

1^{er} exemple : Père et mère mariés sous le régime de la communauté. 4 enfants. L'un d'eux doté de 200.000 francs avec clause d'imputation subsidiaire. Dot payée en biens communs. Le prémourant a fait donation à son conjoint,

âgé de 55 ans, du quart en toute propriété et du quart en usufruit de sa succession.

S. P. — Liquidation préliminaire.

Communauté :

Biens réels	450.000	
Récompense pour dot par les deux époux.....	200.000	
Total.....	650.000	
A déduire : 1° Reprises de la femme.....	200.000	
2° Reprises de la succession.....	100.000	
3° Passif	50.000	
Total.....	350.000	350.000
Reste net.....	300.000	
Dont la moitié est de.....	150.000	

Succession :

Moitié de communauté	150.000	
Reprises	100.000	
Biens propres	50.000	
Total.....	300.000	300.000

Revenant à la veuve pour :

1/4 en toute propriété.....	75.000	
1/4 en usufruit, valeur 3/10.....	22.500	
Ensemble.....	97.500	97.500
Reste.....	202.500	
Dont le quart est de.....	50.625	

Liquidation définitive.

Communauté :

Biens réels.....	450.000	
A déduire : 1° Reprises de la femme.....	200.000	
moins récompense pour dot.....	149.375	
	<u>Reste.....</u>	50.625
2° Reprises de la succession.....	100.000	
moins récompense pour dot.....	50.625	
	<u>Reste.....</u>	49.375
3° Passif	50.000	
	<u>Total.....</u>	150.000
	<u>Reste.....</u>	300.000
	Dont la moitié est de.....	<u>150.000</u>

Succession :

Moitié de communauté.....	150.000	
Reprises	49.375	
Rapport de dot.....	50.625	
Biens propres.....	50.000	
	<u>Total.....</u>	300.000
Revenant à la veuve pour :		
1/4 en toute propriété.....	75.000	
1/4 en usufruit, valeur 3/10.....	22.500	
	<u>Total.....</u>	97.500
	<u>Reste.....</u>	202.500
	Dont le quart est de.....	<u>50.625</u>

La veuve paiera l'impôt sur 97.500 ; l'enfant doté ne doit aucun droit de mutation puisqu'il impute sa dot sur sa part héréditaire ; chacun des autres enfants paie sur 50.640.

S. J. — Liquidation.

Communauté :

Biens réels.....	450.000	
Récompense pour dot due par le défunt.....	200.000	
moins ses reprises.....	100.000	
Reste.....	100.000	100.000
Total.....		550.000
A déduire : 1° Reprises de la femme.....	200.000	
2° Passif	50.000	
Total.....	250.000	250.000
Reste.....		300.000
Dont la moitié est de.....		150.000

Succession :

Moitié de communauté.....	150.000	
Rapport de dot.....	200.000	
Biens propres.....	50.000	
Total.....	400.000	
moins récompense due à la communauté.....	100.000	
Reste.....		300.000

Revenant à la veuve pour :

1/4 en toute propriété.....	75.000
1/4 en usufruit.....	75.000

Mais en dehors du rapport de dot, la succession ne comprend que :

Moitié de communauté.....	150.000	
Biens propres.....	50.000	
Ensemble.....	200.000	
A reporter.....	200.000	

	<i>Report</i>	200.000	
d'où il y a lieu de déduire la récompense due à la communauté		100.000	
	Reste comme valeurs réelles.....	100.000	
L'époux survivant prend son 1/4 en toute propriété.....		75.000	
	Reste pour l'usufruit.....	25.000	
On a donc : Actif de succession.....		300.000	

A déduire pour la veuve :

1/4 en toute propriété.....	75.000	
Partie du 1/4 en usufruit 25.000, valeur 3/10...	7.500	
Total.....	82.500	82.500
	Reste.....	217.500
Dont le 1/4 est de.....		54.375

La veuve paiera sur 82.500. Les enfants n'auront rien à payer.

2° *exemple* : Mêmes données ; mais, en plus de la donation, le survivant a, par convention de mariage, la pleine propriété de la moitié des acquêts et l'usufruit de l'autre moitié.

S. P. — Liquidation préliminaire.

Communauté :

Le calcul préliminaire donne, comme pour l'exemple précédent, un actif net de communauté de 300.000.

Succession :

	<i>Toute propriété</i>	<i>Nue propriété</i>
Moitié de communauté 150.000, valeur 7/10.....		105.000
Reprises	100.000	
Biens propres.....	50.000	
Totaux.....	150.000	105.000
Total.....	255.000	

Revenant à la veuve pour :

1° En toute propriété, 1/4 de 255.000.....	63.750	
2° En usufruit, 1/4 de 150.000, soit 37.500,		
valeur 3/10.....	11.250	
Ensemble.....	<u>75.000</u>	75.000
Reste.....		180.000
Dont le 1/4 est de.....		<u>45.000</u>

Liquidation définitive.

Communauté :

Biens réels.....		450.000
Récompense pour dot :		
Par la femme.....	155.000	
Par la succession.....	45.000	
Ensemble.....	<u>200.000</u>	200.000
Total.....		650.000
A déduire : reprises et dette.....		<u>350.000</u>
Reste.....		300.000
Dont la 1/2 est de.....		<u>150.000</u>

Succession :

	Toute propriété	Nue propriété
Moitié de communauté 150.000, valeur 7/10....		105.000
Reprises	100.000	
Rapport de dot.....	45.000	
Biens propres.....	50.000	
Totaux.....	<u>195.000</u>	105.000
A déduire : récompense pour dot.....	45.000	
Reste.....	<u>150.000</u>	105.000
Total.....		255.000
Il revient à la veuve, comme dans la liquidation préliminaire		<u>75.000</u>
Reste.....		180.000
Dont le 1/4 est de.....		<u>45.000</u>

La veuve paiera sur 75.000; l'enfant doté n'a rien à payer; chacun des trois autres enfants paiera sur 45.000.

S. J. — Liquidation.

Communauté :

Comme dans le 1^{er} exemple..... 300.000

Succession :

	Toute propriété	Nue propriété
Moitié de communauté 150.000, valeur 7/10....		105.000
Rapport de dot.....	200.000	
Biens propres.....	50.000	
Totaux.....	250.000	105.000
A déduire : récompense.....	100.000	
Reste.....	150.000	105.000
Total.....	255.000	

La veuve a droit :

A 1/4 en toute propriété de 255.000, soit. 63.750

Et à 1/4 en usufruit de 150.000..... 37.500

Mais sa libéralité ne peut s'exercer que sur les valeurs réelles de la succession, lesquelles s'élèvent à 255.000 — 200.000 (rapport), soit 55.000. Elles sont absorbées par le 1/4 en toute propriété. L'époux survivant n'a aucun usufruit et ne recueille en toute propriété que.....

55.000

Reste..... 200.000

Dont le 1/4 est de..... 50.000

La veuve paiera sur 55.000. Aucun droit n'est dû par les enfants.

Vu :

Le Président de la Thèse,
R. PIÉDELIÈVRE.

Vu :

Le Doyen,
H. BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris.

Pour le Recteur,

L'Inspecteur de l'Académie,

P. CROUZET.

BIBLIOGRAPHIE

En dehors des traités et ouvrages généraux, on peut consulter utilement sur le sujet traité :

Bouvier-Bangillon. — *Journal des Notaires et des Avocats*, 1912, p. 737.

Capitant. — Note au *Dalloz*, 1912, 1, 5.

Chaton. — Des clauses d'imputation subsidiaire. Thèse, Paris, 1923.

Coirre. — Des clauses d'imputation de la dot sur la succession du prémourant des constituants. Thèse, Rennes, 1904.

Dalmbert. — Note au *Sirey*, 1912, 2, 81.

Davril. — Des clauses d'imputation de la dot sur les successions des père et mère constituants. Thèse, Paris, 1908.

Delevacque. — De la clause d'imputation de la dot sur la succession du prémourant des père et mère et subsidiairement sur celle du survivant. Thèse, Paris, 1923.

Deyzac. — *Journal du Notariat*, 1911, p. 17, 89 et 161.

Esmein. — Notes au *Sirey*, 1900, 1, 81 ; 1905, 1, 81 ; 1908, 2, 1 ; 1913, 1, 81.

Gaudemet. — *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1911, p. 114.

Labbé. — Notes au *Sirey*, 1872, 1, 201 ; 1883, 1, 289.

Le Courtois. — Note au *Sirey*, 1914, 1, 457.

Nast. — Note au *Dalloz*, 1913, 1, 169.

Sourdois. — Article *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1910, p. 272.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
PREMIÈRE PARTIE. — Généralités	13
CHAPITRE PREMIER. — <i>Développement historique</i>	14
CHAPITRE II. — <i>Validité. — Interprétation</i>	21
Titre I ^{er} . — Validité.....	21
Titre II. — Interprétation.....	22
L'intention des parties.....	25
Terminologie	29
DEUXIÈME PARTIE. — La clause d'imputation intégrale	35
CHAPITRE PREMIER. — <i>Analyse juridique de la clause d'imputation intégrale</i>	36
CHAPITRE II. — <i>Effets de la clause d'imputation intégrale</i>	38
Titre I ^{er} . — Du vivant des donateurs.....	38
§ 1 ^{er} . Rapports des donateurs avec le donataire.....	39
I. — Constitution de dot simplement conjointe ou par parts inégales. — Constitution de dot solidaire.....	39
II. — Eviction. — Garantie.....	41
III. — Faillite ou déconfiture de l'un des donateurs..	42
§ 2. Rapports des donateurs entre eux et avec la communauté	42
I. — Séparation de corps et divorce.....	45
II. — Séparation de biens principale.....	45
§ 3. Caducité des clauses d'imputation.....	47
I. — Inexécution des charges.....	47
II. — Retour légal.....	48
III. — Retour conventionnel.....	48
Titre II. — Au décès du prémourant des donateurs.....	48

	Pages
§ 1 ^{er} . Le système traditionnel.....	49
I. — Effets de la clause d'imputation intégrale à l'égard des donateurs.....	49
A) Dot payée en biens propres au prémourant...	50
B) Dot payée en biens propres au survivant.....	50
C) Dot payée en biens communs.....	51
D) Règlement provisoire antérieur.....	51
II. — Effets de la clause d'imputation intégrale à l'égard du donataire.....	54
A) Dot payée.....	54
B) Dot non payée.....	55
§ 2. Objections et systèmes divers.....	56
I. — Recours du survivant contre le donataire.....	56
II. — Influence de l'origine des biens donnés sur le rapport à faire par l'enfant doté.....	57
III. — Recours du donataire contre le survivant.....	60
a) Théorie de M. Toullier.....	61
b) Théories de MM. Labbé et Esmein.....	62
c) Théorie de M. Planiol.....	66
Titre III. — Avantages et inconvénients de la clause d'imputation intégrale.....	66
TROISIÈME PARTIE. — La clause d'imputation subsidiaire...	69
CHAPITRE PREMIER. — <i>Objet de la clause nouvelle. — Combinaisons possibles.</i>	71
CHAPITRE II. — <i>Effets de la clause d'imputation subsidiaire.</i>	76
Titre I ^{er} . — Du vivant des donateurs.....	76
Titre II. — Au décès du prémourant.....	76
§ 1 ^{er} . Le système de la jurisprudence.....	76
I. — Genèse du système : évolution jurisprudentielle.	77
A) Avant l'affaire Fouquier-Jubert.....	77
B) L'affaire Fouquier-Jubert.....	81
1 ^o Exposé des faits.....	81
2 ^o Approbations et critiques.....	85

	Pages
C) De l'affaire Fouquier-Jubert à l'affaire d'Arjuzon	87
D) L'affaire d'Arjuzon.....	89
1° Exposé des faits.....	89
2° Approbations et critiques.....	98
E) Décisions postérieures à l'affaire d'Arjuzon...	100
II. — Analyse juridique du système de la jurisprudence	102
III. — Fonctionnement du système de la jurisprudence	105
§ 2. Le système de la pratique.....	106
I. — Analyse juridique.....	107
II. — Fonctionnement.....	110
A) Effets à l'égard des donateurs.....	110
B) Effets à l'égard du donataire.....	110
1° Dot non payée.....	119
2° Dot payée.....	112
Titre III. — Au décès du survivant.....	115
CHAPITRE III. — <i>Applications et comparaison du système de la jurisprudence et du système de la pratique.</i>	117
CHAPITRE IV. — <i>Sur les diverses rédactions de la clause d'imputation subsidiaire.</i>	130
CHAPITRE V. — <i>Les deux systèmes d'interprétation et leurs conséquences fiscales.</i>	134
BIBLIOGRAPHIE	145

ORLÉANS - IMPRIMERIE DU LOIRET
